

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Arbitrage et la Conciliation

EN MATIÈRE DE

CONFLITS COLLECTIFS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

La Réforme de la loi du 27 Décembre 1892

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 3 Novembre 1908, à 10 h.

PAR

Albert ENGEL.

Président : M. JAY, professeur,
Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
WAHL, agrégé

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Arbitrage et la Conciliation

EN MATIÈRE DE

CONFLITS COLLECTIFS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

~~~~~  
La Réforme de la loi du 27 Décembre 1892

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 3 Novembre 1908, à 10 h.*

PAR

Albert ENGEL

---



*Président : M. JAY, professeur,*  
*Suffragants { MM. SOUCHON, professeur*  
*WAHL, agrégé*

---

PARIS V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

---

1908



DÉDIÉ A MONSIEUR ALBERT GAY

Ingénieur des Ponts et Chaussées  
Chevalier de la Légion d'honneur

*en signe d'affectueuse reconnaissance*

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# L'ARBITRAGE ET LA CONCILIATION

EN MATIÈRE DE CONFLITS COLLECTIFS

ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

La Réforme de la Loi du 27 Décembre 1892

---

## AVANT-PROPOS

Avant de commencer ce travail, il nous paraît indispensable de dire comment nous l'avons compris et quel plan nous entendons suivre dans le développement de notre sujet. Allons-nous négliger les travaux, déjà nombreux, qui ont traité de notre question et prendre la responsabilité de recherches nouvelles sur les précédents de la loi du 27 décembre 1892 et sur cette loi elle-même ? Non, assurément.

Nous rappellerons rapidement comment, peu à peu, les idées d'arbitrage et de conciliation, en matière de

conflits collectifs, entre patrons et ouvriers s'imposèrent à l'attention du législateur et quels hommes se firent les protagonistes de ces idées. Nous étudierons rapidement les précédents de la loi du 27 décembre 1892 et cette loi elle-même. Nous nous abstiendrons de développements inutiles, la matière ayant été fouillée par de nombreux auteurs. Nous aurons l'occasion de rappeler fréquemment leurs travaux.

Nous nous contenterons donc d'indiquer la physionomie des séances pendant lesquelles le Parlement discuta notre loi et les caractères principaux de cette loi.

L'étude du caractère et des conséquences de notre réforme nous arrêteront plus longuement. Nous en examinerons les résultats, qui constituent pour le législateur de l'avenir un enseignement. Nous tâcherons à interpréter ces résultats, nous aidant des si précieuses statistiques relevées soit au *Bulletin officiel du Travail*, soit à la *Statistique des Grèves et des Recours à la Conciliation* que publie tous les ans le Ministère du Commerce

Il nous restera ensuite à examiner l'opportunité d'une réforme portant sur notre loi et les divers projets qui ont pu être déposés, dans ce but, sur les bureaux des Chambres.

## CHAPITRE PREMIER

COMMENT LES IDÉES DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE  
S'IMPOSÈRENT A L'ATTENTION DU LÉGISLATEUR DE  
1892 ET QUELS FURENT LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES  
A LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1892.

C'est un fait : En 1892, il ne s'éleva, d'aucun parti, la moindre protestation contre l'idée même qu'il vaudrait mieux, pour l'industrie nationale, rechercher une organisation, pratiquement acceptable, de la conciliation et de l'arbitrage, que de persister aux luttes inhumaines et ruineuses, qui sont l'accompagnement ordinaire de l'exercice du droit de grève. Ce fut mieux qu'un fait, ce fut un principe, sur lequel tout le monde tombe d'accord.

Les publicistes et parlementaires d'alors furent sollicités par des théories et surtout par des événements. D'une part, depuis 1848, des tentatives d'association avaient donné d'heureux résultats ; d'autre part, des grèves récentes très sérieuses mirent en évidence des antagonismes redoutables.

Examinons d'abord les théories, les tentatives cons-

tituant une expérience qu'il n'était pas possible de négliger ou même d'ignorer. Dès 1848, nous rencontrons des conventions passées entre patrons et ouvriers relativement aux conditions du travail. Louis Blanc fouette l'enthousiasme et la foi, un grand souffle de générosité semble passer sur le monde. Toujours sous l'influence de Louis Blanc, le Gouvernement provisoire crée une « Commission du Gouvernement pour les Travailleurs » qui s'attache à solutionner pacifiquement les conflits qu'on lui soumet. Patrons et ouvriers semblent rivaliser d'ardeur pour la paix et les journaux de l'époque, le *Moniteur* entre autre, ne tarissent pas d'éloges sur le bon fonctionnement de la Commission du Luxembourg qui « loin d'user de son influence pour dicter ses lois au patron... ne s'en sert que pour résoudre les difficultés par des arrangements amiables. Les chefs d'atelier sont mieux que personne en état d'apprécier les services que la Commission a déjà rendus à l'industrie et beaucoup d'entre eux sont bien convaincus que l'intervention conciliatrice de cette commission est, aujourd'hui, une des garanties les plus efficaces de la tranquillité publique. Chaque jour amène une conciliation nouvelle » (1).

C'est le triomphe du sentiment, l'âge d'or de la raison. Cet état ne devait pas durer. La République de 48 fut éphémère, et avec elle, disparurent, pour un temps, tous les rêves.

---

1. *Moniteur*, n° 2, avril 1848.

Cependant, en 1864, une loi rendait aux ouvriers le droit de coalition. Et l'on recommença de se battre. Des grèves éclatèrent dont les conséquences fâcheuses frappaient l'esprit public. M. Emile Ollivier, rapporteur de la loi de 1864, demande déjà qu'avant toute déclaration de grève soit tenté un essai *obligatoire* d'arrangement devant le conseil des prud'hommes. En 1872, la Société des Ingénieurs civils de France chargeait quelques-uns de ses membres *d'étudier les moyens d'éviter les grèves*. Cette commission composée de grands industriels reconnut aux ouvriers le droit de se concerter et de s'entendre pour discuter les prix et les conditions du travail. Elle estima que reconnaître ce droit devait améliorer les rapports du capital et du travail. Un rapport parut au *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils de France* (année 1872) qui, dans sa conclusion, proposait que :

1° Toute interruption collective de travail, ayant pour but d'en changer le prix ou les conditions, devrait être précédée d'un avis signifié quinze jours à l'avance ;

2° Que dans les quinze jours, qui suivraient la déclaration de cessation du travail, les parties porteraient le débat devant une chambre de conciliation. Cette chambre, nommée chaque année, et par chaque corps d'état, serait composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Son président serait nommé par elle ou, en cas de partage, ce serait, de droit, le juge de paix du canton.

La chambre de conciliation, ainsi constituée, recevrait les dires contradictoires, chercherait et proposerait les termes d'une convention;

3° Si, dans le délai de quinze jours, la conciliation n'était pas obtenue, mais cependant présentait une sérieuse probabilité de réussite, la Chambre pourrait prolonger le délai obligatoire de quinze jours en plus.

En 1873, apparaît le premier conseil *permanent* de conciliation. Le gouvernement montre de la bienveillance aux associations ouvrières. La Chambre syndicale patronale et la Chambre syndicale ouvrière de la Papeterie en profitent et prennent l'initiative de créer sous le nom de *Conseil syndical mixte*, un véritable comité de conciliation : cinq patrons et cinq ouvriers composèrent cette assemblée : « Ils auront pour mission, disaient les statuts, de concilier tout différend qui pourrait s'élever à raison du travail entre le patron et un ouvrier. Ils connaîtront ce différend avant tout recours à la juridiction des prud'hommes. En cas de conflit collectif, le conseil mixte devra se réunir et tenter tous ses efforts pour établir la bonne entente. »

Ces statuts ont été adoptés de nouveau par les deux parties en 1884 et en 1889. Résultat : aucune grève générale ou partielle ne s'est produite dans la corporation papetière depuis 1874.

La Fédération des Travailleurs du Livre, l'une des mieux organisées qui soient, a fait de son côté de concluantes expériences sur le pouvoir pacificateur des comités de conciliation. Les statuts remontent à 1878,

ils furent pris à la suite d'une grève qui avait été désastreuse à tous les points de vue. Ils posent le principe de la nécessité d'une tentative de conciliation.

Art. 6. — « Quand il y aura dissentiment, dans une section, entre les patrons et des ouvriers, pour la revision du tarif, le comité de section devra, avant d'ordonner la mise bas, en informer le comité central.

« Aucune grève ne devra être déclarée avant que tous les moyens de conciliation aient été épuisés.

« L'accord étant reconnu impossible, le Comité Central donnera l'ordre de la mise bas, si la présentation du nouveau tarif a eu lieu avec son assentiment.

« Le Comité Central pourra déléguer un ou plusieurs de ses membres pour faciliter l'entente ou, au besoin, pour faire partie du Comité directeur de la grève ; mais il devra toujours l'envoyer sur la demande formelle de la section. ]

« Le Comité Central déclare qu'il n'appuiera que les grèves suscitées par des tentatives faites contre des droits acquis et préalablement approuvées par lui. »

Naturellement le Comité Central n'appuiera pas, et n'oublions pas qu'il détient les fonds, si la tentative de conciliation n'a pas eu lieu. L'organe du Comité *La Typographie Française* insiste fréquemment sur ce point. Il ne faut pas de grèves brusques et irréfléchies. Pas de luttes violentes et déraisonnables. De l'intelligence et de la fermeté suffisent à faire triompher

le droit. L'application rigoureuse de ces principes a donné les meilleurs résultats, en ce qui concerne cette corporation.

En 1884, il se crée des commissions arbitrales mixtes chargées de régler les différends professionnels aux sections typographiques de Marseille, Paris, Rouen, Nice, Alger. En 1895, la Fédération Nationale des Travailleurs du Livre, d'une part, l'Union des Maîtres Imprimeurs de France, d'autre part, se réunissent en congrès et décident l'institution d'une commission mixte composée de neuf patrons et de neuf ouvriers recrutés dans toute la France. Cette commission se réunira à Paris tous les ans. Elle fut la première institution de ce genre créée dans notre pays.

La Blanchisserie Parisienne en 1891, le Syndicat national des ouvriers d'art, et les tisseurs ou tisseurs de Cholet, en 1892, les coiffeurs de Paris, en 1894, créèrent, dans leurs corporations respectives, des institutions de conciliation. Il existait donc certainement en France, avant l'apparition de la loi du 27 décembre 1892, un courant d'idées généralement tourné vers les solutions pacifiques, en ce qui concerne les conflits économiques. Les essais tentés avaient porté des fruits et il semblait bien que l'on pouvait attendre beaucoup de la nouvelle institution. La considération des résultats auxquels on avait abouti, à l'étranger, n'était pas pour diminuer l'enthousiasme des ardents apôtres de la foi renouvelée, et nous entendrons M. Le Cour parler

« des magnifiques résultats qui ont été obtenus de l'autre côté du détroit par l'honorable M. Mundella que la confiance de ses concitoyens a appelé, depuis, aux plus hautes situations et qui est, en ce moment, l'un des membres du ministère anglais. MM. Mundella, Chamberlain, David Dale et un simple juge de Comté, M. Rupert Kettle, ont acquis par la pratique et l'organisation des chambres de conciliation et d'arbitrage une renommée sans rivale dans le Royaume-Uni et dans le monde entier. Il n'y a pas, là-bas, pas un ouvrier, pas un industriel, qui ne connaisse leur nom et ils ont fait, pour la pacification sociale et la prospérité de leur pays, plus que beaucoup des grands hommes dont l'histoire a immortalisé le souvenir : ils sont arrivés à rétablir la paix dans ces régions industrielles où, depuis trente ans, éclataient, à chaque instant, des grèves souvent sanglantes et toujours désastreuses. Leur œuvre a été si parfaite que le conseil d'arbitrage de Nottingham, fondé par l'honorable M. Mundella, fonctionne, depuis trente ans, sans qu'aucun insuccès l'ait mis en défaut.

« .... Si vous consultez les dépositions des grands industriels et des représentants des Trades Unions anglaises, vous verrez que les chambres d'arbitrage et de conciliation, les comités mixtes fonctionnent dans tout le Royaume-Uni et qu'ils sont arrivés à un degré de perfection tel que, non seulement ils servent à empêcher les conflits, mais qu'ils arrivent à faire péné-

trer la libre discussion et les idées de justice dans la détermination des salaires et dans la participation aux bénéfices ; en un mot, dans tous les règlements du travail. L'industrie anglaise leur doit une prospérité qu'elle n'a encore jamais eue...

« Aux Etats-Unis, le gouvernement s'est préoccupé de tout ce qui se passait en Angleterre ; il a donné une mission spéciale à un homme éminent : M. Joseph Weeks, et, à la suite de son rapport, la plupart des Etats industriels de l'Amérique ont constitué des conseils d'arbitrage. Ces conseils sont organisés d'une façon extrêmement variée. Dans certains de ces Etats, l'Etat lui-même intervient pour la constitution des conseils d'arbitrage. Dans d'autres, l'arbitrage est laissé complètement à l'initiative des parties. Mais tous ces conseils fonctionnent depuis quatre ans et donnent d'excellents résultats....

..... En Belgique, une loi a institué la représentation industrielle et permis d'exercer l'arbitrage et la conciliation....

« ..... Pendant que ces nations, suivant une expression de M. Lyonnais, cherchaient une bonne organisation du travail dans une législation qui se borne à protéger et à favoriser le développement de l'initiative privée, sans jamais la violenter, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse s'engageaient dans une voie différente et constituaient une législation industrielle, basée sur

des principes beaucoup plus autoritaires. Mais là aussi nous voyons fonctionner l'arbitrage... »

Nous voyons donc comment, en 1892, le mouvement des idées, le triomphe de quelques théories, des tentatives isolées en France, la considération d'organisations puissantes, fonctionnant, depuis longtemps à l'étranger, ont conduit le législateur français à se préoccuper d'organiser, chez nous, l'arbitrage et la conciliation. Nous verrons, au chapitre suivant, qu'il était, depuis de longues années déjà, sollicité par des hommes consciencieux et clairvoyants. Nous verrons aussi comment il négligea longtemps des travaux dont l'importance lui apparut soudainement. Nous verrons encore comment il fut alors aveuglé de clarté et comme il fut pris du vertige de la vitesse. Pour le moment, nous nous demanderons seulement d'où provenait ce désir de faire vite succédant à des années d'indifférence. C'est que, si les idées agissent sur les hommes, et nous chassons loin de nous la pensée qu'il en pourrait être autrement, les événements semblent rivaliser d'influence avec elles. Il semblerait même, à première vue, que le fracas d'un carreau cassé fait plus pour le progrès qu'un beau livre de philosophe. Or, en 1891, trois grandes grèves venaient d'éclater, grandes par l'organisation, le nombre, la durée.

La première en date atteignit la Compagnie Générale des Omnibus de Paris. Les employés avaient formé un

syndicat professionnel. La Compagnie refusa de le reconnaître bien qu'il fût conforme à la loi du 21 mars 1884. Le 20 mai 1891 le Conseil d'administration refuse formellement de recevoir deux délégués du syndicat. MM. Vacquerie, Mesureur, et Pierre Lefebvre sollicitent du Président du conseil d'administration « l'autorisation de lui présenter les membres du bureau syndical, chargés de lui soumettre des revendications de l'assemblée générale des ouvriers ». M. Mesureur seul fut reçu en sa qualité de député et d'ancien conseiller municipal de Paris. Le 24 mai, devant cette attitude, 4.000 ouvriers réunis au Tivoli Vaux-Hale votent la cessation du travail. La Compagnie effrayée demande l'intervention du conseil municipal et M. Levraud, président, est assez heureux pour *concilier* les parties. Le 27 mai la reprise du travail est générale.

Quelque temps après la reprise du travail, la Compagnie violait les conventions, et la clause qui limitait à douze heures la journée de travail. Le 4 février 1892, les juges consulaires de la Seine durent la rappeler « à l'observance du contrat ». Mais le conflit était, à cela près, résolu. Les résultats obtenus l'avaient été sans plus de violences par le bienfait de l'arbitrage.

Il en alla de même lors d'une grève qui éclata dans les bassins houillers du Pas-de-Calais à propos de modifications que la Compagnie de Vicoignes avait cru

devoir apporter au fonctionnement de la caisse de secours et de retraites. Les ouvriers proposèrent l'arbitrage. La Compagnie accepta. Le ministre envoya un arbitre. Au moment d'ouvrir les négociations la Compagnie refusa de traiter avec le délégué des ouvriers, parce qu'il était en même temps secrétaire général du Syndicat des Mineurs. La grève continua... s'étendit aux fosses de Marles, puis devint générale et dura quatre-vingt-sept jours. Le gouvernement s'émue alors et désigne des arbitres. Les ouvriers refusent l'arbitrage pour cette raison que c'est aux parties elles-mêmes à désigner les arbitres. Le préfet force les compagnies à s'incliner devant leurs prétentions. Le 29 novembre, une convention était signée par les arbitres délégués. Le 1<sup>er</sup> décembre, la reprise du travail était générale.

Puis, à Carmaux, se produisirent deux mouvements très importants qui fixèrent définitivement l'attention du monde politique.

*La première* grève de Carmaux, en 1892, eut une cause purement économique. Une demande d'augmentation de salaire formulée par les rouleurs et les mécaniciens suffit à entraîner les mineurs. On présenta un cahier de doléances générales au directeur de la mine. Le conseil d'administration repoussa les prétentions des ouvriers. Les mineurs alors demandent l'arbitrage du préfet du Tarn. Après quelques pourparlers l'arbitrage aboutit. La grève prit fin.

*La deuxième* grève devait éclater en août 1892 : les

causes, cette fois, en étaient purement politiques. La Compagnie fermière, sous la direction du baron Reille, prétendit se débarrasser d'un des plus anciens ouvriers de la mine, pour cette simple raison qu'on ne peut à la fois être maire, conseiller d'arrondissement et mineur. A la vérité, le baron Reille formulait bien d'autres griefs contre l'ouvrier Calvignac ; mais c'étaient des griefs d'apparence. La vérité toute simple résidait dans la colère et le dépit. Les ouvriers considérèrent le renvoi de leur camarade comme une atteinte au suffrage universel. Et, de suite, ce fut très grave. Ils réclament la réintégration de Calvignac et, devant le refus de la Compagnie, se portent en masse vers la maison d'habitation de M. Humblot, directeur-ingénieur, qu'ils forcent à démissionner. La cessation du travail est votée. A plusieurs reprises, la Compagnie sollicitée décline l'arbitrage. Les désordres s'aggravent. On vit à Carmaux en pleine fièvre révolutionnaire. Une interpellation porte la question à la Chambre. M. Reille accepte l'arbitrage de M. Loubet et les ouvriers nomment MM. Clemenceau, Pelletan et Millerand. M. Loubet rendit sa sentence le 26 octobre. Après une velléité de révolte, les ouvriers l'acceptèrent et reprirent le travail le 3 novembre.

Tels furent les trois grands conflits qui, en 1892, heureusement terminés par des arbitrages, attirèrent l'attention des pouvoirs publics sur ce mode de solutionner les différends économiques. Nous avons déjà dit que les

esprits semblaient depuis quelques années inclinés aux modes pacifiques, et nous pensons que les succès retentissants de l'arbitrage en 1892 ne furent pas inutiles à la prise en considération des projets depuis longtemps déposés sur le bureau des Chambres (1).

---

1. Nous avons cru devoir rappeler ces événements et le mouvement des idées en 1892 et nous avons pensé qu'il n'était pas utile de développer longuement cette partie de notre travail. Nous renvoyons pour plus amples détails au livre de M. Waterlot . *Histoire de la Conciliation et de l'Arbitrage*.

## CHAPITRE II

### LA LOI SUR L'ARBITRAGE ET LA CONCILIATION EN MATIÈRE DE CONFLITS COLLECTIFS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS DEVANT LES CHAMBRES

#### A. — *Travaux Préparatoires*

*Résumé historique.* — 1° Un projet de M. Emile Ollivier, rapporteur de la loi de 1864, tendant à rendre obligatoire un essai de conciliation devant les prud'hommes, avant toute coalition. Ce projet comprenait des sanctions qui pouvaient aller de 16 à 200 francs d'amende avec privation des droits politiques pendant un an au moins et six ans au plus. Ce projet fut repoussé par le Gouvernement et les commissaires du Conseil d'Etat, puis abandonné par la Commission.

2° Le 25 mai 1886, projet de MM. Camille et Benjamin Raspail. Toutes les difficultés qui surgiront entre patrons et ouvriers *devront* être soumises à un tribunal arbitral composé de préférence d'hommes politiques, élus du suffrage universel : députés, sénateurs, etc , etc. et choisis en dehors de l'industrie ou de la corporation dont les intérêts sont en litige. La sentence devait être

rendue en huit jours. Ce projet laissait dans l'obscurité certains points importants. Était-ce la procédure arbitrale qui était obligatoire ? Était-ce la sentence rendue ? On ne savait. Le projet ne comportait en outre aucune sanction.

3° Le 23 janvier 1890, MM. Camille et Benjamin Raspail rapportent leur projet légèrement modifié : L'arbitrage doit être obligatoire. Une sanction est prévue : 1° contre des patrons : l'affichage de leurs décisions ; 2° contre les ouvriers : le retrait du bénéfice de la loi de 1864.

4° Le 29 mai 1886, M. Lockroy, ministre du Commerce, dépose un projet de loi sur l'arbitrage. Les patrons et les ouvriers peuvent provoquer entre eux des arbitrages. Le maire est l'intermédiaire tout désigné. Pas de sanctions pénales. On s'en rapportera au jugement de l'opinion publique : les propositions d'arbitrage, ainsi que les refus qui leur seront opposés, seront consignés avec indications des motifs allégués sur un registre conservé aux mairies. Ils seront portés à la connaissance du ministre du Commerce et livrés à la publicité par voie d'affichage et d'insertion au *Moniteur officiel des Communes*.

Le 16 juin 1887, dépôt du projet de MM. Le Cour et de Mun. Diffère peu du projet Lockroy, substitue au maire le président du tribunal de commerce ou, à son défaut, le président du tribunal civil. MM. Le Cour et de Mun n'acceptaient que l'affichage de la sentence

arbitrale et repoussaient, pour leur caractère flétrissant, les dispositions du projet Lockroy sur ce point.

Puis, dans une deuxième partie de leur projet, MM. Le Cour et de Mun proposaient l'organisation des conseils *permanents* de conciliation et d'arbitrage.

M. Lyonnais déposa son rapport sur ces trois projets de loi le 27 juin 1889. Une loi sur l'arbitrage est indispensable. L'arbitrage doit être facultatif avec une sanction morale. M. Lyonnais recommandait les conseils accidentels. Mais ils pourront être permanents. Les syndicats professionnels auront le droit d'en organiser.

Le projet présenté par la Commission comportait deux titres.

Le titre I autorisait les syndicats professionnels à constituer des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage.

Le titre II était relatif à l'arbitrage accidentel. Reproduisait le projet Lockroy. M. Lyonnais conservait au maire le soin de diriger les négociations, ainsi que la sanction morale du projet Lockroy.

Les projets Lockroy, Raspail, Le Cour et Lyonnais ne survécurent pas à l'expiration des pouvoirs des Chambres.

MM. Le Cour et Raspail représentent leurs propositions, le premier le 7 décembre 1889; le second le 23 janvier 1890.

Le 16 mars 1890, une circulaire du ministre du Com-

merce invite les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les conseils de prud'hommes à donner leur opinion. Les résultats de cette enquête ne furent pas encourageants; l'idée des conseils permanents fut spécialement attaquée comme subversive.

Le Conseil supérieur du Travail étudia la question lors de sa session de 1891 et conclut que :

1° L'arbitrage devait être facultatif ;

2° Les délégués seraient présidés par le juge de paix ;

3° Qu'une certaine publicité doit entourer les décisions arbitrales.

Le 24 novembre 1892, M. Jules Roche, ministre du Commerce, présente un nouveau projet.

Ce projet comporte aussi deux titres :

Le titre I réservé à l'arbitrage accidentel, le juge de paix directeur de la procédure.

Le titre II réservé à l'organisation des conseils permanents qui pourront sortir de l'arbitrage accidentel.

Ce projet fut soumis à une Commission composée de MM. Jacques, président, Mesureur, secrétaire, Lagrange, Guillaumon, Dumay, Clausel de Coussergues, Pierre Legrand, Coussel, Lockroy, Varlet. — M. Lockroy, rapporteur.

La Commission adopte le titre I.

Le titre II fut sacrifié. M. Lockroy expliqua que la Commission en avait commencé l'étude, ainsi que celle

d'un « remarquable » projet de M. Mesureur ; mais que de graves difficultés surgissaient, non pas, certes, insurmontables, mais demandant à être examinées de très près.

Il y a, aujourd'hui, à peu près seize ans que durent ces études ; à moins qu'on n'y ait renoncé.

### B. — *Devant la Chambre des députés*

C'est à la séance du jeudi 20 octobre 1892, que l'ordre du jour appela la première délibération sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de conflits collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ; 2<sup>o</sup> sur les propositions de loi de M. Edouard Lockroy, de MM. Le Cour et ses collègues, de M. Camille Raspail, de M. Mesureur relatives à l'arbitrage.

La discussion générale fut ouverte, ce jour, par M. Floquet, alors président de la Chambre. Les orateurs principaux furent : MM. Le Cour, comte Albert de Mun, Camille Raspail, Edouard Lockroy, Charles Mesureur, Jourde, Basly, Antide Boyer, Camille Dreyfus, Frédéric Grousset, Ferroul, Camille Cousset, Jules Roche.

C'est M. Le Cour qui, le premier, a la parole. Il examine, tout d'abord, la question des grèves et la législation du travail : « La loi de l'offre et de la demande, dit-il, est la loi du plus fort. » Tout le monde sent que l'arbitrage seul peut résoudre les conflits qui s'élèvent entre le capital et le

travail. Cette question, *déjà posée* au cours de la dernière législature, revient aujourd'hui, le Gouvernement et divers membres de la Chambre ayant déposé des projets sur l'arbitrage. L'orateur regrette que le projet de la Commission n'aboutisse, en somme, qu'à une simple réforme de procédure et il demande l'établissement de conseils permanents d'arbitrage ainsi qu'il en existe en Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique, etc. Si l'on s'arrêtait à cette organisation, les difficultés s'aplaniraient. Il y a vingt ans, les industriels anglais s'effrayaient des exigences des Trades-Unions ; aujourd'hui, ils se félicitent de cette institution et le même résultat se produira en France, le jour où la représentation professionnelle sera organisée.

M. le comte de Mun, reconnaissant l'utilité du projet soumis à la Chambre, est prêt à le voter comme tout le monde ; mais, tel qu'il est sorti de la Commission, il laisse subsister une lacune considérable. Il regrette qu'une telle loi soit décapitée, en quelque sorte, de sa partie principale : à savoir le titre II, prévu par le gouvernement et réclamé par M. Lockroy lui-même dans sa proposition et par lequel on constituait des conseils permanents d'arbitrage et de conciliation. La vraie méthode, selon lui, consisterait plutôt à prévenir les conflits qu'à les apaiser : c'est là qu'est la véritable portée d'une loi sur l'arbitrage et c'est en ce sens qu'il faut, autant que possible, en chercher l'application.

M. Lockroy, rapporteur, demande alors l'urgence qui lui est accordée. La Chambre décide de passer à la discussion des articles.

Sur l'article 1, M. Camille Raspail développe un court projet substituant à l'arbitrage facultatif l'arbitrage obligatoire. Pour que l'arbitrage donne des résultats pratiques, il faut qu'il soit obligatoire. La sanction serait simple. Si les patrons refusaient l'arbitrage, le maire, par l'intermédiaire des journaux, en informerait l'opinion publique ; si, au contraire, les difficultés venaient des ouvriers, on leur retirerait le bénéfice de la loi du 28 mai 1864. L'obligation de l'arbitrage ne doit pas choquer sous un régime qui a établi l'instruction obligatoire, le service obligatoire et qui ne tardera pas à voter l'assurance obligatoire !!

M. Lafargue déclare se rallier au projet de M. Raspail. M. Dumay demande la multiplication des conseils de prud'hommes parmi lesquels on trouvera des arbitres ; mais, *pour gagner du temps*, il se rallie au projet de la Commission, sous réserve que le projet de M. Mesureur sur cette même question de l'arbitrage y fasse suite.

M. Jacques, président de la Commission, annonce que celle-ci a retenu le projet Mesureur. M. Lockroy fait connaître que la Commission repousse le contre-projet de M. Raspail. Par 406 voix contre 127 l'article 1<sup>er</sup> de ce contre-projet est repoussé.

M. Lockroy, qui prend ensuite la parole se félicite de l'accueil fait, aujourd'hui, à son projet qui avait été salué par des huées au moment où, comme ministre, il l'avait présenté : « Je voudrais exposer en quelques mots, dit-il, ce qu'a voulu la Commission.

« La Commission s'est proposé deux objets. Elle a voulu

donner aux intérêts en présence, ouvriers et patrons, travail et capital, les moyens de conciliation et d'arbitrage, qu'ils réclament depuis si longtemps, que réclame aujourd'hui avec eux l'opinion publique tout entière, les moyens de se mettre d'accord et de faire cesser les différends qui si souvent les divisent.

« Elle a voulu, en second lieu, vous offrir un texte net, précis que vous puissiez voter sans une discussion trop longue et qui ne rencontre pas, dans l'autre Chambre, où il ira ensuite, les résistances qu'y ont rencontré les autres lois ouvrières.

« C'est pour cela que la Commission s'en est tenue au titre I et a ajourné le titre II. Ce que nous voulons en effet, c'est que quand un conflit éclate, avant même qu'il n'ait éclaté, une partie puisse appeler l'autre devant le juge de paix en conciliation d'abord, puis en arbitrage. Nous laissons les intéressés nommer, à leur fantaisie, leurs délégués : nous ne réglons pas la procédure électorale. Ceci fait, nous donnons aux arbitres élus les moyens de se mettre d'accord. Voilà toute la loi. »

Et cette loi sera une loi d'application immédiate et pratique. Le projet actuel organise la conciliation, toutes les fois qu'un conflit a éclaté. Si la conciliation ne réussit pas, les conciliateurs nomment des arbitres ; enfin ceux-ci peuvent nommer un tiers-arbitre pour les départager et prononcer définitivement et souverainement. On dit que la loi n'a pas de sanction : Il y en a une : celle de la publicité ; c'est l'appel

à l'opinion publique, dont on ne saurait contester la puissance.

Le 24 octobre 1892, la Chambre reprend la discussion de notre loi. Sur la fin de la dernière séance, on s'était arrêté à l'amendement de M. Basly demandant l'arbitrage obligatoire sur les différends qui s'élèvent dans les exploitations minières.

La Commission qui a, depuis, examiné l'amendement est d'avis de l'ajourner au titre II du projet. M. Lockroy, rapporteur, soutient l'ajournement. M. Basly fait observer que le titre II de la loi ne sera probablement pas discuté au cours de la législature actuelle et que le gouvernement s'est prononcé au cours de l'interpellation pour l'arbitrage obligatoire dans le cas proposé.

M. Baïhaut, tout en rendant justice à la sollicitude de M. Basly pour les mineurs, regrette de se voir obligé de combattre son amendement. « L'arbitrage, dit-il, est, avant tout, un moyen pacifique de résoudre une difficulté. Pour qu'il aboutisse, il faut que les deux parties soient d'accord. Si on l'impose, comme il n'offre pas de sanction, la sentence prononcée pourra fréquemment n'être pas exécutée. »

Après un échange de vues entre MM. Antide Boyer, Camille Dreyfus, qui soutiennent l'amendement et MM. Lockroy et Mesureur qui la combattent, on procède au vote et, par 359 voix contre 159, l'amendement Basly est repoussé.

Mais M. Basly qui ne se tient pas pour battu propose alors un article additionnel édictant que les différends nés dans

les mines devront être portés devant un conseil de conciliation.

M. Jacques, président de la Commission, fait observer que cet article additionnel ressemblerait trop à l'amendement qui vient d'être repoussé par la Chambre pour pouvoir être accepté par la Commission. Par 323 voix contre 176, il est décidé que l'article ne sera pas pris en considération.

Sur l'article 10, M. Frédéric Grousset défend un amendement ainsi conçu : « Si les arbitres n'arrivent à s'entendre, ni sur la solution à donner au différend, ni sur le choix d'un tiers-arbitre, ils le déclareront sur le procès-verbal et le tiers-arbitre sera nommé par le président du tribunal, sur le vu du procès-verbal qui lui sera transmis d'urgence par le juge de paix. »

Après une courte discussion, cet amendement, accepté par la Commission, est adopté ainsi que l'ensemble de l'article 10 et aussi de l'article 11.

Sur l'article 12, M. Grousset propose une disposition additionnelle portant qu'en cas de grève le juge de paix soit tenu de proposer d'office l'arbitrage, s'il n'a pas déjà été demandé par les intéressés. Cet amendement, appuyé par M. Laroche-Joubert, est voté par 326 voix contre 157. Les articles 13 et 14 sont également adoptés. L'ensemble du projet, mis aux voix, est voté à une très grande majorité.

C. — *Devant le Sénat*

Le 15 décembre 1892, l'ordre du jour appelle la première délibération. On entend MM. Fresneau et Félix Martin.

Le 16 novembre 1892, M. René Goblet, rapporteur, répondant aux discours prononcés, la veille, par MM. Fresneau et Félix Martin, démontre que si le projet de loi, tel que l'a rédigé la Commission, n'est pas aussi parfait qu'il pourrait être et qu'il est appelé à devenir un jour, il contient, dès à présent, des dispositions utiles salutaires entièrement dignes de l'approbation et des suffrages du Sénat.

Après avoir rappelé que l'idée d'arbitrage est déjà ancienne dans notre pays, M. René Goblet cite l'exemple de l'Angleterre. Il ajoute qu'il faut constituer la représentation du travail. « Il existe certainement un droit du travail, comme il existe un droit de propriété. On doit lui donner une sanction. Il faut commencer par organiser légalement le droit de régler amiablement les différends qui peuvent s'élever entre patrons et ouvriers à propos des conditions du travail. Le seul moyen pour y aboutir est l'arbitrage : Je sais bien, ajoute M. Goblet, et c'est là l'objection de la Chambre de Commerce de Reims, je sais bien que l'on dit que l'arbitrage existe déjà dans le Code de procédure et que les ouvriers peuvent y recourir ; mais ces dispositions sont d'un ordre spécial et ne conviennent pas aux conflits qui nous occupent. Ce qu'il faut faire c'est donner aux ouvriers une procédure

simple qui leur permette de régler les conflits *pacifiquement*. La conciliation doit être la mesure préalable de l'arbitrage. Voilà pour le principe. »

Examinant ensuite la question de savoir si l'arbitrage doit être obligatoire ou facultatif, M. Goblet s'exprimait ainsi : « L'arbitrage ne peut pas être obligatoire d'une manière absolue, parce qu'il n'y a pas de sanction qui puisse couronner la décision des arbitres. »

M. René Goblet continuant son discours regrette que le régime de l'association, qu'il entrevoit, n'existe pas encore, en fait, et constate que, dans un régime de liberté absolue, toute sanction pénale doit être repoussée. Il n'y a qu'une sanction morale possible, résultant de la publicité : « Il n'est pas en effet possible qu'une grève dure longtemps si elle n'a pas pour elle la sympathie de la grande majorité des ouvriers ».

Après une discussion assez longue et fort confuse, la Chambre admit le texte de sa Commission avec quelques modifications de détail portant sur les mots plus que sur les idées. Une seule est intéressante à signaler. Il est bien précisé et cela résulte des modifications faites à l'article 2 § 4, que dans le comité de conciliation on n'a pas à voter. Les parties pourront s'y présenter en nombre égal ou inégal. Elles pourront venir en personne ou se faire représenter. Mais les délégués devront toujours être pris parmi les intéressés. Leur nombre ne devra pas dépasser cinq. La loi fut adoptée par le Sénat dans sa séance du 21 décembre 1892.

Les quelques changements opérés nécessitèrent un retour

à la Chambre. Mais comme il s'agissait de modifications de pure forme, le projet fut adopté sans discussion.

La loi sur la conciliation et l'arbitrage fut promulguée le 27 décembre 1892.

## ÉTUDE DE LA LOI

### *Texte et quelques Commentaires*

ARTICLE PREMIER. — Les patrons, ouvriers et employés entre lesquels s'est produit un *différend d'ordre collectif, portant sur les conditions du travail*, PEUVENT soumettre les questions qui les divisent à un *comité de conciliation* et, à défaut d'entente dans ce comité, à un *conseil d'arbitrage*, lesquels seront constitués dans les formes suivantes.

Cet article est suffisamment clair. La loi n'impose en aucun cas, ni aux patrons, ni aux ouvriers l'obligation de recourir à la procédure de conciliation qu'elle organise. Elle ne leur fait pas davantage une obligation de recourir à l'arbitrage quand la conciliation a échoué. L'article dit simplement et nettement : ils peuvent... Le législateur a voulu organiser l'arbitrage facultatif et rien de plus. Au reste, afin que nul n'en ignore, le Garde des Sceaux devait encore préciser ce point dans une circulaire du 18 février 1893 : Si la loi offre son concours, elle ne l'impose pas. La liberté des parties reste entière à tous les moments du conflit.

Cet article 1<sup>er</sup> fut voté sans difficulté. M. Edouard

Lockroy avait tout lieu de s'estimer satisfait : le texte proposé ne souffrait pas de discussion trop longue et n'avait pas grand'chance de soulever dans l'autre Assemblée les résistances auxquelles s'étaient heurtées les précédentes lois ouvrières. M. Mesureur, lui, ne cachait qu'imparfaitement sa désillusion et son espoir que l'instrument législatif qui venait de naître ne saurait être qu'un pis aller : « Mais je comprends également, disait-il, combien il serait mauvais de nous exposer à un retard en imposant à la Chambre l'obligation de discuter un projet assez vaste et assez complexe et de retarder ainsi l'application d'une mesure dont l'effet peut être utile : je veux parler de l'arbitrage accidentel. » C'est toujours le même point de vue : faire vite. Trouver le plus vite possible une satisfaction apparente aux besoins du peuple et réserver à plus tard l'étude de la véritable réforme. Ainsi s'établirait un provisoire douteux et l'on sait qu'en France rien ne dure autant que le provisoire.

Ce n'est pas cependant que notre loi ne constitue un progrès, un progrès médiocre : un progrès de forme. La procédure nouvelle sera plus rapide que celle organisée par les articles 1003 et 1027 du Code de procédure ! Elle sera de plus complètement gratuite. En outre, la loi, nous le verrons plus loin, désigne un intermédiaire, le juge de paix à qui il a confié le soin de provoquer en dernière analyse le rapprochement la discussion et l'entente.

L'initiative du recours à la procédure de conciliation appartient soit aux patrons, soit aux ouvriers intéressés dans le différend, soit au juge de paix. En cas d'acceptation des deux parties, le juge de paix procède à la formation du comité de conciliation formé des délégués choisis par les deux parties et présidé par le juge de paix. Si l'accord ne s'établit pas en comité de conciliation, le juge de paix invite les parties à désigner chacune un ou plusieurs arbitres, qui peuvent, à leur tour, s'il y a lieu, choisir un surarbitre. Si les arbitres ne s'entendent pas sur le choix du surarbitre, c'est le président du tribunal civil qui décide.

Mais revenons à l'article 1<sup>er</sup>. Trois conditions sont nécessaires pour que la loi trouve son plein effet d'application. Il faut :

1° Que le conflit s'élève entre patrons, ouvriers ou employés ;

2° Qu'il s'agisse d'un conflit d'ordre collectif ;

3° Qu'il s'agisse d'un conflit portant sur les conditions du travail.

**A. —** *Que le conflit s'élève contre patrons et ouvriers et employés.* — Les mots ouvriers et employés ont, à dessein, un sens général sur lequel on ne saurait se méprendre. La loi englobe tous les salariés sans exception ; employés et autres. Dès qu'un conflit s'élèvera entre un patron quel qu'il soit, et des salariés quels qu'ils soient, la loi sera applicable. Alors se posa la question de savoir si l'Etat-patron pouvait être lui

aussi entraîné en conciliation. Ce furent MM. Jourde et Camille Cousselet qui soulevèrent le débat. A la vérité, étant donné le cas actuel essentiellement facultatif et aléatoire de la procédure organisée, nous ne voyons pas nettement l'importance de cette discussion. Si l'on avait discuté une loi d'arbitrage obligatoire, peut-être eût-il été nécessaire de discuter si l'Etat y serait soumis ou non, mais, du moment qu'il s'agissait d'un remède de bonne femme que les parties pouvaient, sans même avoir d'autre raison à invoquer que leur bon plaisir, se refuser à prendre, nous ne voyons vraiment pas que les obligations de l'Etat-patron pourraient avoir au delà de celui d'un patron ordinaire, que la loi admet essentiellement facultatives au point de vue de la conciliation. Bien entendu, il nous paraît puéril de discuter un instant l'importance de la sanction de l'opinion publique en ce qui concerne les rapports des particuliers et de l'Etat. C'est tous les jours, à propos de tout, que l'opinion s'exerce au détriment de l'Etat et cela n'a pas encore amélioré la qualité des allumettes.

Quoi qu'il en soit M. Jourde et Frédéric Cousselet crurent devoir poser la question sous la forme d'un article additionnel ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux ouvriers de l'Etat employés dans les manufactures de tabac et d'allumettes. »

Suivaient des développements ingénieux tendant à l'assimilation définitive de l'Etat fabricant d'allu-

mettes à un producteur ordinaire, des distinctions prudentes et justes entre les industries de défense nationale et celles qui ne poursuivent que la satisfaction des besoins budgétaires, les premières ne devant en aucune manière être entravées dans leur développement, cette remarque très judicieuse qu'un patron doit être d'autant plus surveillé qu'il est plus puissant et que l'Etat est un formidable patron, et cette conclusion, somme toute inattaquable à la façon d'un proverbe, que la loi bonne pour les particuliers ne saurait être mauvaise pour l'Etat. La vérité c'est que la loi n'était bonne pour personne ; mais la vérité n'est pas toujours bonne à dire.

M. Jourde et Camille Cousset, en réponse eurent les honneurs d'un cours de droit public où le rapporteur de la loi et M. Jules Roche, le ministre du Commerce, parlèrent de la puissance publique. L'intérêt général, mis en opposition avec l'intérêt privé, n'eut aucun mal à en venir à bout et l'article additionnel fut repoussé à une très grande majorité.

M. Ch. Péronnet, dont le travail nous aura beaucoup servi, en conclut que les ouvriers de l'Etat se trouvaient avoir une situation très inférieure à celle de leurs camarades de l'industrie privée. A moins que M. Péronnet n'accorde aux réformes qui ressortissent à la pure théorie une improbable valeur, nous continuerons à penser que les uns n'avaient, en 1892, rien à envier aux autres.

B. — *Qu'il s'agisse d'un conflit d'ordre collectif.* — Il n'y a pas de difficulté, cependant ce terme n'était pas indispensable à la définition.

Parce que les conflits qui éclatent entre patrons et ouvriers sont toujours d'ordre collectif. Seuls les pauvres gens ont le sens de l'altruisme. Et l'on peut être assuré qu'ils sentent la puissance du nombre. De sorte que toujours un conflit, au début peut être individuel, s'aggrave et se transforme. La grève de Carmaux, où tout un peuple se leva pour la défense des prérogatives politiques d'un seul homme, est un exemple entre mille. En cette matière, toujours les cas particuliers contiennent une puissance interne de généralisation qui n'échappe pas à l'intelligence aujourd'hui plus avertie et mieux conseillée des ouvriers. Le législateur de 1892 s'en est bien rendu compte puisqu'il a négligé de nous dire le nombre d'ouvriers capable de donner à un conflit l'allure collective. A moins que le législateur n'ait oublié simplement parce qu'on oublie quand on fait à contre-cœur une besogne hâtive ! Quoi qu'il en soit le juge de paix sera compétent, les simples dissentiments individuels mis à part, chaque fois que le conflit prendra le caractère collectif.

C. — *Le conflit doit porter sur les conditions du travail.* — Le juge de paix sera compétent chaque fois qu'un conflit, d'allure collective, portera sur les conditions du travail. Nous avons vu que dans les projets Lockroy et

Le Cour le recours à l'arbitrage n'était possible que lorsque la discussion était relative :

- 1° Au taux des salaires ;
- 2° Aux modes et époques de paiement ;
- 3° A la durée du travail ;
- 4° Aux garanties de sécurité et de salubrité du travail.

Le législateur de 1892 a supprimé cette énumération limitative. Les termes de la loi sont aussi vastes que possible. L'expression « portant sur les conditions du travail » comprend, semble-t-il, presque tous les possibles : conditions matérielles, conditions de durée, conditions pécuniaires, conditions MORALES. Et, dussions-nous risquer le reproche de dénigrer systématiquement, nous ne pouvons pas ne pas écrire que cela aussi était inutile à l'article I<sup>r</sup>.

Si les énumérations limitatives trop claires et précises ont le défaut d'oublier des phénomènes économiques possibles (et le mal n'est pas sans remède, les lois n'étant pas immuables) ; en revanche, les formules générales, en apparence si libérales, favorisent de vagues interprétations. Il eût peut-être mieux valu dire : « ARTICLE PREMIER. — Les patrons, ouvriers et employés entre lesquels s'est élevé un conflit peuvent soumettre les questions... » Cela semble revenir au même. Un simple exemple montrera qu'il n'en est rien. Reportons-nous à la grève de Carmaux en 1892. Nous savons qu'elle fut causée par le renvoi de l'ouvrier Calvi-

gnac coupable aux yeux de sa Compagnie d'exercer une magistrature républicaine. Le respect par le patron des droits politiques d'un ouvrier rentre-t-il dans les conditions du contrat de travail ? Le conflit qui résulta de la prétention, émise par la Compagnie, de ruiner la force politique d'un homme, présumé dangereux, portait-il sur une condition du travail ? Le juge de paix serait-il compétent, en pareil cas, sous l'empire de la loi de 1892 ? Nous soutenons que cela dépendrait de la *malice* de notre juge et que voilà bien une conséquence heureuse ou déplorable d'une soi-disant générosité de mots.

ART. 2. — Les patrons, ouvriers ou employés adressent soit ensemble soit séparément, en personne ou par mandataires au juge de paix du canton ou de l'un des cantons une déclaration écrite contenant :

1° Les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent ;

2° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie.

3° Les noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation ou d'arbitrage doit être notifiée ;

4° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

ART. 3. — Le juge de paix délivre récépissé de cette déclara-

ration, avec indication de la date et de l'heure du dépôt et la notifie sans frais dans les vingt-quatre heures à la partie adverse ou à ses représentants par lettre recommandée, ou, au besoin, par affiches apposées aux portes de la justice de paix des cantons et à celles de la mairie des communes, sur le territoire desquelles s'est produit le différend.

ART. 4. — Au reçu de cette notification et, au plus tard, dans les trois jours, les intéressés doivent faire parvenir leur réponse au juge de paix. Passé ce délai, leur silence est tenu pour refus.

S'ils acceptent, ils désignent, dans leur réponse, les noms, qualités et domiciles des délégués choisis pour les assister ou les représenter sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

Si l'éloignement ou l'absence des personnes auxquelles la proposition est notifiée, ou la nécessité de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration ne permettent pas de donner une réponse dans les trois jours, les représentants desdites personnes doivent, dans ce délai de trois jours, déclarer quel est le délai nécessaire pour donner cette réponse.

Cette déclaration est transmise par le juge de paix aux demandeurs dans les vingt-quatre heures.

ART. 5. — Si la proposition est acceptée, le juge de paix invite d'urgence les parties ou les délégués désignés par elles à se réunir en *comité de conciliation*.

Les réunions ont lieu *en présence du juge de paix, qui est à la disposition du comité pour diriger les débats*.

ART. 6. — Si l'accord s'établit, dans ce comité, sur les conditions de la conciliation, ces conditions sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs délégués.

Cette procédure se passe de commentaire. Tout y a été calculé de façon à simplifier les démarches, hâter la solution, éviter les frais inutiles. Les parties s'adressent au juge de paix ensemble ou séparément, en personne ou par l'intermédiaire des délégués ou de mandataires, le nombre des délégués ou mandataires n'étant jamais supérieur à cinq. Aucune formalité électorale n'est imposée par la loi. Ouvriers et patrons procéderont à leur guise. Le juge de paix réunit le comité de conciliation et suit les débats. Le comité des débats peut lui en confier la direction ; mais la loi précise nettement que le juge de paix se trouve pour cela à la disposition du comité. Le comité reste seul maître de ses délibérations.

ART. 7. — Si l'accord ne s'établit pas, le juge de paix invite les parties à désigner soit un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun.

Si les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un nouvel arbitre pour les départager.

ART. 8. — Si les arbitres n'arrivent à s'entendre ni sur la solution à donner au différend, ni pour le choix de l'arbitre départageur, ils le déclareront sur le procès-verbal et cet arbitre sera nommé par le président du tribunal civil sur le

vu du procès-verbal qui lui sera transmis d'urgence par le juge de paix.

ART. 9. — La décision sur le fond prise, rédigée et signée par les arbitres, est remise au juge de paix.

Nous voici arrivés à la deuxième phase de notre procédure. La tentative de conciliation a échoué. Tout espoir ne doit pas être perdu d'éviter le conflit. Certes, le précédent n'est pas encourageant. C'est pourquoi, sous une autre forme, vont recommencer les mêmes manœuvres. De nouveau, le juge de paix *invitera* les parties en présence, la loi ne dit pas en présence, mais cela semble évident ; à nommer des arbitres en nombre illimité à moins qu'elles ne préfèrent un arbitre commun. Ces arbitres peut-être ne s'entendront pas et pourront désigner un surarbitre. Et comme il faut penser à tout, on a prévu le cas où les arbitres ne s'entendraient pas sur le choix du surarbitre et la loi, abandonnant ici le juge de paix à son malheureux sort, charge du choix du conciliateur définitif le président du tribunal civil. La décision des arbitres sera remise au juge de paix.

ART. 10. — En cas de grève, à défaut d'initiative de la part des intéressés, le juge de paix invite, d'office et par les moyens indiqués à l'article 3, les patrons, ouvriers ou employés ou leurs représentants à lui faire connaître, dans les trois jours :

1° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués ;

2° Leur acceptation ou refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage ;

3° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis, le cas échéant, pour les parties sans que le nombre des personnes désignées de chaque côté puisse être supérieur à cinq. Le délai de trois mois pourra être augmenté pour les causes et dans les conditions indiquées à l'article 4.

Si la proposition est acceptée, il sera procédé conformément aux articles 5 et suivants.

Cet article 10 résulte de l'intervention de M. Frédéric Grousset. Mais M. Frédéric Grousset s'était tout autrement exprimé. Il disait :

« En cas de grève, le jugé de paix *est tenu* de proposer d'office l'arbitrage s'il n'a déjà été demandé par les intéressés.

« Il adresse par lettre sa proposition aux patrons et aux ouvriers ou employés ou à leurs représentants en les invitant à faire connaître dans les trois jours :

« 1° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués ;

« 2° Leur acceptation ou refus d'arbitrage ;

« 3° Les noms, qualités et domiciles des délégués dont il fixe un nombre égal pour les patrons et pour les ouvriers ou employés.

« Le délai de trois jours pourra être augmenté pour les causes et dans les conditions prévues à l'article 4, si la proposition d'arbitrage est acceptée,

il sera procédé conformément aux articles 5 et suivants. »

Telle était la partie de l'amendement de M. Frédéric Grousset relative à l'intervention d'office du juge de paix. Le juge de paix serait tenu d'offrir son ministère. Il fallait éviter les conséquences fâcheuses de l'amour-propre ouvrier ou patronal porté momentanément au rouge. L'auteur, du haut de la tribune, précisait bien qu'ainsi l'on éviterait aussi la rudesse de certaines tactiques, et l'erreur où nous jette trop souvent une conception exagérée de nos droits. Mais M. Jacques veillait : « C'est une façon nouvelle de rouvrir le débat sur l'arbitrage obligatoire ! La Chambre s'est prononcée, s'écriait-il. » En vain M. Frédéric Grousset expliquait, qu'en fait, son idée n'offrait rien de révolutionnaire ; que celui-là seul aurait une obligation qui serait le juge de paix, mais que rien n'obligerait patrons ou ouvriers à négliger les bons conseils de l'humble magistrat des campagnes. En vain s'écriait-il : « Je dis que les ouvriers comme les patrons seront retenus au jour de la grève par des considérations diverses et pourront ne pas vouloir prendre l'initiative d'une demande d'arbitrage parce qu'ils craindront paraître céder en formulant cette demande. Eh bien ! ne pensez-vous pas qu'il serait bon que la loi leur tendît la main aux uns et aux autres pour les inviter à l'accord et à l'entente que, dans le fond, ils désirent les uns et les autres. Ne pensez-vous pas qu'il serait sage de leur éviter cette démarche qui

leur pèse et de charger le juge de paix d'aller au-devant d'eux en leur disant : « Conciliez-vous ! la loi me « fait un devoir de vous le proposer. » Encore une fois, ils pourront accepter ou refuser, ils seront absolument libres. » M. Jacques, toujours, opposait la publicité de l'article 12 et qu'il y « aurait un préjugé contre ceux « qui n'auraient pas accepté l'arbitrage et que c'était une « façon détournée de ramener à l'obligation ». Nous savons déjà que la seule sanction, purement morale de notre loi, résidera dans la publicité donnée aux travaux des divers comités de conciliation ou d'arbitrage ; nous doutons déjà que cette sanction ait une grande valeur et voilà que, dans le seul cas où la loi risquerait d'être fortement étayée par l'opinion publique, un homme se lève et déclare : « Il n'y aurait aucun danger si le « refus d'une des parties n'était pas livré à la publicité. » Mais comment M. Jacques ne voit-il pas que c'est justement ce qu'il faut : que ce refus de discuter fait à un juge, personnellement désintéressé dans la cause, refus qui seul peut inspirer une inexcusable mauvaise volonté, détestable à tous égards, soit rendu public et publiquement flétri, puisque aussi bien la loi n'organise que de tels recours platoniques ? Ou bien M. Jacques voudrait que la loi n'organisât rien du tout et que ne le dit-il ?

Enfin suivirent quelques observations de M. Clausel de Coussergues. M. Clausel de Coussergues feignait de voir dans l'intervention du juge de paix l'exercice

d'une mission pour laquelle ni ses aptitudes juridiques, ni son rang dans la magistrature, ne le désignaient spécialement. M. Frédéric Grousset avait cependant bien précisé le seul rôle d'intermédiaire d'office qu'il entendait réserver à ce magistrat. M. Laroche-Joubert vint remettre au point les idées de son honorable collègue. Le juge de paix n'a pas mission de trancher le différend, mais de s'enquérir seulement de la question de savoir si les parties veulent ou non nommer des arbitres et de consigner et publier leurs réponses. « J'insiste donc, disait-il, pour que vous votiez cette proposition qui, si elle ne vaut pas l'obligation, présente cependant un réel caractère d'utilité publique. »

Ces dernières paroles ne laissaient pas d'être légèrement compromettantes. Et M. Jacques, au nom de la Commission, repoussait la prise en considération de l'amendement, disant : « Elle (la Commission) considère cette disposition comme inutile et peut-être dangereuse dans certains cas ». La réponse était brève et pas claire. La Chambre adopta l'amendement à une grande majorité.

Au Sénat, les attaques se renouvelèrent. M. Trarieux prétendit qu'on arriverait ainsi à prolonger des grèves qui, par elles-mêmes, se seraient terminées presque aussitôt. Il alléguait aussi que certaines grèves ont un caractère politique, qu'il valait mieux ne pas mêler le juge de paix à des discussions de ce genre. On aurait pu répondre à M. Trarieux qu'en parlant de la prolongation des grèves

il présentait une hypothèse purement gratuite. Et en second lieu que le juge de paix pouvait intervenir sans nul inconvénient dans les grèves à caractère politique puisqu'il ne prend aucune part à la querelle, n'a nullement à l'apprécier, mais que la mission consiste seulement à essayer de mettre les parties en présence. Quoi qu'il en soit la Commission du Sénat crut devoir céder et adopter la rédaction actuelle de l'article 10. « En cas de grève, à défaut d'initiative de la part des intéressés, le juge de paix invite d'office... » Cette rédaction est déplorable et dans le fond et dans sa forme. Dans le fond, parce qu'il n'était pas prudent de laisser à un magistrat aussi humble qu'un juge de paix la responsabilité d'une initiative si grosse de conséquences. Dans sa forme, parce que les termes en sont vagues et incertains. Si le Garde des Sceaux dans une circulaire célèbre, résumant les travaux préparatoires de la loi, n'était venu éclairer cette disposition de la loi, nul doute qu'elle n'eût donné lieu à bien des interprétations. Il eût fallu dire ou bien le juge de paix sera tenu d'inviter, ou bien le juge de paix pourra inviter, mais pas ce que l'on a dit. Encore une fois nous voici amené à constater l'incohérence et l'ambiguïté du travail du législateur de 1892.

ART. 12. — La demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision du comité de conciliation ou celle des arbitres notifiée par le juge de paix au maire de chacune des communes où

s'étendait le différend sont, par chacun de ces maires, rendus publics par affichage à la place réservée aux publications officielles.

L'affichage de ces décisions pourra, en outre, se faire par les parties intéressées.

Les affiches sont dispensées du timbre.

Nous arrivons au point capital : la sanction organisée par la loi. La sanction qui seule vivifiera notre instrument législatif : la sanction par la publicité, l'appel à l'opinion publique.

A la Chambre des députés, cet article fut adopté sans discussion. Il parut, au dernier moment, qu'en lui résidait la dernière chance pour notre loi de ressembler encore à quelque chose. M. Jacques lui-même, que nous voyions tout à l'heure si ardent à la lutte à propos de l'intervention d'office du juge de paix et de la publicité donnée aux résultats des efforts de ce magistrat, M. Jacques lui-même se tut. — Singulière contradiction ! Car enfin, l'appel à l'opinion n'est-ce pas aussi très indirectement revenir au principe de l'arbitrage obligatoire ? Ce n'est pas que tout le monde fût d'accord. De bons esprits s'étaient rencontrés pour soutenir que la sanction, négligeable pour les ouvriers, devenait terrible si l'on envisageait la situation qu'elle créait aux patrons exposés à la vindicte publique : mais il parut que l'on ne pouvait faire moins.

Cette sanction était-elle suffisante ? Excessive peut-être, dira M. Le Cour. Excellente assurément dira

M. de Mun. « Non, disait le comte Albert de Mun, dans l'état actuel des esprits, avec les progrès que font de plus en plus les idées d'arbitrage, avec la grande publicité que reçoivent tous les incidents, tous les événements qui intéressent le monde du travail, je ne crois pas qu'un appel, qu'une sorte d'invocation à l'opinion publique soit une vaine et inutile formalité : la responsabilité serait trop lourde pour ceux qui seraient convaincus d'avoir refusé l'arbitrage : on reculera, on n'osera pas la pendre. » Et nous trouvons plus loin l'opinion de M. Lockroy, rapporteur : « On nous dit : Votre loi n'a pas de sanction : vous ne pouvez pas faire exécuter votre sentence arbitrale. — Je réponds : Certes, il n'y aura pas de pénalité ; mais il y aura une sanction. c'est celle de la publicité : c'est l'appel à l'opinion publique. Croyez-vous que ce ne soit rien ? »

Nous verrons plus tard qu'elle sera cette influence de l'opinion publique sur l'issue des conflits du travail ; mais nous ne pouvons nous tenir de réfuter, en passant un paradoxe, que nous avons rencontré chez l'un de nos prédécesseurs dans l'étude de cette question.

On a dit que la publicité des différentes phases de notre procédure, si elle était capable d'imposer la réflexion aux patrons par trop autoritaires, *par trop maîtres chez soi*, serait peut-être plus encore redoutable aux ouvriers dont les luttes vivent par le soutien de l'opinion publique. Une grève discréditée, a-t-on dit à

peu près, se trouverait privée de tout concours pécunier et par conséquent condamnée à mourir. Cela ne nous paraît pas absolument exact, nous voulons dire forcément exact. Le capital et le travail fortement associés, chacun de son côté, se dressent l'un contre l'autre dans une lutte sans merci où la bonne foi n'a pas grand'chose à faire ; parce que la bonne foi est un mot et que, d'une part, la soif de jouir et, de l'autre, la faim sont au contraire de tristes réalités. Un moment viendra où les syndicats en présence, patronaux ou ouvriers, se soutiendront aveuglément en dépit de l'opinion publique, parce qu'il y a intérêt à n'être jamais vaincu. Nous voulons dire que le jugement arbitral ne créera, pas un courant d'opinion. Il y aura, après comme avant, deux prétentions en présence, également soutenues envers et contre toute justice peut-être, mais non moins énergiques — non moins entières. D'ores et déjà, nous pouvons bien dire que les cas seront rares où l'appel à l'opinion publique produira d'heureux résultats.

MM. Lafargue, Ferroul, Gourd, Théron et Baudin proposaient de donner, pendant un certain temps, force de chose jugée aux décisions du comité d'arbitrage acceptées par les deux parties. La partie qui se soustrairait aux obligations qu'elles imposent pourrait être contrainte de s'exécuter. Mais il paraît dangereux d'assimiler un comité d'arbitrage à un véritable tribunal et inutile de créer une magistrature nouvelle.

Au Sénat, M. Trarieux combattit vivement l'affichage : « Voilà donc, s'écriait-il, l'opinion publique érigée en comité de revision ou en juridiction d'appel ! » — « Je crois, messieurs, qu'une pareille conception est une erreur grave et que si nous l'acceptons dans ces termes nous nous exposerions à des déceptions amères. Je crois qu'un tel projet au lieu d'atteindre le but que nous nous proposons ne nous conduirait qu'à favoriser les désordres que nous voulons prévenir. » Et M. Trarieux, l'un des jurisconsultes les plus justement écoutés de la Haute-Assemblée, démontrait que pratiquement, juridiquement, moralement rien de bon, rien d'utile, ne pouvait résulter de l'appel à l'opinion publique. Bien au contraire, c'était propager le désordre que d'inviter à prendre parti des citoyens jusqu'alors ignorants de la cause, ou indifférents. » N'est-il pas tout à fait dérisoire de prendre l'opinion pour juger en une pareille matière et d'attendre d'elle un jugement éclairé ? Tout d'abord que sera-t-elle, que pourra-t-elle être ? *Ce sera forcément l'opinion du milieu dont la grève aura pris possession.* M. Trarieux, en désespoir de cause, se rabattait sur l'article 1780 du Code civil et proposait « que l'accord établi en conciliation et la décision rendue par les arbitres *seront exécutoires* aussitôt après l'affichage dans les conditions mêmes des contrats de louage qu'ils auront modifiés ou confirmés ». Et Trarieux se félicitait d'introduire ainsi dans la loi la moralité qui lui manque.

M. le rapporteur de la loi n'eut aucun mal à démontrer que l'article 1780 n'avait rien à faire ici où la contrainte matérielle était impossible à organiser. Seule une contrainte morale si discutable, le fût-elle pratiquement et juridiquement, était possible. Certes l'article 1780 n'est pas négligeable et s'appliquera dans les limites de son domaine ordinaire. Personne ne lui conteste sa vitalité nécessaire ; mais notre loi ne se propose ni l'extension, ni la réduction de son champ d'action. Notre loi organise une procédure spéciale, de circonstance, applicable à une série nouvelle de phénomènes économiques collectifs et comporte une sanction, inédite sans doute, mais qui ne saurait être autre. « Messieurs, c'est toute la loi. Si la loi ne comportait pas cette sanction elle n'en aurait aucune. » Ainsi pensa le Sénat.

ART. 13. — Les locaux nécessaires à la tenue des comités de conciliation et aux réunions des arbitres sont fournis hauffés et éclairés par les communes où ils siègent.

Les frais qui en résultent sont compris dans les dépenses obligatoires des communes.

Les dépenses des comités de conciliation et d'arbitrage seront fixées par arrêté du préfet du département et portées au budget départemental comme dépenses obligatoires.

ART. 14. — Tous actes faits en exécution de la présente loi seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 15. — Les arbitres et les délégués nommés en exécution de la présente loi devront être citoyens français.

Dans les professions ou industries où les femmes sont

employées elles pourront être désignées comme déléguées à la condition d'appartenir à la nationalité française.

ART. 16. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat...

Telles sont les dernières dispositions de la loi. Elles ne soulevèrent aucun émoi à la Chambre. Seul l'article 15 relatif à l'exclusion des étrangers suscita une remarque de M. Jacques.

« Il nous avait semblé, dit-il, que dans les pays frontières cette disposition pourrait avoir des inconvénients, peut-être même empêcher l'application de la loi ; cependant les députés des pays frontières que j'ai consultés ne paraissent pas redouter de difficultés. » Et l'article additionnel de MM. Lechevalier, Prévot, Cordier fut adopté sans autre forme de procès.

Au Sénat MM. Goblet et Félix Martin discutèrent. M. Félix Martin, requit fortement contre l'article 15.

« Cet article bouleverse toutes les idées que je me suis faites sur la conciliation et sur l'arbitrage. Il blesse profondément le sentiment que j'ai de l'équité et j'estime qu'il va porter atteinte au bon renom de notre pays, qui s'honore d'accorder aux étrangers la plus large hospitalité et tous les droits qui sont compatibles avec sa sécurité. » Prenant ensuite diverses hypothèses, mettant en scène tantôt les ouvriers étrangers M. Félix Martin n'eut aucun mal à montrer le caractère

vexatoire, mesquin et superflu de notre disposition. Puis examinant le deuxième alinéa de l'article 15, demandeurs, tantôt des patrons étrangers, M. Félix Martin en marquait l'inutilité encore plus évidente si possible. « Est-ce que par hasard les mots patron ouvrier n'auraient pas un sens général, est-ce que vous leur donneriez le sexe masculin ? Est-ce que la patronne n'est pas visée chaque fois que vous parlez du patron ? » Continuant son argumentation l'honorable sénateur démontrait sans peine qu'il eût été contre nature de n'assimiler pas les patrons et patronnes, ouvriers et ouvrières dans l'acceptation de la loi. Pousant plus loin, M. Félix Martin se demandait de quel droit on aurait pu prétendre imposer à des ouvrières des délégués mâles, peut-être absolument ignorants de leurs besoins véritables. Et c'est alors que le rapporteur s'écria : « On ne nomme pas encore de femmes juges »,

Et ! oui, au-dessus des débats que nous venons d'analyser, toujours errait le spectre d'une magistrature nouvelle que l'on devait vouloir organiser. Alors n'était-il pas naturel d'en exclure catégoriquement tout élément étranger. « Mais c'était là une méprise, une confusion énorme. Il ne s'agit pas ici, précise M. Félix Martin, de juges, de tribunal appliquant les lois, il s'agit d'une justice privée, familiale, si l'on peut dire. Il s'agit d'arbitrage ce qui est absolument différent. »

A cela, le rapporteur trouva la réponse qu'il fallait : « Je n'ai pas à examiner la question, dit-il ; nous som-

mes chez nous, restons chez nous. » Le président de la Commission venant au renfort caressa la fibre patriotique (qu'avait-elle à faire en ce débat ?) et commit quelques erreurs d'interprétation sur la faculté laissée aux femmes par l'article 15 alinéa 2. M. Félix Martin fut bien forcé de conclure : « Je me borne à faire remarquer que M. le président de la Commission n'a pas répondu un mot aux arguments que j'ai présentés et que, en second lieu, il a commis une inexactitude en disant que la rédaction de la Commission permettait aux femmes d'être arbitres. » — Et voilà comment, afin de bien rester chez nous, subsista dans notre loi une disposition inhumaine en contradiction absolue avec le but poursuivi, *l'apaisement*.

## CHAPITRE III

RÉSULTATS DONNÉS PAR LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1892  
ÉTUDIÉS DEPUIS L'ANNÉE 1893 OU ELLE FUT APPLIQUÉE  
POUR LA PREMIÈRE FOIS JUSQU'À L'ANNÉE 1907

Nous allons examiner maintenant quelle fut la tenue de la loi du 27 décembre 1892 dans les différentes circonstances où elle aurait pu trouver l'occasion d'affirmer sa valeur.

Nous connaissons le but qu'elle poursuit : éviter les grèves. Et nous savons qu'elle préconise deux moyens : la conciliation et, s'il y a lieu, l'arbitrage. Nous savons enfin que, dédaignant les services, que la seule bonne volonté devait rendre et, afin d'augmenter encore son pouvoir de persuasion, notre loi donnait au juge de paix le droit d'intervenir d'office, dans les cas où les préliminaires de conciliation ne se seraient pas produits. Cédons la parole aux chiffres.

Voyons donc d'abord si la loi atteint le premier but qu'elle poursuit : empêcher les grèves en organisant l'encouragement à la conciliation. La statistique nous fournit, depuis l'année 1893, les indications suivantes :

| Années | Nombre de grèves | Nombre d'établissements atteints | Nombre de grévistes |
|--------|------------------|----------------------------------|---------------------|
| 1893   | 634              | 4.286                            | 170.123             |
| 1894   | 391              | 1.731                            | 54.576              |
| 1895   | 405              | 1.298                            | 45.801              |
| 1896   | 476              | 2.178                            | 49.851              |
| 1897   | 356 +            | 2.568                            | + 68.875            |
| 1898   | 368              | 1.967                            | 82.065              |
| 1899   | 739              | 4.290                            | 176.772             |
| 1900   | 902              | 10.253                           | 222.714             |
| 1901   | 523              | 6.970                            | 111.414             |
| 1902   | 512              | 1.820                            | 212.704             |
| 1903   | 567              | 3.246                            | 123.151             |
| 1904   | 1.026            | 17.250                           | 171.097             |
| 1905   | 830              | 5.302                            | 77.666              |
| 1906   | 1.309            | 19.637                           | 438.466             |
| 1907   | 1.251            | »                                | »                   |

Ces chiffres sont significatifs. Depuis 1892, les grèves n'ont cessé d'augmenter en nombre et en intensité. Et nous constatons, avec M. Colliard, rapporteur des propositions de réforme, déposées par MM. Millerand, Rudelle, Paul Constans, Ferdinand Buisson, Desplas et Chautard : « Que la moyenne annuelle des grèves, antérieurement à 1899, était de 438 et celui des grévistes de 79.000; ces moyennes se sont élevées, de 1899 à 1906, à 801 pour les grèves et à 192.000 pour les grévistes. L'augmentation est de 83 0/0 pour les grèves et de 143 0/0 pour les grévistes. Le maximum a été atteint en 1906 avec les chiffres énormes de 1309 grèves, 19.637 éta-

blissements atteints et 438.466 grévistes. Le mouvement ne semble d'ailleurs pas s'arrêter puisque 1907 accuse un total de 1251 grèves. »

Il nous paraît donc indiscutable que la loi manque le premier but qu'elle poursuivait.

Nous allons maintenant examiner si la procédure d'arbitrage s'est mieux comportée.

| Années | Nombre de grèves | Nombre d'établissements | Nombre de grévistes | Applications de la loi |
|--------|------------------|-------------------------|---------------------|------------------------|
| 1893   | »                | »                       | »                   | »                      |
| 1894   | 391              | 1.731                   | 54.576              | 84                     |
| 1895   | 405              | 1.298                   | 45.801              | 65 (1)                 |
| 1896   | 476              | 2.178                   | 49.851              | 98                     |
| 1897   | 356              | 2.568                   | 68.875              | 86                     |
| 1898   | 368              | 1.967                   | 82.065              | 74                     |
| 1899   | 739              | 4.290                   | 176.772             | 117                    |
| 1900   | 902              | 10.253                  | 222.714             | 192                    |
| 1901   | 523              | 6.970                   | 111.414             | 94                     |
| 1902   | 512              | 1.820                   | 212.704             | 65                     |
| 1903   | 567              | 3.246                   | 123.151             | 92                     |
| 1904   | 1.026            | 17.250                  | 171.097             | 181                    |
| 1905   | 830              | 5.302                   | 77.666              | 144                    |
| 1906   | 1.309            | 19.637                  | 438.466             | 178                    |
|        | 8.403            |                         |                     | 1.470                  |

Avant de commenter les tableaux que nous venons de dresser — et nos commentaires seront brefs — reprenons les constatations dressées par le *Bulletin de l'Office du Travail*, en ce qui concerne l'année 1893,

(1) Manquent résultats février et mai 1895.

première année d'application de la loi. Nous trouvons les remarques qui vont suivre au numéro du mois de janvier 1894.

Il a été fait, pendant l'année 1893, « **104** » recours à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers.

**53** de ces recours ont été adressés par les ouvriers au juge de paix, **6** par les patrons, **2** par les patrons et ouvriers réunis et les juges de paix sont intervenus d'office, *comme la loi le leur commande*, dans **43** cas. Une première invitation n'ayant pas été suivie d'effet dans cinq grèves, les juges de paix l'ont renouvelée au bout de quelques jours, ce qui porte le nombre de ces interventions à **48**. Les patrons ont refusé dans **41** cas de se rendre à la convocation qui leur a été adressée : 15 fois, lorsque la convocation était due à l'initiative du juge de paix, 26 fois lorsqu'elle était faite d'après la demande des ouvriers. A la suite de ces refus, la grève a continué, ou a été déclarée dans 26 cas. Ces grèves se sont terminées par 4 succès pour les ouvriers 7 transactions et 15 échecs. Dans les autres cas, les ouvriers ont renoncé à leurs prétentions.

Les ouvriers ont refusé 9 fois de constituer un comité de conciliation. Ces grèves se sont terminées par 2 succès pour les ouvriers, 5 transactions et 2 échecs.

2 autres fois, les deux parties ont décliné l'invitation du juge de paix.

Dans 5 cas seulement, les ouvriers ont repris le travail aussitôt que la constitution d'un comité de conciliation a été acceptée par les patrons.

7 recours à la conciliation ont été adressés par les ouvriers, avant toute grève; 3 fois, les patrons ont refusé de se présenter: il en est résulté des grèves, qui ont abouti à 2 succès pour les ouvriers et 1 transaction. Pour les 4 autres cas, la grève a été évitée 3 fois et 1 transaction est intervenue.

53 comités de conciliation ont été constitués, conformément à la loi. L'accord n'ayant pu s'établir dans 23 cas, des propositions d'arbitrage ont été faites, soit par le juge de paix, soit par l'une ou l'autre des parties.

L'arbitrage a été repoussé 9 fois par les patrons et 3 fois par les ouvriers et 3 fois par les deux parties, de sorte qu'il n'y a eu que 8 arbitrages, sur lesquels 4 ont donné lieu à la nomination d'un tiers-arbitre:

Le Président du tribunal civil a été appelé 2 fois à désigner le tiers-arbitre.

Dans *un cas*, les ouvriers ont refusé de se soumettre à la décision de l'arbitre désigné par ce magistrat; et, dans l'autre cas, deux arbitres, choisis par lui, l'un après l'autre, ont tous deux décliné la mission qu'on voulait leur confier.

Outre la constitution des 53 comités de conciliation, on peut encore porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la terminaison rapide de 8 grèves, qui ont pris

fin au cours des démarches nécessitées par la formation des comités de conciliation.

Le recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a eu pour les ouvriers dans ces 61 différends les résultats que voici :

*Fin de la grève, 40.*

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| Transactions..... | 22        |
| Succès .....      | 13        |
| Echecs.....       | 5         |
| Total             | <u>40</u> |

*Continuation de la grève, 21*

|                                            |   |                 |           |
|--------------------------------------------|---|-----------------|-----------|
| Résultats ultérieurs<br>de ces grèves .... | } | Transactions... | 12        |
|                                            |   | Succès .....    | 2         |
|                                            |   | Echecs .....    | 7         |
|                                            |   | Total           | <u>21</u> |

Les recours à la loi se répartissent comme suit :

|                          |    |
|--------------------------|----|
| Industries textiles..... | 38 |
| — Bâtiment .....         | 36 |
| — Métaux.....            | 7  |
| — Cuir et peaux..        | 6  |
| — Mineurs.....           | 4  |
| — divers.....            | 16 |

Enfin, l'article 15 de la loi, qui exige que les arbitres et les délégués soient citoyens français, a empêché la formation d'un comité de conciliation dans un éta-

blissement dont le patron et tous les ouvriers étaient étrangers.

Tel est le bilan de l'année 1893 par rapport à la loi qui nous occupe et à un total de grèves qui s'est élevé à 634, frappant 4.286 établissements et mettant en ligne 170.123 ouvriers grévistes. Si nous passons maintenant à l'année 1906, la dernière en date sur laquelle nous avons trouvé des renseignements précis. Voici les constatations que nous enregistrons :

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1906, constaté dans 302 différends : dans 16 d'entre eux, avant toute cessation de travail.

Le nombre des grèves ayant été de 1.309, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 23,07 0/0. Cette proportion avait été de 29,64 en 1905 et de 24,57, en moyenne, pour les treize premières années d'application de la loi.

L'initiative des recours a été prise dans 141 grèves par les ouvriers, dans 8 par les patrons, et dans 6 par les patrons et les ouvriers réunis ; le juge de paix est intervenu d'office dans 147 grèves. Quelques grèves ont donné lieu à la réunion de plusieurs comités.

La tentative de conciliation a été repoussée 119 fois, dont 100 fois par les patrons, 3 fois par les ouvriers et 16 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 10 différends ont pris fin, 4, après négociations direc-

tes avec action officieuse du juge de paix (3 transactions et 1 échec) ; 4, par l'abandon des demandes faites, et 2, par remplacement des ouvriers en cause. 11 autres différends se sont terminés par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de procédure et avant que les parties eussent répondu à l'invitation du juge de paix. Ces 11 différends ont eu pour résultat 2 réussites, 5 transactions et 4 échecs : 2 différends se sont terminés par 1 transaction, avant la réunion du comité de conciliation.

Dans 109 cas, la grève a été continuée ou déclarée après les refus d'entrer en pourparlers en présence du juge de paix.

Dans 170 cas, des comités de conciliation ont été constitués : 94 différends ont été directement terminés par ces comités.

La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 34 fois après l'échec de la conciliation ; elle a été acceptée 9 fois et repoussée 22 fois, dont 13 par les patrons, 4 par les ouvriers et 5 par les deux parties.

Dans 1 grève, les deux parties ont refusé de se soumettre à la décision de l'arbitre.

Aux 102 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 5 autres, qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la fin des différends suivants, dont elle a précipité la solution directement ou indirectement : 1° Ceux, au nombre de 13, terminés dès le début de la procédure ; 2° Après refus de se prêter à la tentative de conciliation, 10, dont 8 après refus des patrons (2 transactions et 6 échecs) et 2 après refus des deux parties (1 transaction et 1 échec) ; 3° 94 conciliations par les comités ; 4° 8 arbitrages ; 5° 5 différends terminés après la réunion des comités. Total 130.

Quant au 16 recours formés avant toute cessation de travail, 8 ont abouti à 1 transaction, 1 à 1 échec et la grève a pu être évitée :

Dans 1 cas, sur refus des patrons de se présenter, la grève a été déclarée (échec).

Dans les 6 autres cas, un comité a été constitué ; mais il y a eu grève, après désaccord au sein du comité : 3 de ces grèves se sont terminées par des réussites (2, après nouvelles réunions du comité ; 1, après accord direct) et 3 ont pris fin par des transactions, après nouvelles réunions du comité.

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi, 124 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets, des sous-préfets, maires, ingénieurs, agents-voyers, etc., etc.

Une grève de dockers, à Dunkerque, a été réglée par l'arbitrage d'une commission mixte, fondée en 1903 et qui, depuis lors, n'avait pas fonctionné.

A la suite de grèves, un *conseil de travail* a été créé dans une fabrique de toile cirée, à Vénissieux, et une délégation ouvrière, composée de 4 membres par ateliers, a été établie, à Sainte-Claude, parmi les viroleurs. Elle doit être consultée par le patron sur les changements éventuels à apporter à la répartition du travail. Dans une usine de Révin, les mouleurs ont obtenu que des améliorations à apporter à la distribution du travail fussent examinées par une délégation ouvrière. A Lunery-Rosières (Cher), dans une fonderie, les représentants du syndicat ont été admis à présenter, au même titre que les délégués d'atelier, les réclamations du personnel. A Lille, il a été institué, dans une fabrique d'automobiles, une délégation syndicale qui ne doit pas fonctionner d'une façon permanente, mais seulement en cas de conflit. La convention intervenue, le 11 janvier, entre 7 imprimeurs de Nantes et le syndicat ouvrier, prévoit la constitution d'une commission arbitrale permanente, chargée de régler les différends, qui pourraient naître à la suite de l'application du nouveau tarif.

Enfin 6 grèves ont été solutionnées par l'intervention de diverses personnalités (ministre et sous-secrétaires d'Etat, députés, sénateurs, conseillers prud'hommes) (1).

---

1. Rapport du conseiller d'Etat, directeur du Travail, Arthur Fontaine, en date du 1<sup>er</sup> août 1907. Paris.

Nous constatons, d'ores et déjà, qu'il ne s'est pas accompli de grands progrès entre les années 1893 et 1906. Nous avons 634 grèves en 1893 pour 1309 en 1906, et c'est à peine si la proportion des recours à la loi a augmenté par rapport au nombre des grèves : 104 recours en 1893 pour 634 grèves à 302 recours en 1906 pour 1309 grèves. En ce qui concerne la façon dont patrons, ouvriers, juges de paix en usent avec la loi, nous ne voyons rien à dire pour ces années qui diffère des remarques que l'examen des années intercalaires nous amènera à formuler. Voyons donc ces années intercalaires. Nous avons dressé quatre séries de tableaux par I, II, III, qui comprennent à peu près tous les résultats donnés par la loi de 1892.

TABLEAU I

| Désignation                                                                                                                                                          | Années       |              |              |              | Totaux         | Proportion<br>o/o |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-------------------|
|                                                                                                                                                                      | 1893         | 1894         | 1895         | 1896         |                |                   |
| Nombre de grèves.....                                                                                                                                                | 634          | 391          | 405          | 476          | 1,906          |                   |
| Nombre de recours avant grève...                                                                                                                                     | 7            | 8            | 5            | 6            | 26             |                   |
| Nombre des $\left\{ \begin{array}{l} \text{des patrons.} \\ \text{recours formés} \\ \text{des ouvriers.} \end{array} \right\}$<br>sur l'initiative du juge de paix. | 5<br>56      | 4<br>51      | 2<br>46      | 4<br>57      | 15<br>210      |                   |
| Total.....                                                                                                                                                           | 46           | 2<br>44      | 3<br>34      | 4<br>39      | 11<br>163      |                   |
| Proportion des recours par rapport au nombre des grèves.....                                                                                                         | 109          | 101          | 85           | 104          | 399            |                   |
| Nombre de grèves terminées au cours de la procédure avant la formation d'un comité.....                                                                              | 17,19        | 25,83        | 20,74        | 21,86        | 20,93          |                   |
| Rejets de la tentative de conciliation. $\left\{ \begin{array}{l} \text{Patrons.} \\ \text{Ouvriers.} \end{array} \right\}$ 2 parties...                             | 13           | 8            | 4            | 7            | 32             |                   |
| Total.....                                                                                                                                                           | 34<br>6<br>2 | 24<br>4<br>1 | 29<br>»<br>2 | 41<br>3<br>» | 128<br>13<br>5 |                   |
| Nombre de diff. termin. par les ouv. après le refus de conciliation.                                                                                                 | 42           | 29           | 31           | 44           | 146            |                   |
| Grèves déclarées ou continuées après le refus de conciliation.....                                                                                                   | 6            | 7            | 3            | 8            | 24             |                   |
|                                                                                                                                                                      | 36           | 22           | 28           | 36           | 122            |                   |

TABLEAU II

| Désignation                                                                                    | Années      |              |             |              | Totaux        | Proportion<br>o/o |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|---------------|-------------------|
|                                                                                                | 1893        | 1894         | 1895        | 1896         |               |                   |
| N. des comités de conciliation..                                                               |             |              |             |              |               |                   |
| Proportion des comités par rapport au nombre des recours .....                                 | 55          | 65           | 53          | 53           | 226           |                   |
|                                                                                                | 51,37       | 64,35        | 61,18       | 50,96        | 56,64         |                   |
| N. de comités ayant } par conciliat.<br>terminé les différ. } par arbitrage                    | 28<br>5     | 31<br>2      | 24<br>3     | 21<br>1      | 104<br>11     |                   |
| Total.....                                                                                     | 33          | 33           | 27          | 22           | 115           |                   |
| Proportion des différends terminés par rapport au nombre des comités.....                      | 60          | 50,77        | 50,94       | 41,51        | 50,88         |                   |
| Nombre de refus } Patrons.<br>de recourir à }<br>l'arbitrage } Ouvriers.                       | 9<br>3<br>3 | 13<br>»<br>3 | 7<br>2<br>8 | 12<br>2<br>5 | 41<br>7<br>19 |                   |
| Deux parties.                                                                                  |             |              |             |              |               |                   |
| Total.....                                                                                     | 15          | 16           | 17          | 19           | 67            |                   |
| Nombre de grèves terminées indir. par les com. de conc. à la suite de la réunion de ces com.   | »           | 6            | 3           | »            | 9             |                   |
| N. de grèves déclarées ou continuées à la suite du désaccord dans les comités de conciliation. | 22          | 26           | 20          | 31           | 98            |                   |

TABLEAU III

| Désignation                                                    | Années |      |      |      | Totaux | Proportion<br>o/o |
|----------------------------------------------------------------|--------|------|------|------|--------|-------------------|
|                                                                | 1893   | 1894 | 1895 | 1896 |        |                   |
| Différends terminés par application de la loi.....             | 51     | 53   | 36   | 37   | 177    |                   |
| Résultats                                                      |        |      |      |      |        |                   |
| { Réussite.....                                                | 12     | 13   | 4    | 6    | 35     | 19,77             |
| { Transaction.....                                             | 26     | 24   | 25   | 17   | 92     | 51,98             |
| { Echec.....                                                   | 13     | 16   | 7    | 14   | 50     | 28,25             |
| Différends dans lesquels l'application de la loi a échoué..... | 58     | 48   | 48   | 67   | 221    |                   |
| Résultats                                                      |        |      |      |      |        |                   |
| { Réussite.....                                                | 3      | 8    | 7    | 10   | 28     | 12,67             |
| { Transaction.....                                             | 28     | 19   | 17   | 20   | 84     | 38,01             |
| { Echec.....                                                   | 27     | 21   | 24   | 37   | 109    | 49,32             |

TABLEAU I

| Désignation                                                                                                                | Années |       |       |       | Totaux<br>de 1893<br>à 1904 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-----------------------------|------------------------|
|                                                                                                                            | 1897   | 1898  | 1899  | 1900  |                             |                        |
| Nombre de grèves.....                                                                                                      | 356    | 368   | 740   | 902   | 4.272                       |                        |
| Nombre de recours avant grève..                                                                                            | 3      | 2     | 2     | 9     | 42                          |                        |
| Nombre de recours<br>fournis<br>sur l'initiative. } Patrons.....<br>} Ouvriers.....<br>} 2 parties.....<br>} Juge de paix. | 4      | 3     | 1     | 6     | 29                          |                        |
|                                                                                                                            | 46     | 57    | 112   | 141   | 566                         |                        |
|                                                                                                                            | 1      | 2     | 4     | 8     | 26                          |                        |
|                                                                                                                            | 37     | 32    | 80    | 79    | 391                         |                        |
| Total.....                                                                                                                 | 88     | 94    | 197   | 234   | 1.012                       |                        |
| Proportion des recours par rap-<br>port au nombre des grèves.....                                                          | 24,71  | 25,54 | 26,62 | 25,94 | 23,68                       |                        |
| Nombre des grèves terminées au<br>cours de la procédure avant la<br>formation d'un comité.....                             | 9      | 4     | 9     | 14    | 68                          |                        |
| Rejet de la tenta-<br>tive de concilia-<br>tion par } Patrons....<br>} Ouvriers....<br>} 2 parties....                     | 20     | 32    | 65    | 88    | 333                         |                        |
|                                                                                                                            | 2      | 1     | 1     | 3     | 20                          |                        |
|                                                                                                                            | 3      | 5     | 13    | 5     | 31                          |                        |
|                                                                                                                            | 25     | 38    | 79    | 96    | 384                         |                        |
| Total.....                                                                                                                 | 25     | 38    | 79    | 96    | 384                         |                        |
| Nombre de différends terminés par<br>les ouvriers après le refus de<br>conciliation.....                                   | 2      | 4     | 4     | 10    | 44                          |                        |
| Nombre de grèves déclarées ou<br>continuéés après les refus de con-<br>ciliation .....                                     | 23     | 34    | 72    | 86    | 337                         |                        |

TABLEAU II

| Désignation                                                                                                                        | Années |       |       |       | Totaux<br>de 1893<br>à 1900 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-----------------------------|------------------------|
|                                                                                                                                    | 1897   | 1898  | 1899  | 1900  |                             |                        |
| Nombre des comités de concilia-<br>tion.....                                                                                       | 54     | 52    | 106   | 128   | 566                         |                        |
| Proportion des comités par rap-<br>port au nombre des recours....                                                                  | 61,36  | 55,32 | 53,80 | 54,70 | 55,92                       |                        |
| Nombre des comi-<br>tés ayant terminé<br>les différends par                                                                        | 25     | 18    | 36    | 60    | 243                         |                        |
|                                                                                                                                    | 5      | 2     | 6     | 18    | 42                          |                        |
| Total.....                                                                                                                         | 30     | 20    | 42    | 78    | 285                         |                        |
| Proportion des différends termi-<br>nés par rapport au nombre des<br>comités.....                                                  | 55,55  | 38,45 | 38,67 | 60,93 | 50,35                       |                        |
| Nombre de refus de<br>recourir à l'arbi-<br>trage.                                                                                 | 13     | 9     | 13    | 16    | 92                          |                        |
|                                                                                                                                    | 2      | 1     | 1     | 5     | 16                          |                        |
|                                                                                                                                    | 3      | 8     | 20    | 9     | 59                          |                        |
| Total.....                                                                                                                         | 18     | 18    | 34    | 30    | 167                         |                        |
| Nombre de grèves terminées indi-<br>rectement par les comités de<br>conciliation à la suite de la réu-<br>nion de ces comités..... | »      | 2     | 4     | 4     | 19                          |                        |
| Nombre de grèves déclarées ou con-<br>tinuées à la suite du désaccord<br>dans les comités de conciliation.                         | 24     | 30    | 59    | 46    | 257                         |                        |

TABLEAU III

| Désignation                                                         | Années |      |      |      | Totaux<br>de 1893<br>à 1900 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|---------------------------------------------------------------------|--------|------|------|------|-----------------------------|------------------------|
|                                                                     | 1897   | 1898 | 1899 | 1900 |                             |                        |
| Différends terminés par applica-<br>tion de la loi.....             | 41     | 30   | 59   | 106  | 413                         |                        |
| Résultats { Réussite.....                                           | 6      | 4    | 21   | 17   | 83                          | 20,10                  |
| { Transaction.....                                                  | 26     | 20   | 34   | 16   | 248                         | 60,05                  |
| { Echec.....                                                        | 9      | 6    | 4    | 13   | 82                          | 19,85                  |
| Différends dans lesquels l'applica-<br>tion de la loi a échoué..... | 47     | 64   | 131  | 128  | 591                         |                        |
| Résultats { Réussite.....                                           | 5      | 6    | 15   | 14   | 68                          | 11,50                  |
| { Transaction.....                                                  | 28     | 25   | 77   | 54   | 268                         | 45,35                  |
| { Echec.....                                                        | 14     | 33   | 39   | 60   | 255                         | 43,15                  |

TABLEAU I

| Désignation                                                                                     | Années |       |       |       | Totaux<br>de 1893<br>à 1904 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-----------------------------|------------------------|
|                                                                                                 | 1901   | 1902  | 1903  | 1904  |                             |                        |
| Nombre de grèves.....                                                                           | 523    | 512   | 567   | 1.026 | 6.893                       |                        |
| Nombre de recours avant grève.                                                                  | 6      | 4     | 9     | 9     | 70                          |                        |
| N. de recours formés<br>sur l'initiative des                                                    | 5      | 5     | 3     | 10    | 52                          |                        |
|                                                                                                 | 67     | 60    | 89    | 115   | 893                         |                        |
|                                                                                                 | 3      | 2     | 2     | 6     | 39                          |                        |
|                                                                                                 | 67     | 40    | 58    | 116   | 668                         |                        |
| Total.....                                                                                      | 142    | 107   | 152   | 247   | 1.657                       |                        |
| Proportion des recours par rap-<br>port au nombre des grèves.....                               | 27,15  | 20,89 | 26,80 | 24,07 | 23,97                       |                        |
| Nombre de grèves terminées au<br>cours de la procédure avant la for-<br>mation d'un comité..... | 9      | 6     | 4     | 4     | 90                          |                        |
| Rejet de la tentative<br>de conciliation par                                                    | 51     | 35    | 46    | 68    | 527                         |                        |
|                                                                                                 | 4      | 2     | 1     | 6     | 33                          |                        |
|                                                                                                 | 6      | 5     | 8     | 5     | 55                          |                        |
|                                                                                                 | 61     | 42    | 55    | 79    |                             |                        |
| Total.....                                                                                      |        |       |       |       |                             |                        |
| N. de diff. terminés par les ouv.<br>après les refus de conciliation....                        | 7      | 5     | 13    | 13    | 82                          |                        |
| N. de grèves déclarées ou conti-<br>nuées après les refus de conc.....                          | 54     | 37    | 43    | 66    | 533                         |                        |

TABLEAU II

| Désignation                                                                                               | Années  |         |         |          | Totaux<br>de 1893<br>à 1904 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|----------|-----------------------------|------------------------|
|                                                                                                           | 1901    | 1902    | 1903    | 1904     |                             |                        |
| Nombre des comités de conc....                                                                            | 72      | 59      | 93      | 164      | 947                         |                        |
| Proportion des comités par rap-<br>port au nombre des recours .....                                       | 50,70   | 55,66   | 61,18   | 66,39    | 57,32                       |                        |
| N. des comités ayant Conciliation<br>terminé les diff. par Arbitrage..                                    | 38<br>8 | 32<br>2 | 42<br>2 | 108<br>8 | 462<br>62                   |                        |
| Total.....                                                                                                | 46      | 34      | 44      | 116      | 524                         |                        |
| Proportion des différends termi-<br>nés par rapport au nombre des<br>comités.....                         | 63,88   | 57,62   | 47,31   | 70,79    | 55,33                       |                        |
| N. de refus de recou- { Patrons.....                                                                      | 5       | 4       | 4       | 14       | 119                         |                        |
| rir à l'arbitrage { Ouvriers....                                                                          | 2       | 3       | 6       | 1        | 28                          |                        |
| 2 parties....                                                                                             | 4       | 4       | 6       | 9        | 82                          |                        |
| Total.....                                                                                                | 11      | 11      | 16      | 24       | 229                         |                        |
| N. de grèves terminées indir. par<br>les comités de conc. à la suite de<br>la réunion de ces comités..... | 3       | 2       | 9       | 8        | 41                          |                        |
| N. de grèves déclar. ou continuées<br>à la suite du désaccord dans les<br>comités de conciliation.....    | 23      | 23      | 39      | 40       | 382                         |                        |

TABLEAU III

| Désignation                                                          | Années |      |      |      | Totaux<br>1893 à<br>1904 | Propor-<br>tion<br>o/o |
|----------------------------------------------------------------------|--------|------|------|------|--------------------------|------------------------|
|                                                                      | 1901   | 1902 | 1903 | 1904 |                          |                        |
| Différends terminés par applica-<br>tion de la loi. ....             | 65     | 47   | 70   | 142  | 737                      |                        |
| Résultats { Réussite. ....                                           | 11     | 9    | 10   | 32   | 145                      | 19,68                  |
| { Transaction. ....                                                  | 46     | 30   | 46   | 95   | 465                      | 63,09                  |
| { Echec. ....                                                        | 8      | 8    | 14   | 15   | 127                      | 17,23                  |
| Différends dans lesquels l'appli-<br>cation de la loi a échoué. .... | 77     | 60   | 82   | 105  | 915                      |                        |
| Résultats { Réussite. ....                                           | 10     | 3    | 11   | 12   | 104                      | 11,37                  |
| { Transaction. ....                                                  | 28     | 25   | 41   | 42   | 404                      | 44,15                  |
| { Echec. ....                                                        | 39     | 32   | 30   | 51   | 407                      | 44,48                  |

TABLEAU I

| Désignation                                                                          | Années              |                      |      |                  | Totaux | Proportion<br>o/o |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|------|------------------|--------|-------------------|
|                                                                                      | 1905                | 1906                 | 1907 | 1908             |        |                   |
| Nombre de grèves.....                                                                | 830                 | 13,09                |      | »                |        |                   |
| Nombre de recours avant la grève.                                                    | 16                  | 16                   |      | »                |        |                   |
| Nombre de recours<br>formés sur l'initiative des                                     | 4<br>88<br>6<br>148 | 8<br>141<br>6<br>147 |      | »<br>»<br>»<br>» |        |                   |
| { Patrons.....                                                                       |                     |                      |      |                  |        |                   |
| { Ouvriers.....                                                                      |                     |                      |      |                  |        |                   |
| { 2 parties.....                                                                     |                     |                      |      |                  |        |                   |
| { Juge de paix.                                                                      |                     |                      |      |                  |        |                   |
| Total.....                                                                           | 246                 | 302                  |      | »                |        |                   |
| Proportion des recours par rapport au nombre des grèves.....                         | 29,64               | 23,07                |      | »                |        |                   |
| Nombre de grèves terminées au cours de la procédure avant formation d'un comité..... | 7                   | 11                   |      | »                |        |                   |
| Rejet. Tentative.                                                                    | 51                  | 100                  |      | »                |        |                   |
| Conciliation.                                                                        | 8                   | 3                    |      | »                |        |                   |
| { Patrons.....                                                                       |                     |                      |      |                  |        |                   |
| { Ouvriers.....                                                                      |                     |                      |      |                  |        |                   |
| { 2 parties.....                                                                     |                     |                      |      |                  |        |                   |
| Total.....                                                                           | 68                  | 119                  |      | »                |        |                   |
| Nombre de différends terminés par les ouvriers après le refus de conciliation.....   | 10                  | 10                   |      | »                |        |                   |
| Nombre de grèves déclarées ou continuées après le refus de conciliation.....         | 58                  | 109                  |      | »                |        |                   |

TABLEAU II

| Désignation                                                                                         | Années  |         |      |      | Totaux | Proportion<br>o/o |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|------|------|--------|-------------------|
|                                                                                                     | 1905    | 1906    | 1907 | 1908 |        |                   |
| N. des comités de conciliation...                                                                   |         |         |      |      |        |                   |
| Proportion des comités par rapport au nombre des recours.....                                       | 171     | 170     |      |      |        |                   |
|                                                                                                     | 69,51   | 59,60   |      |      |        |                   |
| N. des comités ayant terminé les différends par Concil. / Arbit.                                    | 96<br>7 | 94<br>8 |      |      |        |                   |
| Total.....                                                                                          | 103     | 102     |      |      |        |                   |
| Proportion des différends terminés par rapport au nombre des comités.....                           | 60,23   | 60      |      |      |        |                   |
| Nombre de refus de Patrons ..                                                                       | 14      | 13      |      |      |        |                   |
| recourir à l'arbitrage } Ouvriers ..                                                                | 2       | 4       |      |      |        |                   |
| 2 parties...                                                                                        | 10      | 5       |      |      |        |                   |
| Total..                                                                                             | 26      | 22      |      |      |        |                   |
| N. de grèves terminées indir. par les comités de conc. à la suite de la réunion de ces comités..... | 14      | 5       |      |      |        |                   |
| N. de grèves déclarées ou continuées à la suite du désaccord dans les comités de conciliation.....  | 54      | 63      |      |      |        |                   |

TABLEAU III

| Désignation                                                    | Années |      |      |      | Totaux | Proportion<br>o/o |
|----------------------------------------------------------------|--------|------|------|------|--------|-------------------|
|                                                                | 1905   | 1906 | 1907 | 1908 |        |                   |
| Différends terminés par application de la loi.....             | 134    | 130  |      |      |        |                   |
| Résultats { Réussite .....                                     | 19     | 19   |      |      |        |                   |
| { Transaction.....                                             | 97     | 93   |      |      |        |                   |
| { Echec.....                                                   | 18     | 18   |      |      |        |                   |
| Différends dans lesquels l'application de la loi a échoué..... | 112    | 172  |      |      |        |                   |
| Résultats { Réussite .....                                     | 9      | 15   |      |      |        |                   |
| { Transaction.....                                             | 60     | 83   |      |      |        |                   |
| { Echec.....                                                   | 43     | 74   |      |      |        |                   |

Il convient maintenant de commenter les chiffres que nous avons donnés en considérant les différents buts que poursuivait le législateur de 1892. Il faut les rappeler rapidement.

La loi se proposait : 1° d'empêcher les grèves, d'en diminuer le nombre ; 2° d'organiser la conciliation préalable ou pendant le conflit ; 3° en dernier ressort de favoriser le développement d'une pratique théoriquement souveraine, l'arbitrage.

Nous n'aurons aucune peine à montrer que le nombre de grèves a été toujours croissant et que les mouvements grévistes ont acquis de plus en plus d'importance. Il faut, en effet, considérer que, non seulement

le nombre des grèves a crû, mais aussi le nombre des grévistes.

En 1893, nous trouvons 634 grèves avec 170.123 grévistes, pour arriver progressivement à 1.309 grèves en 1906 avec 438.466 grévistes. A la vérité, nous constatons une amélioration apparente en 1907, mais nous ne possédons pas le chiffre des grévistes, qui diminue singulièrement le caractère si légèrement optimiste de notre observation.

Si nous examinons maintenant combien de fois l'on a eu recours à la loi, depuis l'année 1893 inclusive-ment à l'année 1906 exactement, nous constatons que, sur 8.403 grèves connues, et, en totalisant toutes les initiatives, la loi n'a été appliquée que 2.205 fois, soit dans une proportion de 26,2 0/0 : un peu plus du quart. C'est évidemment peu. Mais entrons plus avant dans l'examen des chiffres et, voyons combien de fois fonctionnèrent les comités de conciliation et d'arbitrage. C'est là surtout le point important. Qu'importe, en effet, que des initiatives se soient manifestées 2.205 fois, si ce fut vainement !

En ce qui concerne les comités de conciliation d'abord, nous constatons qu'il en fut formé seulement 1288 (1288) sur 2.205 recours à la loi et nous nous contenterons de citer le chiffre de 77 arbitrages, sans entrer en d'inutiles commentaires. Mais ce n'est pas tout que former comités de conciliations ou comités d'arbitrage, encore faut-il que ces comités travaillent

à un résultat, et c'est ce résultat que nous allons maintenant examiner.

Nous devons d'abord faire observer que certains comités ont réglé plusieurs conflits afin que le lecteur ne s'étonne pas d'une légère contradiction qui pourrait apparaître, à la réflexion, dans notre discussion arithmétique. Et nous devons dire aussi que nos chiffres peuvent ne pas s'accorder rigoureusement. Nous les avons pris à des sources sérieuses et les écarts ne seront jamais excessifs. Nos conclusions n'en seront donc pas infirmées.

Sur 2.205 applications de la loi, 1001 différends seulement furent terminés : nous n'atteignons même pas un résultat de 50 0/0 de succès, dans le cas le plus favorable d'application de la loi.

Ce n'est donc pas trop s'avancer d'affirmer l'échec de la tentative faite en 1892. Nous avons montré l'étendue du désastre. Cette étude ne serait pas complète si nous ne cherchions à dégager les causes de cet insuccès.

On a dit qu'il fallait incriminer le mauvais choix du moment d'application de la loi.

On a dit : les initiatives se produisent trop tard, ce n'est pas le moment de parler de paix quand déjà des actes graves ont été commis, des paroles irréparables prononcées. Les amours-propres sont butés, il n'est plus temps alors de parler conciliation. Il y a dans cette argumentation une part de vérité incontestable.

On a dit aussi : L'initiative de conciliation n'a pas

le plus souvent l'autorité voulue, la compétence indiscutable ; le juge de paix, par exemple, n'a pas qualité pour intervenir. C'est un humble magistrat de campagne, consciencieux certes et très estimable, mais qui joint à une ignorance presque indéniable des problèmes économiques, des préjugés redoutables de magistrat, avant tout soucieux de rétablir l'ordre coûte que coûte. Nous n'examinerons pas, à fond, pour le moment, cette objection ; nous nous contenterons de revenir à nos chiffres et de constater à l'actif des juges de paix, 963 recours contre 1122 dus à l'initiative des ouvriers et 64 à celle des patrons. Allons-nous donc trouver la raison de cet accroissement extraordinaire du nombre des grèves et de leur toujours plus grande intensité dans le développement des syndicats ouvriers ?

Il est certain que le nombre et l'influence des syndicats ouvriers, en particulier depuis 1899, ont sérieusement grandi. De plus en plus les ouvriers s'unissent, opposant la force du nombre à la puissance du capital. De plus en plus, les ouvriers sentent la nécessité d'une discipline forte coordonnant étroitement des mouvements décidés et préparés soigneusement par des chefs éclairés, réunis en comité. Et l'on ne peut nier que le développement des syndicats ouvriers n'ait influé sur le mouvement gréviste. La proportion des grèves dans lesquelles les grévistes appartenaient au syndicat de leur corporation n'a cessé de croître depuis 1899 dans une plus forte mesure que la proportion des syndiqués par rapport à

l'ensemble de la population ouvrière. Cependant nous ne croyons pas exact de considérer les syndicats comme la cause des grèves. On constate au contraire, par l'examen impartial des événements, que les grèves sont souvent (les chefs syndicalistes le déplorent hautement) spontanées et que les syndicats les subissent encore plus souvent qu'ils ne les fomentent ou même les dirigent.

On s'est demandé si la place qu'ont prise récemment les anarchistes dans les organisations syndicales n'a pas eu pour effet d'augmenter le nombre des grèves,

Il est vrai que, depuis 1899, les anarchistes qui, jusque-là, s'étaient tenus à l'écart du mouvement syndicaliste, se sont ralliés et ont commencé à pénétrer en masse dans les syndicats. Les anarchistes ont une conception spéciale de la grève. Elle n'est pas, pour eux, seulement le moyen de régler un conflit économique déterminé auquel on n'a pas trouvé de solution amiable ; elle est aussi et surtout le mode révolutionnaire par excellence d'où pourra surgir la société future qu'ils désirent. Aussi n'aiment-ils pas les grèves partielles. Ils lui préfèrent de beaucoup les grèves générales, les grands mouvements ouvriers, seuls capables d'engendrer de violentes rencontres, les conflits sanglants, les haines irréductibles qui détermineront le changement radical de l'état social actuel. Pour eux, la grève est, avant tout, une manifestation de révolte et un moyen d'éducation, c'est une façon d'entraîner les ouvriers pour la Révolution. Elle est un essai de mo-

bilisation pour reprendre un mot d'un très moderne chef syndicaliste.

Peut-on rendre cette conception anarchiste de la grève responsable de l'accroissement des grèves depuis 1899.

Il n'est pas permis de l'affirmer. En Allemagne, où les anarchistes sont en minorité, les grèves ont augmenté tout comme en France. Et l'on constate chez nous, que, sauf dans les organisations ouvrières centrales, les dirigeants anarchistes jouissent de peu d'autorité. Chez nous, le plus souvent, les grèves éclatent à propos de conflits déterminés, locaux, quasi-égoïstes, dans le but bien clair d'obtenir des améliorations précises. Les intéressés eux-mêmes se chargent de les déclarer sans attendre le mot d'ordre de qui que ce soit. Un seul mouvement gréviste peut être attribué sans contestation possible à l'influence anarchiste : celui du 1<sup>er</sup> mai 1906. Ce mouvement avait été préparé dès longtemps à l'avance. Le prétexte, était la journée de huit heures ; le but véritable : un soulèvement général de la classe ouvrière encadrée et dirigée par des anarchistes avérés. A. Bourges, en décrétant le mouvement pour la journée de huit heures, le secrétaire de la Confédération Générale du Travail déclarait : « Le Congrès fera œuvre de Révolution. C'est qu'en effet on peut, sans exagération, considérer que nous sommes déjà en période révolutionnaire. Par une vue inexacte des événements du passé, on s'imagine que la Révolution

de 1789-1793 a éclaté comme un coup de tonnerre sans que rien ne l'ait préparée. C'est inexact. Il en est des grands orages sociaux que sont les révolutions, comme des orages de la nature. Ils n'éclatent pas par un ciel serein, il faut que les nuages s'accumulent et l'orage n'est que le résultat de leur amoncellement. Les révolutions, elles non plus, n'éclatent pas sans préparation. Or, ici nous préparons l'œuvre révolutionnaire. Celle-ci ne consiste pas à tenter les mouvements violents sans tenir compte des contingences, mais à préparer les esprits afin que ces mouvements éclatent quand les circonstances favorables se présentent ».

Voilà qui est clair : deux conceptions de la grève sont en présence : la conception professionnelle qui cherche à obtenir une amélioration pratique d'une condition du travail, la journée de huit heures ; les partisans, de ce côté, se rendant parfaitement compte des difficultés que les patrons devront vaincre afin de leur donner satisfaction, sont disposés à la lutte énergique, non pas impitoyable, et la conception révolutionnaire qui commande la lutte sous n'importe quel prétexte, sans autre but que de détruire, sans savoir, sans s'inquiéter de savoir où l'on va, pensant « qu'il faut greffer sur la question des huit heures des revendications d'atelier... que c'est ce dernier levier qui fera sortir des ateliers le 2 mai tous les travailleurs. Après l'on verra. »

On sait du reste comment tous ces projets échouèrent le 1<sup>er</sup> mai 1906, et quel coup sensible fut porté à l'influence qu'exerçait auparavant l'élément anarchiste

dans les organisations syndicales. Et l'on peut conclure que ni les syndicats, ni les anarchistes dans le syndicat, ne sont la raison suffisante de l'augmentation des grèves constatée depuis 1899.

Peut-être aussi pourrait-on rejeter sur les patrons la plus grande part de responsabilité dans cet échec de la loi du 27 décembre 1892.

Revenons à nos tableaux ; il nous suffira d'un coup d'œil pour constater, de leur part, la plus grande mauvaise volonté. Tandis que les ouvriers proposent facilement la conciliation ou même l'arbitrage, le chiffre des offres patronales est minime : *64 en quatorze ans*, pour environ 8.000 conflits et environ 2.200 comités constitués. Par contre, le chiffre des refus est à ce point formidable que nous hésitons à le citer : 675. Nous ne comptons pas les refus simultanés des deux parties, pour plus de clarté. La proportion, en ce qui concerne, l'attitude des patrons est donc de 10 refus pour une acceptation. Les ouvriers, au contraire, acceptent presque toujours la conciliation et la proposent dans des proportions considérables (voir tableaux). En ce qui concerne l'arbitrage, bien que les deux parties lui fassent grise mine, l'argumentation serait encore en faveur des ouvriers, décidément plus enclins à entendre raison, malgré la prudence bien naturelle qu'inspire à tous l'obligation où ils se trouvent, en ce dernier cas, de confier à des tiers, plus ou moins suspects à leurs yeux de partialité, la gestion de leurs intérêts. Y a-t-il une raison à cette mauvaise

volonté, quelle est-elle ? que vaut-elle ? On n'en trouve qu'une sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir quand nous toucherons un mot de l'accueil réservé à la réforme de notre loi par les grands patrons. Le grand patron, d'instinct, est rebelle à toute nouveauté législative. Et cela quelle qu'elle soit, par principe, par amour des habitudes prises, des situations acquises. Que l'on veuille se reporter de quelques années en arrière et se rappeler les cris d'alarme jetés par les maîtres de l'industrie française au seul nom d'une loi nouvelle réglant les accidents du travail ! C'était la ruine définitive de tout, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture ! La loi fut votée, la loi fonctionne. Les conséquences n'en étaient redoutables qu'à l'image de ces bruits qui effraient la nuit les aveugles, les peureux, les ignorants. Il arrive même aujourd'hui que, perdant la mémoire, ceux-là même qui le déploraient, se félicitent des résultats obtenus par son application. Pourquoi ? D'abord, parce qu'il faut bien en passer par ce qu'elle a décidé, nous avons-là affaire à une vraie loi, bien vivante et pleine de vigueur. Et rien ne vaut tant que la force, en dernière analyse. Et puis, somme toute, il n'y a pas grand'chose de changé. Aucun principe révolutionnaire n'a triomphé.

Il semble, au contraire, aux patrons que les appeler à la conciliation ce sera leur enlever la plus grande part de leur autorité. Ils craignent de se diminuer s'ils consentent à discuter les conditions du travail avec les

ouvriers et de compromettre en donnant ainsi les marques d'une apparente faiblesse, les destinées de leurs entreprises. Ils entendent rester, sans conteste, les maîtres absolus du marché du travail et ne partager avec personne leurs droits ni leurs responsabilités.

Ils entendent conserver, par rapport à l'ouvrier, une position éminente qu'ils croient, peut-être à tort, menacée par la loi de 92.

Ce sont leurs aspirations d'autorité qui sont heurtées bien plus que leurs intérêts matériels compromis. Il est à craindre que leur résistance, sur ce point, ne soit longtemps encore irréductible. Nous le croyons : les patrons portent une grande part de responsabilité dans l'échec de la loi de 1892.

## CHAPITRE IV

POUR QUELLE RAISON LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1892 N'AT-ELLE PAS RENDU LES SERVICES QUE L'ON EN ATTENDAIT ET FAUT-IL LA RÉFORMER

Nous avons examiné les raisons pourquoi la loi du 27 décembre 1892 n'avait pas justifié les espérances du législateur. Ces raisons lui sont tout extérieures : Moment d'intervention, choix du juge de paix, influence des syndicats, des révolutionnaires dans les syndicats, mauvaise volonté des patrons. Nous ne croyons pas que ces raisons, valables sans doute, soient les seules. Il en est une autre, une raison interne qui est cause que ce qui a été ne pouvait pas ne pas être. Notre loi cachait au plus intime d'elle-même la tare dont elle devait périr. Elle portait en soi sa propre infirmité : elle était une émanation philosophique et idéale, une pure spéculation de l'esprit, échafaudée un peu au petit bonheur : elle basait sa fortune sur la vertu bienfaisante de la bonne volonté. Pas de sanction, car ce n'est pas une sanction, qu'une sanction dérisoire obtenue à grand peine. Le capital s'est laissé afficher paisiblement, très sûr de sa force. Or, il faut le constater, les lois ne s'imposent pas encore par la force de leur valeur morale et

ce n'est pas tout de dire aux hommes : « Vous devriez agir dans tel sens. » Il faut les contraindre le plus vigoureusement possible. Les hommes sont le plus souvent dominés par la recherche de leur intérêt, ou de ce qu'ils croient être leur intérêt. Et, comme dans la deuxième hypothèse il advient qu'ils pourront se tromper, n'étant pas toujours assez intelligents ou seulement exactement renseignés, il faut les enfermer dans des cadres législatifs solides. Il faut leur dire qu'on n'a pas le droit, au nom de la Liberté, d'enchaîner les autres hommes, et, s'ils le savent, il faut le leur répéter. Il faut leur dire qu'on n'est jamais maître de soi au point d'acquiescer le droit d'imposer aux hommes que la destinée force à y venir travailler, une vie de misère et d'humiliations. Et, s'ils le savent, il faut les contraindre légalement à ne pas l'oublier.

Et nous croyons que, si le législateur se décide, un jour, à rentrer dans cette voie, les raisons de ne plus compter sur la bonne volonté ne lui manqueront pas.

Ce n'est pas n'être pas libre que sacrifier à la collectivité l'exercice tyrannique de prérogatives souvent injustes, puisqu'elles trouvent leur puissance dans la distribution fortuite des richesses. Il arrive tous les jours que nous sacrifions à l'Etat quelques parcelles de notre individualité. Nous croyons-nous amoindris pour cela ?

On s'est aperçu de ces choses. L'insuffisance de notre loi a frappé certains hommes d'énergie. On nous promet une loi nouvelle plus efficace. Nous allons examiner de nouveaux travaux préparatoires.

## CHAPITRE V

### LES PROJETS DE RÉFORME

Nous venons d'examiner les résultats donnés par la législation de 1892, et nous croyons en avoir démontré l'échec. Il nous reste cependant une consolation : celle de penser que tout ce qui arrive depuis 1892, dans ce domaine de la législation industrielle, n'est que « provisoire ». Dès la première heure, les défenseurs de la loi nous ont informé qu'elle ne serait qu'une étape et qu'ils entendaient seulement frayer la voie où s'engagerait leurs successeurs plus hardis ou mieux avertis par l'expérience. Voici bientôt seize ans (et n'oublions pas qu'il en avait fallu sept pour arriver à discuter un projet bien diminué), voici bientôt seize ans passés à attendre les successeurs du législateur de 1892. En somme, en vingt-trois ans, on n'a pas encore trouvé le temps, en France, d'élaborer une loi complète et capable d'assurer, dans les limites du possible, la paix industrielle. Et c'est une grande tristesse de constater comme d'autres pays montrent, à propos des mêmes problèmes, une intelligence plus au fait des véritables intérêts de la production, qui sont aussi ceux de la Nation.

Il existe une Commission du Travail composée de MM. Millerand, président, Colliard, Chambon, vice-présidents ; Abel Bernard, Justin Godart, Zévaès, Normand, secrétaires ; Dron, Sarrazin, Carnaud, Jaurès, Charles Benoist, Guillemet, Pierre Poisson, Roblin, Bonnevan, Groussier, Dubief, Henri Michel, Cazeneuve, Allemane, Gervais, Brunard, Charonnat, Charles Deloncle (Seine), Paul Constans (Allier), Merle, François Fournier, Miquillet, Dejeante, Buyat, *Peronnet*, René Renoult.

MM. Millerand, Rudelle, Paul Constans, Ferdinand Buisson, Desglas et Chautard ont fait des propositions que M. Colliard a été chargé de rapporter devant la Commission. Ces propositions ont pour but de *prévenir* et d'*organiser* les grèves. Nous allons les examiner à travers le rapport très documenté qu'en a préparé M. Colliard.

La première proposition a été présentée par M. *Millerand* le 12 juin 1905 : elle se rapporte au règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. Elle est la reproduction du projet qu'il avait déposé étant ministre du Commerce, avec M. Waldeck-Rousseau, le 15 novembre 1900 et qu'il avait repris comme député dans la précédente législature.

La seconde proposition présentée le 3 juillet 1906 par MM. *Paul Constans, Bouvery, Delory et Jacques Dufour* a pour objet d'organiser le droit de grève.

Elle donne à l'ensemble des ouvriers d'un atelier, d'une usine ou d'une concession minière, le droit de décider,

à la majorité des voix et au scrutin secret, de la cessation et de la reprise du travail.

La troisième proposition, qui a été présentée le 17 juillet 1906 est due à l'initiative de M. *Rudelle* et a pour objet le règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers.

La proposition de M. Rudelle n'est en somme qu'une modification de la loi du 27 décembre 1842 : Elle fait simplement une obligation aux parties, dès qu'un conflit d'ordre collectif surgit, dans un établissement industriel et commercial, de recourir, *avant toute suspension de travail*, à une tentative de conciliation devant le juge de paix du canton où se produit le différend. La proposition prévoit des sanctions, qui vont jusqu'à deux jours de prison et un an de privation de droits politiques.

La proposition présentée le 21 mars 1906 par MM. *Ferdinand Buisson*, René Renoult, Charles Deloncle (Seine) Messimy et Steeg impose à toutes les entreprises de travaux de fournitures ou de transports en commun, concédées ou subventionnées par l'Etat, les départements ou les communes, ainsi qu'au personnel de ces entreprises l'obligation, après épuisement de la procédure de conciliation prévue par la loi du 27 décembre 1892, de recourir à l'arbitrage. Cette stipulation serait inscrite dans les cahiers des charges des contrats futurs et des contrats en cours qui seront renouvelés. Le refus de se soumettre à la sentence arbitrale entraînerait, pour le concessionnaire, la déchéance de la con-

cession : pour l'ouvrier ou l'employé, la résiliation du contrat de travail.

La proposition de MM. Desplas et Chautard, qui s'inspire également de celle de M. Millerand, prévoit, comme cette dernière, l'institution de délégués permanents ; mais ces délégués ne sont pas élus dans chaque établissement pour servir d'intermédiaire entre le patron et ses ouvriers ; ils sont élus par circonscriptions, comprenant de 150 à 300 ouvriers de la profession et pouvant englober un ou plusieurs établissements. Chacun de ces délégués sera-t-il chargé spécialement des relations entre ses mandants et leurs patrons ou bien les délégués d'une même région formeront-ils un collège qui s'abouchera avec l'ensemble des patrons de la région ? Les deux cas paraissant avoir été envisagés par la proposition sans qu'elle s'exprime clairement à cet égard. En cas de désaccord la demande des ouvriers et la réponse des patrons doivent être soumises à des arbitres désignés par les intéressés ou, en cas d'inaction de ces derniers, au conseil du travail ou au conseil des prud'hommes compétents. Appel des sentences arbitrales pourra être porté devant un conseil supérieur d'arbitrage siégeant à Paris. Enfin cette procédure ne s'applique qu'aux industries de première nécessité.

La Commission, après un examen attentif de ces propositions, s'est arrêtée au projet de M. Millerand qui lui a paru le plus échapper aux critiques que souleva la

législation actuellement existante tout en instituant une procédure plus efficace pour prévenir les conflits et pour en faciliter, quand ils ont abouti à la grève, la solution pacifique et rapide.

EXAMEN DU TEXTE ADOPTÉ

PAR LA COMMISSION.

*Texte de la Proposition de Loi*

ARTICLE PREMIER. — Dans tout établissement industriel ou commercial occupant au moins cinquante ouvriers ou employés, un avis imprimé, remis à tout ouvrier ou employé se présentant pour être embauché, fera connaître si les contestations relatives aux conditions du travail entre les propriétaires de l'établissement et les ouvriers ou employés seront ou ne seront pas soumises à l'arbitrage, tel qu'il est organisé par la présente loi.

Dans le premier cas, l'entrée dans l'établissement constitue, après un délai de trois jours, l'engagement réciproque de se conformer à ladite loi. Elle établit, pour tout ce qui y est prévu, une communauté d'intérêts entre les ouvriers et employés et les oblige à se soumettre aux décisions prises, conformément à ces dispositions.

L'avis prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article, formant convention entre les parties, doit être affiché dans l'établissement par les soins du chef d'établissement.

ART. 2. — Est considéré comme occupant au moins cin-

quante ouvriers ou employés tout établissement qui, pendant plus de dix semaines par an, occupe au moins cinquante ouvriers ou employés de tout âge de l'un ou l'autre sexe.

Est considéré comme formant un seul établissement tout ensemble d'ateliers, de chantiers d'exploitation ou de magasins contigus appartenant à un même employeur ou à une même société.

ART. 3. — Les contestations relatives au nombre des ouvriers et employés, à la formation du contrat d'arbitrage sont portées par les intéressés, patrons ouvriers et employés, devant le conseil de prud'hommes de la localité ou, s'il n'en existe pas, devant le juge de paix.

ART. 4. — Dans le cahier des charges de tout marché de fournitures ou de travaux pour le compte de l'Etat, une clause stipulera l'obligation pour le soumissionnaire d'accepter, pour les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution d'un marché passé avec l'Etat, le recours d'arbitrage tel qu'il est organisé par la présente loi.

Dans le cahier des charges de toute concession accordée par l'Etat, une clause stipulera l'obligation, pour le concessionnaire d'accepter ce recours à l'arbitrage.

Le recours à l'arbitrage, organisé par la présente loi est applicable, dès sa promulgation, aux mines, entreprises de transport en commun, de distribution collective de lumière de force motrice, qui ont été ou seront concédées par l'Etat.

Les départements et les communes auront le droit d'im-

poser l'obligation du recours à l'arbitrage dans les cahiers des charges de leurs concessions et marchés.

Les chemins de fer d'intérêt local et les tramways seront, quelle que soit l'autorité concédante, soumis aux dispositions de la présente loi relative aux concessions départementales et communales.

Un décret rendu sous la forme d'un règlement d'administration publique déterminera les modes et conditions de l'application du présent article ; il fixera, en ce qui concerne les compagnies de chemins de fer et de tramways, le mode de formation des circonscriptions et les conditions du vote dans les divers scrutins prévus par la présente loi.

ART. 5. — Dans tout établissement industriel ou commercial où a été pris l'engagement réciproque de recourir à l'arbitrage, les ouvriers ou employés choisissent parmi eux des délégués permanents chargés de représenter le personnel auprès du chef d'établissement.

ART. 6. — Tout établissement comptant 150 ouvriers ou employés forme au moins une circonscription électorale. Au delà de cet effectif l'établissement devra être par les soins du chef d'établissement divisé en circonscription soit territoriales, soit professionnelles.

Chaque circonscription comprend au moins 50 et au plus 150 ouvriers et employés ; elle est représentée par un délégué et par un délégué adjoint.

ART. 7. — Sont électeurs dans une circonscription, à l'exception des agents exclusivement proposés à la direction ou à la surveillance du personnel, les ouvriers ou employés de

l'un ou de l'autre sexe qui y travaillent, à la condition d'avoir dix-huit ans accomplis et d'être inscrits sur la feuille de la dernière paie effectuée par l'établissement avant d'affichage de l'avis fixant le jour de l'élection.

ART. 8. — Sont éligibles dans une circonscription à la condition de savoir lire et écrire, d'être Français et âgés de vingt-cinq ans accomplis et de n'avoir encouru aucune condamnation entraînant soit la perte des droits politiques, soit la perte des droits visés à l'article 29 ci-après, des électeurs ci-dessus désignés ayant travaillé deux ans au moins dans l'établissement. A défaut d'électeurs remplissant cette condition, pourront être élus les électeurs justifiant de deux années de travail dans des établissements similaires.

ART. 9. — Les électeurs nomment leurs délégués chaque année dans le courant du mois de janvier ; pour les industries saisonnières, cette date peut être modifiée.

Un avis du chef d'établissements indique pour chaque circonscription la date de l'élection qui devra avoir lieu à la mairie, ainsi que les heures où sera ouvert et fermé le scrutin.

Cet avis est affiché dans les lieux de travail dix jours au moins avant la date de l'élection ; copie en est envoyée le même jour au maire de la commune.

La liste des électeurs et des éligibles, dressée par le chef de l'établissement, est affichée par ses soins en même temps que l'avis convoquant les électeurs et aux mêmes lieux. Copie en est remise par lui au maire qui la tient à la mairie à la disposition des ouvriers ou employés.

En cas de réclamation des intéressés, au sujet de la formation soit des circonscriptions, soit des listes électorales, le recours doit être formé cinq jours au plus après celui où l'affichage a été effectué et la liste mise à la mairie à la disposition des ouvriers ou employés, devant le conseil des prud'hommes ou à défaut devant le juge de paix qui statue d'urgence et en dernier ressort.

ART 10. — Le bureau électoral de chaque circonscription est formé par les deux plus âgés et le plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin.

Le chef de l'établissement ne peut se faire représenter simultanément dans le local du vote, pendant les opérations électorales, par plus de deux personnes.

Le vote a lieu, sous peine de nullité, par bulletin blanc plié mis sous enveloppe et ne portant aucune indication extérieure. Avant de déposer son vote, l'électeur doit passer par un compartiment d'isolement où il trouvera des enveloppes toutes identiques. Chaque bulletin porte deux noms ; les noms suivant les deux premiers, s'il y en a sur le bulletin, sont annulés.

Pour être élu au premier tour de scrutin, il faudra recueillir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffira, quel que soit le nombre des votants. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats sera élu. Si un second tour de scrutin, est nécessaire il y sera procédé dans un délai maximum de quinze jours, après la proclamation du premier tour.

ART. 11. — Après le dépouillement du scrutin, le président proclame le résultat du vote ; il dresse et transmet au maire, qui le tient à la disposition des intéressés, le procès-verbal des opérations.

En cas de protestation, le recours des patrons, ouvriers, employés ou représentants de leurs syndicats, doit être formé dans les trois jours qui suivent la proclamation du résultat, devant le conseil de prud'hommes ou, à défaut, devant le juge de paix qui statue d'urgence et en dernier ressort.

ART. 12 — Les délégués et délégués adjoints proclamés élus par le bureau entrent aussitôt en fonctions.

Au cas de vacance par décès, démission, annulation d'élection, le nouvel élu sera nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

L'élection aura lieu dans le délai de quatre semaines après la vacance et dans les formes prescrites ci-dessus.

ART. 13. — Le délégué de chaque circonscription et, en cas d'empêchement, le délégué adjoint, est chargé de recevoir les réclamations du personnel relatives aux conditions du travail et de les présenter au chef d'établissement ou à son préposé.

Le chef d'établissement peut désigner, pour entendre les réclamations courantes, un chef d'atelier ou chef de service. Le règlement déterminera les jours et heures auxquels ces réclamations sont présentées chaque semaine. Une fois au moins par mois, aux jour et heures fixés par le

règlement, les délégués pourront entretenir le chef d'établissement lui-même, ou un agent supérieur de la direction par lui désigné. Les délégués adjoints assisteront à ces entrevues.

ART. 14. — Lorsque le chef de l'établissement ou son préposé n'aura point admis les réclamations du personnel prescrites par les délégués, ceux-ci, à la demande d'un groupe d'ouvriers ou d'employés, devront les remettre, formulées par écrit, audit chef d'établissement ou à son préposé.

Dans les quarante-huit heures de la remise, le chef d'établissement fera parvenir aux ouvriers ou employés par l'intermédiaire de leurs délégués, une réforme écrite contenant, s'il maintient sa décision, le nom des arbitres choisis par lui.

Passé ce délai, si les arbitres ne sont pas désignés, les ouvriers ou employés pourront décider la grève.

Si le chef d'établissement a désigné ses arbitres, les ouvriers ou employés devront, dans les quarante-huit heures suivantes, faire connaître par leurs délégués le nom de leurs arbitres choisis en nombre égal.

Si la sentence arbitrale n'a pas été rendue, soit par les arbitres des deux parties, soit par un arbitre commun, dans les six jours qui ont suivi la désignation de leurs arbitres par les ouvriers ou employés, ceux-ci pourront décider la suppression du travail.

ART. 15. — La grève ne pourra être décidée, soit pour l'ensemble de l'établissement, soit pour un ou plusieurs ateliers ou magasins énumérés, expressément que par un vote régulier du personnel émis dans les conditions suivantes.

ART. 16. — Les délégués font connaître au personnel et à la direction, six heures au moins à l'avance, les heures du vote à la mairie.

Sont admis à prendre part au vote les électeurs désignés à l'article 7 travaillant dans les ateliers ou magasins dont la déclaration de grève entraînera le chômage.

ART. 7 — Le bureau est formé des deux plus âgés et du plus jeune des ouvriers ou employés ayant droit de voter, présents à l'ouverture du scrutin. Le vote a lieu dans les conditions fixées par l'article 10 alinéa 3. Pendant la durée du scrutin, le local du vote est interdit à quiconque n'a pas droit d'y prendre part.

Chaque bulletin porte l'une des deux mentions *Pour la grève* ou *Contre la grève*.

Pour que la grève soit votée au premier tour de scrutin, le dépouillement doit donner un nombre de *Pour* supérieur à la moitié du nombre des suffrages exprimés et au tiers du nombre des personnes ayant droit de prendre part au vote.

Au cas où le nombre des suffrages exprimés est insuffisant, il est précédé le lendemain à un nouveau scrutin.

ART. 18. — Après le dépouillement du scrutin, le bureau proclame le résultat du vote, et les délégués le font connaître immédiatement au chef d'établissement ; procès-verbal des opérations dressé par le bureau est, par ses soins, transmis au maire, qui le tient à la disposition des intéressés.

ART. 19. — Toute cessation de travail, décidée conformé-

ment aux articles 15 et 18, est en vertu du contrat défini à l'article 1 obligatoire.

Le vote doit être renouvelé tous les sept jours au moins, dans les conditions fixées par les articles 15 à 18, sans que l'on puisse compter parmi les personnes ayant le droit de prendre part au vote celles qui auraient quitté la localité ou qui auraient été embauchées dans un autre établissement.

Le travail est repris si la grève n'est pas votée à nouveau.

ART. 20. — Si la cessation de travail n'est pas votée, le personnel est tenu de continuer le travail. Toute réclamation nouvelle devra être introduite dans la forme prévue par les articles 13 et 14.

ART. 21. — En cas de grève déclarée, les sections compétentes du Conseil de Travail sont d'office appelées à trancher le différend, saisi lui-même soit par l'un des intéressés, soit par l'autorité administrative,

ART. 22. — Les sections du Conseil du travail agissant en qualité d'arbitres, exerceront les droits reconnus aux arbitres par le Code de procédure civile.

ART. 23. — Les sentences arbitrales rendues par les premiers arbitres, l'arbitre départiteur ou les sections du Conseil du travail, consignées dans les procès-verbaux, signés par les arbitres vaudront convention entre les parties pour une période qui fixera la sentence arbitrale.

ART 24. — Si le travail n'a pas été suspendu ou s'il a été repris avant la sentence arbitrale, celle-ci aura un effet rétroactif, son application partira soit du jour de la reprise du travail dans le second cas, soit dans le premier cas, du début de la procédure.

ART. 25. — Les sentences arbitrales sont déposées et conservées en minute au secrétariat du Conseil du Travail qui en adresse une expédition au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale par l'intermédiaire du préfet. Une expédition en est délivrée gratuitement à chacune des parties.

ART. 26. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs, quiconque, par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un de ses ouvriers ou employés intéressés de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou ses biens, aura influencé son vote à l'un des scrutins prévus par la présente loi.

ART 27. — Sera puni d'une amende de 16 à 100 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des fonctions d'un délégué ou d'un arbitre, telles que ces fonctions sont prévues par la présente loi, sans préjudice de l'application des articles 177 et suivants, 222 et suivants du Code pénal. En cas de récidive, la peine sera de six jours à un an de prison et de 100 à 200 francs d'amende.

ART 28. — L'article 463 du Code pénal, ainsi que la loi de sursis, est applicable aux condamnations prononcées en vertu des articles 26 et 27 de la présente loi.

ART. 29. — En cas d'inexécution des engagements résultant de la convention d'arbitrage prévue à l'article 1<sup>er</sup>, les employeurs ouvriers ou employés qui n'auront pas tenu ces engagements seront interdits, pendant trois ans, du droit d'être électeurs et éligibles dans les divers scrutins relatifs à la représentation du travail, savoir : la nomination des admi-

nistrateurs de syndicats, des délégués ouvriers, des délégués mineurs, des conseillers prud'hommes, des membres des chambres de commerce, tribunaux de commerce conseils du travail et des membres du Conseil Supérieur du Travail. En cas de récidive l'interdiction sera de six ans. La perte de ces droits électoraux sera constatée par les juges de paix et notifiée à fin de radiation aux autorités compétentes.

ART. 30. — A titre transitoire et dans le cas où les conflits éclateraient en dehors des circonscriptions des conseils du travail régulièrement constitués, les fonctions d'arbitre dévolues aux sections seraient remplies : pour les grèves groupant moins de 300 ouvriers, par le conseil de prud'hommes qui existe dans la circonscription ou qui en est le plus rapproché, et, pour les grèves groupant plus de 300 ouvriers, par une délégation du Conseil Supérieur du Travail, comprenant un nombre égal de patrons et d'ouvriers, nommée soit par le Conseil Supérieur, soit par la commission permanente.

ART. 31. — Les locaux nécessaires aux assemblées ayant à émettre les votes prévus par la présente loi, ainsi que ceux nécessaires aux séances du conseil du travail sont fournis, chauffés et éclairés par la commune, les frais qui en résultent sont compris dans les dépenses obligatoires des communes.

Les dépenses nécessitées par la procédure d'arbitrage, l'indemnité à allouer au secrétaire du conseil du travail seront fixées par arrêté du préfet du département et portées

au budget départemental comme dépenses obligatoires. Les frais de déplacement et de séjour des membres des Conseils du Travail constituent des dépenses obligatoires lorsque la section siège comme tribunal arbitral ; ils constituent des dépenses facultatives dans les autres cas.

ART. 32. — Tous actes faits en exécution de la présente loi seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 33. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et à l'Algérie.

Il résulte de l'examen de ce texte que la Commission et M. Millerand tâchent à recommencer, en la munissant des perfectionnements que l'expérience démontre indispensables, l'œuvre du législateur de 1892. La nouvelle loi ne contrarie pas la première, elle la supprime et la recommence.

Nous voyons, en effet, qu'elle contient deux parties, poursuivant deux buts distincts, dont l'un, tout au moins, devrait et devait pouvoir être atteint au moyen de l'instrument législatif dont on disposait. Comme sa devancière, notre loi se propose de prévenir, autant que possible, les conflits et de les régler avant toute cessation de travail. Dans sa deuxième partie, elle tâchera à organiser la grève, en substituant, pour décider de la suppression ou de la reprise du travail, le libre vote des intéressés aux procédés de pression et d'inti-

midation qui sont trop souvent, actuellement, utilisés dans les grèves. Quels moyens préconise-t-elle ?

A. — *Pour prévenir les conflits*

1° On instituera des *délégués permanents*, choisis dans le personnel et élus par lui. Ces délégués présenteront au chef de l'établissement les réclamations des ouvriers ou employés. Ils auront le devoir de dissiper les malentendus.

2° *L'arbitrage sera obligatoire* pour les deux parties, dans les établissements où fonctionneront les délégués ouvriers, pour les différends, qui n'auraient pu être réglés par les délégués.

Ces *délégués permanents* sont élus et renouvelés tous les ans, à des époques fixées à l'avance et leur élection est entourée de toutes sortes de précautions, d'ailleurs nécessaires, afin d'assurer la pleine indépendance des ouvriers électeurs. La supériorité de ce système sur celui de 1892 ne paraît pas contestable. *A priori*, la nouvelle combinaison — nouvelle en France — présente, sur la précédente, des garanties de raison. Ces délégués ne seront plus élus en plein trouble, au milieu de passions déchaînées, à propos d'un conflit soudain et déterminé sur lequel ils auront déjà pris parti. Leur durée garantit leur indépendance, sans leur assurer l'impunité. Ils seront en quelque sorte des administra-

teurs adjoints, précieux auxiliaires de paix et de travail, aussi utiles au patron qu'à leurs camarades. N'oublions pas, en effet, qu'il ne sera pas nécessaire, pour que ces délégués interviennent et soient admis à entretenir le patron, qu'un conflit ait éclaté. Bien au contraire. C'est même ce qu'ils auront le devoir d'éviter. Le chef d'établissement est *tenu* de les entendre personnellement une fois par mois, et de les faire recevoir par ses préposés au moins une fois par semaine. Rien ne s'opposera, d'ailleurs, à ce que le chef d'établissement multiplie ces entrevues, d'où ne peuvent sortir que plus d'intimité, plus de paix, par suite, plus de travail, de sécurité et de bien-être. Il va sans objection que, par suite de l'exercice continu de leur fonction, par le souci incessant et quasi-fraternel qu'ils apporteront à améliorer le sort de leurs camarades, et à arrondir les angles de contact entre le capital et le travail, *ces délégués permanents* acquerront une grande autorité qui les qualifiera bien mieux pour conduire ensuite des négociations que les délégués désignés au moment de la grève, dans des assemblées tumultueuses, appelés à discuter pour la première fois avec des patrons peu disposés à les apprécier, dans un moment où les esprits sont surexcités de part et d'autre.

Les dispositions de la loi ne s'appliqueront qu'aux chefs d'établissement occupant au moins cinquante ouvriers ; ils pourront les accepter ou non, mais ils devront prendre une décision ferme sur ce point et la faire con-

naître à tout ouvrier ou employé se présentant pour être embauché. La loi laisse encore au patron la plus grande liberté désirable. L'institution a encore paru trop neuve, trop nouvelle. La Commission n'a pas osé l'imposer sans rémission. L'auteur de la proposition n'a d'ailleurs pas soulevé d'objections.

Pourquoi ce chiffre de cinquante ouvriers ou employés ? Parce que l'on a pensé que l'institution de délégués permanents ne serait utile, ne rendrait de services que dans les grandes administrations du grand commerce, de la grande industrie où le patron est une liasse d'actions, un sommet inaccessible, invisible à travers une infinité de directions, de services, de bureaux et l'ouvrier, l'employé un matricule anonyme, un rouage, indispensable sans doute, mais minuscule et obscur. Cela est vrai. On a pensé qu'une « affaire » serait grande dès qu'elle emploierait cinquante ouvriers. Le chiffre a le défaut de la mathématique. Il perd en souplesse ce qu'il semble gagner en précision, en autorité. Il serait peut-être utile d'organiser un service de délégués permanents dans un établissement de quarante-neuf ouvriers. La loi, il est vrai, ne le défend pas ; mais l'on sait de reste ce que nous nous permettons de penser des réformes assises sur l'espérance d'une humanité meilleure, livrée aux suggestions de la bonne volonté !

Un recensement professionnel, fait en 1901, a fourni le nombre et la liste des établissements où la loi pourrait

s'appliquer, en admettant que tous les établissements occupant plus de cinquante ouvriers voulussent bien s'y soumettre. Ce chiffre est de 9.264 établissements industriels et commerciaux, en y comprenant les industries de transport et la manutention qui rentrent dans la rubrique générale d'établissements industriels inscrits à l'article 1<sup>er</sup> et qui sont d'ailleurs visés expressément par l'article 4. Dans l'ensemble, la proportion des établissements industriels assujettis serait de 1,27 0/0 ; elle s'abaisserait même à 0,16 pour le commerce. Cette proportion paraît minime. Mais si, au lieu de considérer le nombre des établissements, on s'attache au personnel qui y est employé, on voit que ces établissements occupent 1.500.000 ouvriers, soit près de la moitié du total des ouvriers employés dans l'industrie

Voici comment se répartissent ces 9.264 établissements d'après le genre d'industrie ou de commerce auquel ils appartiennent.

| Catégories d'industries ou de commerces |                                          | Nombre d'établissements comptant plus de 50 ouvriers | Proportion o/o de ces établs. dans chaque catégorie |
|-----------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Industries                              | Mines .....                              | 200                                                  | 49,63                                               |
|                                         | Carrières .....                          | 162                                                  | 3,28                                                |
|                                         | Alimentation .....                       | 384                                                  | 0,39                                                |
|                                         | Industries chimiques                     | 359                                                  | 6,73                                                |
|                                         | Caoutchouc, papier .                     | 301                                                  | 12,85                                               |
|                                         | Ind. polygraphiques.                     | 287                                                  | 4,50                                                |
|                                         | Industries textiles ..                   | 2.420                                                | 4,38                                                |
|                                         | Travail des étoffes, plumes, crins ..... | 668                                                  | 0,42                                                |
|                                         | Cuirs et peaux .....                     | 395                                                  | 0,94                                                |
|                                         | Bois .....                               | 512                                                  | 0,44                                                |
|                                         | Métallurgie .....                        | 116                                                  | 73,88                                               |
|                                         | Travail métaux .....                     | 1.430                                                | 1,89                                                |
|                                         | Travail pierres .....                    | 60                                                   | 0,78                                                |
|                                         | Terrassements, construction .....        | 625                                                  | 0,85                                                |
|                                         | Céramique, verrerie.                     | 525                                                  | 5,21                                                |
|                                         | Manutention .....                        | 18                                                   | 2,46                                                |
|                                         | Transports .....                         | 259                                                  | 1,19                                                |
|                                         | Banques, assurances.                     | 96                                                   | 1,75                                                |
|                                         | Habillement .....                        | 125                                                  | 0,35                                                |
| Commerces                               | Matières premières, outils .....         | 30                                                   | 0,35                                                |
|                                         | Restaurants, hôtels ..                   | 61                                                   | 0,12                                                |
|                                         | Commerces divers ..                      | 159                                                  | »                                                   |

Voici donc institués les délégués permanents. Ils ne sont pas toute la loi. La loi prévoit le cas où ils ne pourraient pas solutionner le conflit, et prescrit, dans cette hypothèse, l'arbitrage obligatoire. L'article 14 fixe la procédure. Mais il faut bien remarquer que la loi n'impose l'arbitrage que lorsqu'ont été épuisés tous les moyens de conciliation. Elle tient compte, en cela, des

répugnances, plus ou moins justifiées, que patrons et ouvriers, et patrons plus qu'ouvriers, marquèrent à ce procédé de rapprochement. Nous ne discuterons pas les raisons pour lesquelles patrons et ouvriers préférèrent la conciliation à l'arbitrage. Elles partent de ce point de vue que l'on répugne généralement à se soumettre, par avance, à une décision que l'on ne peut influencer. Nous ne pensons pas que ce soit une bonne raison. Mais c'est un fait dont le législateur devait tenir compte. On reconnaîtra sans peine qu'il a d'ailleurs fait preuve d'une grande prudence à la seule lecture des précautions procédurières dont fut entourée l'organisation de l'arbitrage.

Pour qu'il y ait recours à l'arbitrage, il ne suffit pas qu'une demande du personnel, transmise par les délégués, ait été rejetée ; il faut prévoir les malentendus, toujours possibles, dans des entrevues où les parties communiqueront oralement la plupart du temps. L'article 4 impose donc, après un premier échec, une nouvelle démarche ; *cette fois les demandes devront être formulées par écrit*. Voilà une nouveauté dont l'application ne peut être que profitable à tous. Aux patrons, qui seront certainement plus sensibles à la force froide d'un mémoire consciencieusement étudié, ferme dans le fonds et modéré dans sa forme, qu'aux violences de gestes et de langage. Aux ouvriers, dont l'esprit lent s'accommode mal de querelles ou triomphent trop souvent les plus redoutables sophismes, maquillés qu'ils sont des cou-

leurs d'une rhétorique subtile. Le patron a deux jours pour répondre : s'il maintient sa première décision, il devra, en même temps, désigner ses arbitres ; les ouvriers désigneront à leur tour les leurs, dans les quarante-huit heures qui suivront, et la procédure arbitrale s'engagera. L'observation de cette procédure est obligatoire dans les établissements soumis à la loi. Les patrons et les ouvriers qui ne l'observeraient pas tomberaient sous le coup des pénalités prévues à l'article 29. (Nous reparlerons de cet article 29, encore une nouveauté légale, quand nous traiterons des sanctions de la loi).

On espère que, dans la majorité des cas, la procédure aboutira à empêcher la grève ou le lock-out ; mais on a prévu le cas où la cessation du travail ne pourrait être évitée, soit que l'une ou l'autre des parties ait refusé de nommer des arbitres, soit que les arbitres n'aient pas rendu leur sentence sans le délai fixé. Dans ces deux cas, les ouvriers pourront déclarer la grève.

B. — *La seconde partie de notre proposition tâche à organiser la grève.* — Voilà qui est encore tout à fait nouveau pour la France. Actuellement, le régime des grèves ne laisse pas que d'être déplorable. Il ne comporte que désordre et violence. Aucune méthode. Chacun se défend comme il peut.

Les patrons, eux, se sont organisés et coalisés. De plus en plus, le capital tend à former de formidables associations nationales et internationales capables de

tenir sous les coups. Les ressources de la grande industrie moderne se sont développées au point qu'elle peut résister le plus souvent aux mouvements ouvriers. Les statistiques montrent que les réussites et les échecs de grèves se compensent à peu près.

Au contraire, les ouvriers syndiqués sont encore aujourd'hui en France tout au moins la minorité. Les syndicats existants ne sont même pas toujours absolument d'accord et, trop souvent, l'ouvrier sur le chantier n'écoute que les suggestions de son intérêt personnel immédiat qui est de travailler (il le croit) à n'importe quelles conditions. C'est en vain que les camarades grévistes lui parleront solidarité. Acculé par la nécessité ou simplement buté il ne voudra rien entendre et de là naîtront de graves conflits. Deux droits en effet se dressent face à face qui sont intimement opposés : celui de travailler, celui de faire grève. De cette opposition provient tout le mal. Les grévistes n'ont, pour le moment, à leur disposition que deux forces : le nombre et l'inertie absolue. Le succès de leurs revendications dépendra du grand nombre des manifestants et de l'inertie absolue.

Le succès du patron viendra de sa puissance en capital, des mésintelligences qu'il aura pu susciter dans le camp de ses adversaires, ou de leurs faiblesses individuelles. Or les ouvriers non grévistes ne voient pas le plus souvent le but lointain vers lequel on les mène. Soit qu'ils soient véritablement satisfaits de leur sort,

soit qu'ils subissent la loi de nécessités inéluctables, soit qu'ils aient été habilement circonvenus, soit que, très prévoyants, ils escomptent à la fois le succès de la grève et la récompense de leur intelligente fidélité, les « bons ouvriers » travaillent, c'est leur droit incontestable. Mais les grévistes les accusent de compromettre le succès de leurs revendications, de ces revendications dont ils ne manqueront pas cependant de profiter en cas de victoire. Et les grévistes disent incontestablement vrai. Le conflit est inévitable. Des violences détestables se produisent. Le patron n'a qu'à se croiser les bras et à attendre. La grève sera brève et rien ne sera changé. Tout sera à refaire.

Cette situation est intolérable, il n'est pas possible d'admettre que des hommes se battent, souffrent pour le salut de tous, et que ceux-là seuls touchent les bénéfices dont l'inertie, la pusillanimité risquent de tout compromettre. Le « bon ouvrier » est le pire fauteur de grève qui soit. C'est lui qui, par sa faiblesse, encourage les résistances patronales à toute idée de progrès, c'est lui qui détermine le désastre des prétentions ouvrières et puisque c'est lui qui, somme toute, retire toute considération et tous bénéfices des sacrifices des autres, peut-être « est-il une sorte d'égoïste supérieurement doué, une plus grande intelligence parmi tant d'esprits bornés, bien moins qu'un homme de bien. Il n'y a pas d'exemple d'un bon ouvrier qui aurait refusé l'augmentation de salaire obtenue par des camarades grévistes.

Nous comprenons parfaitement certaines colères. C'est pourquoi le législateur a pensé qu'il fallait *organiser la grève*, que le temps de la liberté absolue était passé pour ces choses comme pour bien d'autres, « qu'il fallait mettre quelque chose de nouveau à la place de la soit disant inertie de l'Etat, dont on a demandé facilement qu'elle tournait toute en faveur du patron, à la place aussi de la théorie très ambiguë de la liberté du travail ».

Dorénavant, les grèves seront décidées selon les principes de la loi des majorités, avec les garanties nécessaires pour permettre à cette majorité d'exprimer son avis en toute sincérité et liberté. C'est à la majorité que l'on remettra le soin de décider, après l'échec de la conciliation et de l'arbitrage, s'il y a lieu ou non de décider la cessation du travail. Si la majorité se prononce contre, la grève tous les ouvriers devront continuer à travailler ; si elle se prononce pour la grève, ils devront tous quitter l'usine. Les ouvriers ont pris, d'avance, l'engagement de se soumettre à la décision de la majorité quelle qu'elle soit cette décision, le jour où ils sont entrés dans l'établissement. On ne saurait trop répéter, en prévision des fameux arguments tirés d'une trop exacte interprétation des principes qui consacrent le droit au travail, la liberté du travail, dont les patrons montrent si grand souci, que cet engagement est l'une des clauses de leur contrat et qu'ils en ont été avertis par l'avis imprimé qui leur a été remis au moment de

l'embauchage. Nous verrons, quand nous parlerons des sanctions de la loi, comment l'on fera pour imposer le respect de ces conventions aussi bien aux travailleurs quand même qu'aux grévistes impénitents.

Constatons auparavant comme notre loi s'est ingéniée à prévoir. Non seulement elle règle l'origine de la grève et son organisation, mais elle en surveille la marche, le développement, mais elle en prépare la fin. Il pourra arriver — cela se voit — que la majorité change d'avis, que, pour toutes sortes de raisons, elle devienne de gréviste non gréviste, faudra-t-il qu'elle soit jamais liée par les décisions prises à l'origine du conflit. Non, écoutons plutôt le rapporteur du projet : « Nous n'avons pas voulu, dit-il, que la déclaration de grève eut des effets irrévocables. Il peut se faire que des ouvriers aient voté la grève parce qu'ils comptaient sur des appuis, des secours ou telles autres éventualités qui ne se sont pas réalisées. La majorité primitive peut devenir quelque temps après la minorité. Si la loi des majorités s'applique à des déclarations de grève, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne s'applique pas à la continuation ou à la cessation de la grève. La proposition prévoit donc que les ouvriers pourront être appelés au cours de la grève à se prononcer à nouveau sur sa continuation ou sur sa cessation. Ces décisions pourront être provoquées par exemple par les délégués. Toutefois, nous n'avons pas cru devoir laisser à ces derniers le choix du moment de ces consultations. Ce n'est pas

que nous pensions qu'ils puissent avoir un intérêt quelconque à prolonger la grève contre la volonté de la majorité des ouvriers ; mais il peut se faire que cette volonté ait changé et qu'ils n'en aient rien su parce que les ouvriers n'auront pas osé manifester publiquement le changement survenu dans leur opinion, L'article stipule donc que les intéressés devront être consultés au moins tous les sept jours. Il n'a pas paru qu'il fut utile d'édicter dans la loi une périodicité plus rapprochée. Il importe de ne pas multiplier les sanctions si l'on veut qu'ils conservent aux yeux des intéressés l'importance qu'ils méritent ». Ces dispositions, très claires par elles-mêmes, nous paraissent aussi bonnes que possible.

Voyons maintenant comment notre loi résout le conflit. « Il est tout d'abord bien entendu, dit encore le rapport, que les parties restent toujours libres à n'importe quel moment de mettre fin au conflit qui les divise, en s'entendant directement ou en recourant à la procédure de conciliation, prévue par la loi du 27 décembre 1892. Mais il faut bien prévoir le cas, qui se produit trop fréquemment aujourd'hui, où les parties ne veulent rien entendre, où la grève s'éternise. La proposition prévoit, dans ce cas, l'arbitrage d'office du Conseil du Travail. En dehors des circonscriptions du Conseil du Travail, les fonctions d'arbitre sont dévolues soit au conseil de prud'hommes le plus rapproché, soit pour les grèves plus importantes à une délégation mixte du

Conseil supérieur du Travail. Cette fois, les arbitres sont désignés d'avance et d'office, tandis qu'avant la grève les parties avaient le droit de choisir elles-mêmes leurs arbitres ; l'article 14 prévoit même le cas où ils se refuseraient à les désigner. La raison de cette différence est bien simple. Le second arbitrage intervient après que la première tentative a échoué, et rien ne permet d'espérer qu'une seconde tentative faite dans les mêmes conditions aurait plus de succès. D'autre part, lors du premier arbitrage, la grève n'était pas déclarée ; dans le second cas il importe de mettre fin le plus tôt possible à une cessation de travail qui porte préjudice aux uns et aux autres. Les parties sont obligées de se soumettre aux sentences arbitrales qui vaudront convention entre elles. Cette obligation découle comme les autres de l'engagement originel qu'elles ont pris de se soumettre aux prescriptions de la loi ».

Enfin nous arrivons à la grande nouveauté présentée par le projet de loi *les sanctions*. Nous avons dit les raisons pour lesquelles l'échec de l'essai tenté en 1892 nous paraissait inévitable et, parmi ces raisons, nous avons placé, au tout premier rang, l'absence de toute sanction. Une loi dénuée de sanction, c'est un organisme privé de système nerveux, une chose inerte, une bizarre correction de l'esprit. Le législateur semble l'avoir compris. C'est pourquoi la nouvelle loi comportera des sanctions.

A la vérité, ce nous semble être la partie la moins étu-

diée de la loi et cela n'est pas pour nous étonner, puisque c'en est en même temps la partie la plus importante. En attendant les lumières qui ne sauraient manquer d'apporter une discussion publique hélas ! encore fort lointaine, et dont la date ne peut encore être prévue, nous nous bornerons à constater que le rapport consacre à peine quelques lignes à cette question des sanctions.

Le rapporteur reconnaît que « la question des sanctions à édicter pour assurer l'observation des diverses obligations qui découlent de la loi ne laissait pas d'être difficile ». Nous partageons intérieurement cette opinion et c'est, même la raison pourquoi nous nous étonnons que cette partie de la loi n'ait pas été plus longuement exposée.

Quelles sanctions va-t-on adopter ? penchera-t-on vers des sanctions civiles, puisque aussi bien nous nous trouvons en présence de contrats ? optera-t-on pour des sanctions pénales ? Si l'on se décide pour les sanctions civiles, comment organisera-t-on la responsabilité pécuniaire d'une collectivité comme celle des ouvriers d'un établissement ou d'un atelier ? Si l'on se décide pour des sanctions pénales, quelles seront-elles.

« C'est dans la perte de certains droits d'électorat ou d'éligibilité professionnelle pour ceux qui auront violé le contrat, qu'ils auront librement consenti que la commission, avec M. Millerand, a cherché les sanctions nécessaires. »

Rappelons les articles du projet de loi :

ART. 20. — Sera puni d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs quiconque, soit par voie de fait, violences ou menaces, dons et promesses, soit en faisant craindre à un des employés ou ouvriers intéressés de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou ses biens, aura influencé son vote à l'un des scrutins prévus par la présente loi :

Ne tombent pas sous le coup des pénalités édictées au paragraphe précédent, les dons et promesses de subsides faites pour la défense des intérêts professionnels à la généralité des ouvriers ou employés intéressés.

Cet article nous paraît excellent. Il faut que le vote soit absolument libre ; si l'on veut que la loi des majorités fonctionne à plein, il faut que la sincérité absolue et la sécurité soient à la base des opérations électorales. Grâce à l'intervention de la commission, qui a ajouté un alinéa final au texte proposé par M. Millerand, toutes les tentatives de violence ou de corruption seront réprimées, d'où qu'elles viennent, sans que les ouvriers aient à redouter que, par une ingénieuse interprétation de mots, une loi qui était faite pour eux ne se retourne inopinément contre eux. Nous nous expliquons :

L'alinéa 1 de l'article 26, vise tous les moyens coupables, qui seraient employés, tant par les patrons que par les ouvriers, pour influencer le vote. Mais, si les délits de voies de fait, violences, menaces, visent surtout les fautes que peuvent commettre les ouvriers, « le délit de dons et promesses » vise surtout les patrons.

Or, il aurait pu arriver que l'expression de « dons et promesses » ne se retournât contre les ouvriers et, qu'en application de l'article 26, on ne poursuivit toute association ou toute personne qui viendrait en aide aux ouvriers et qui, pour les aider dans la défense de leurs intérêts, mettrait à leur disposition une somme destinée à soulager leurs misères.

Fallait-il donc supprimer le délit de dons et promesses ? Non, car de toute évidence, c'eût été détruire toute égalité de traitement entre ouvriers et patrons, les ouvriers restant seuls alors menacés. C'est alors que, la commission intervenant, ajouta un alinéa final en vue du cas spécial de dons offerts à quelque généralité ouvrière et déterminant nettement que ce genre de dons n'est pas compris dans la définition du délit de dons et promesses.

Nous le répétons, cet article 26 nous paraît excellent et dans son principe et dans les moyens d'exécution qu'il préconise. Il est vigoureux sans être brutal, et il nous semble offrir toutes garanties d'avenir. Mais il n'est pas, à proprement parler, une *sanction de la loi*. La loi, une fois admise à fonctionner dans un établissement déterminé, l'article 26 administre la marche d'un rouage régulier de la loi, mais c'est tout, on peut reconnaître à l'article 27 la même puissance.

ART. 27. — Sera puni d'une amende de 16 à 100 francs, quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des fonctions d'un délégué ou d'un arbitre, telles que ces fonctions

sont prévues par la présente loi sans préjudice des applications des articles 177 et suivants, 222 et suivants du Code pénal.

En cas de récidive, la peine sera de six jours à un mois de prison et de 100 à 200 francs d'amende.

Enfin, les opérations électorales organisées, la protection des délégués une fois administrée, la loi se préoccupe de l'exécution des engagements résultant de la convention d'arbitrage et nous trouvons les sanctions de l'article 28.

ART. 28.— En cas d'inexécution des engagements résultant de la convention d'arbitrage prévue à l'article 1, les employeurs ouvriers ou employés qui n'auront pas tenu ces engagements seront interdits, pendant trois ans, du droit d'être électeurs et éligibles dans les divers scrutins relatifs à la représentation du travail, savoir : la nomination des administrateurs des syndicats, des délégués ouvriers, des délégués mineurs, des conseillers prud'hommes, des conseillers des Chambres de commerce, tribunaux de commerce, Conseils du travail et des membres du Conseil supérieur du travail.

Cet article tend à organiser quelque chose. L'affichage de M. Lockroy n'a pas donné les résultats que l'on espérait, disons le mot, n'a servi de rien. Il faut convenir que les sanctions morales n'ont aucune valeur. Le monde du commerce et de l'industrie reste sourd aux appels de la conscience et se moque de la conscience nationale. Alors on revient tout naturellement

aux seules sanctions possibles, celles qui atteignent les hommes dans leur liberté ou dans leur fortune : la prison, l'amende et puis aussi dans leur amour-propre. L'article 28, en ce qui concerne les patrons tout au moins, semble plutôt organiser cette dernière catégorie de contraintes. Nous ne savons pas quels résultats donnera cette nouvelle procédure, mais d'ores et déjà, qu'il nous soit permis de dire combien elle nous semble peu rigoureuse envers le patronat. Nous pensons qu'il sera infiniment plus sensible à un ouvrier de ne pouvoir administrer un syndicat, qu'à un patron de figurer au nombre des juges de commerce. Mais ce n'est là qu'une opinion personnelle. Reconnaissons que le législateur esquisse une tentative de véritable réforme. Nous espérons qu'au jour de la discussion de la loi, des orateurs se lèveront qui auront assez d'autorité et d'énergie pour entraîner les Chambres un peu plus loin dans la voie que nous indique seulement le projet Millerand.

## CHAPITRE VI

### LA RÉFORME DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1892 DEVANT L'OPINION PUBLIQUE

Nous avons eu la curiosité de nous informer de la question de savoir comment la réforme que nous venons d'étudier avait été accueillie par l'opinion publique et la bonne fortune de tomber sur l'enquête faite par M. Jules Huret, en 1901, auprès de différentes personnalités patronales et politiques. A la vérité, l'enquête porta sur le projet Waldeck-Rousseau-Millerand, qui diffère par quelques points de celui que nous venons d'examiner. Mais ce sont des points de détail et il nous est permis de supposer que les hommes dont nous allons trouver l'opinion conserveront leurs positions devant notre réforme.

M. Jules Huret a interrogé de grands patrons : MM. Rességuier, Devillette, Pifre, Jafy, etc., et des hommes politiques tels que M. Jaurès, Briand, Ribot.

Pour M. Rességuier, c'est la fin de tout : « Le coup

de grâce porté à l'industrie française ; déjà très frappée par la concurrence étrangère, menacée de mourir bientôt de sa belle mort, elle ne survivrait pas à une loi pareille ». M. Rességuier a, d'ailleurs, « entendu plusieurs industriels émettre l'idée de la fermeture des usines le jour où cette loi serait promulguée et, pour ma part, dit-il, j'y souscris des deux mains : je suis tout disposé à mettre la clef sous la porte. Et je vous autorise à le dire ». On ne peut formuler plus clairement une opposition irréductible, une déclaration de guerre. Puis M. Rességuier développe son point de vue : « Mais, Monsieur, s'écrie-t-il, comment peut-on admettre qu'un patron qui a la garde et la responsabilité non seulement de ses capitaux, mais aussi de ceux des gens qui ont eu confiance en lui, remettre entre les mains de tiers, fussent-ils compétents, le soin de les gérer et même d'en disposer ? Car c'est à cela que tend une loi qui rend l'arbitrage obligatoire. »

Le sophisme d'une semblable argumentation tombe sous les sens. C'est l'éternel moyen de discussion qui consiste à faire dire à son adversaire ce qu'il ne dit pas pour ensuite lui reprocher de l'avoir dit. Une loi sur l'arbitrage ne tend pas à changer l'autorité qui gère les capitaux de l'industrie ; elle n'y tend ni directement, ni indirectement. Elle tend simplement à éviter ou à aplanir les malentendus qui résultent forcément des positions actuellement prises par deux partis également convaincus de leur droit. Elle tend, non à chan-

ger, mais à *constitutionnaliser* l'autorité patronale dont l'absolutisme actuel détruit toute une idée de justice, de sécurité, de paix.

Et l'argument de M. Rességuier nous paraît d'autant plus étrange que nous voyons tous les jours des chefs d'établissement abandonner pour cause d'incapacité notoire, à des tiers, la direction de services techniques, scientifiques, financiers, autrement agissants sur le sort de leurs capitaux et des capitaux à eux confiés. Dans cette hypothèse, qui est la plus générale, le patron n'est qu'un bailleur, un procureur de fonds. A cela près, rien ne se fait par lui. Pourquoi donc et à quel titre prétendrait-il ici conserver des pouvoirs souverains sur des hommes dont la vie se passe à l'enrichir ?

Aussi bien, M. Rességuier nous donnera bientôt la seule vraie raison de son intransigeante opposition quand il s'écriera un peu plus loin, parlant toujours des patrons : « Mais ce serait signer leur déchéance ! Ce serait faire abdication de toute autorité... » Oui, voilà, pour les grands patrons modernes, la vraie, la grande, la seule raison de leur opposition. Il faut savoir gré à M. Rességuier d'avoir ainsi le courage de son opinion. Nous nous permettons de penser cependant que le besoin de satisfaire des aspirations simplement autoritaires ne justifie pas tant d'acharnement dans l'injustice ?

M. Devilette, Président de la Chambre Syndicale de la Maçonnerie de la Seine, « un homme aimable »,

« au parler lent et précautionneux », soulève plus doucement les mêmes objections, mais ajoute, se ralliant à une délibération unanime de la Chambre syndicale, que : « C'est une loi de parti, attentatoire à la liberté individuelle et qui soumet l'ouvrier qu'elle semble vouloir protéger aussi bien que le patron à la pire des tyrannies. Le règlement amiable n'est qu'un leurre c'est bien l'arbitrage obligatoire comme la grève obligatoire qui en sont le but. » Passons, pour le moment, sur l'argument particulièrement audacieux dans la bouche d'un patron et qui est tiré du caractère attentatoire à la liberté. Nous aurons assez l'occasion de dire ce que nous pensons des singulières interprétations de la liberté que nous aurons l'occasion de rencontrer. Contentons-nous de dire que l'ouvrier perce de plus en plus le sophisme de ces systèmes et que nous le voyons de plus en plus disposé à faire le sacrifice d'avantages qu'il ne connaît jusqu'ici que pour en voir profiter les autres.

Mais M. Devilette entre plus avant dans les détails et fait valoir le partage inégal des responsabilités qui seraient toutes pour le patron, nulles pour les ouvriers..... Nous nous contenterons de son opinion sur le principe de la loi. Aussi bien suffirait-il d'être d'accord sur le principe ; on pourrait toujours régler ensuite les détails d'exécution. On ne rencontrerait là que petites difficultés. Eh bien ! M. Devilette ne veut pas du prin-

cipe : 1° pour les mêmes raisons que M. Rességuier, et 2° au nom de la liberté.

L'argument ne vaut rien, bien entendu, mais il fait de l'effet sur les esprits simples, prompts à admirer la vérité apparente, inséparable des méthodes logiciennes.

Le dilemme de la « Liberté » est très particulièrement cher au patronat. Et cela se conçoit ! Dans notre société, qui profite de la liberté du droit organisée par le droit ? Le patron seul. Et quelle admirable défaite ! Par le jeu naturel de cette liberté la force du capital s'impose, en fait, d'inéluctable manière ; la loi du plus fort joue à plein. Et cela arrive, se fait tout seul, puisqu'on est libre sans qu'on puisse même parler, devant les ruines, des responsabilités. Chacun a le droit pour lui, chacun use de son droit dans la sphère où il doit l'exercer ; que veut-on de plus ? En fait, de formidables injustices s'accumulent. Mais il est de la nature du droit de comporter des injustices ; et, dira-t-on, c'est un minimum inévitable, qu'il faut endurer patiemment.

Les protagonistes<sup>4</sup> de ces idées font valoir que nous avons obtenu tout ce que nous pouvions espérer en gagnant cette liberté individuelle dont on a fait la base d'une société qui ne doit plus changer ; car elle est la meilleure de toutes. Toutes les réformes que l'on proposera devront rentrer dans le cadre de la liberté, sinon ces réformes seront tyranniques et caduques. Nous

pensons que la liberté ainsi conçue consacre d'odieux coups de chance et des abus de la force la plus formidable qui ait jamais existé, le capital. Les ouvriers n'en veulent plus parce qu'elle les a déçus. Ils prétendent remanier cette base inféconde de la société individualiste moderne. « Mais alors on va trop vite ! C'est mon seul reproche en somme ; car au fond, le bourgeois se laisse lui-même entraîner à s'occuper de l'amélioration du sort du plus grand nombre ; c'est très intéressant, c'est même passionnant ; mais il n'y a pas à dire, il est débordé, il n'a pas le temps de digérer... », conclut M. Devilette.

Abandonnant maintenant le côté des patrons dont les idées tournent toujours dans le même cercle, au centre duquel nous trouvons le seul intérêt personnel, plus ou moins bien compris, nous examinerons ce que pensent de notre loi MM. Ribot, Jaurès et Briand.

M. Ribot représente au Parlement l'une des plus puissantes régions capitalistes de France : M. Ribot est député du Pas-de-Calais. Par la probité politique, par ses qualités éminentes de jurisconsulte et d'orateur, M. Ribot a conquis dans le monde politique la respectueuse considération de tous. Il est incontestablement l'un des hommes politiques le plus considérable de la troisième République. Mais il est aussi un économiste, dans tout le sens du mot, et même un très savant économiste.

Cependant M. Ribot nous semble représenter une

classe d'hommes redoutables, funestes à toute idée de progrès et, si nous osions soutenir un point de vue qui peut-être semblera paradoxal, nous dirions que point n'est besoin de tant de sagesse, hérissée de prudentes formules. Peut-être une initiative désordonnée nous mènerait à des catastrophes ? Les catastrophes se répètent. L'inertie documentée de M. Ribot mène à la stagnation. La stagnation est incurable.

M. Ribot est naturellement opposé à notre projet de loi. Les raisons de M. Ribot sont à la fois philosophiques, politiques, économiques et juridiques : « La loi que l'on propose ne sera pas efficace pour résoudre pacifiquement les conflits entre les patrons et les ouvriers ». C'est une grosse erreur, selon lui, de penser que l'on puisse, au moyen de mesures coercitives, arriver au règlement amiable des difficultés qu'occasionne le contrat de travail. On ne fait que les aggraver. Pour qu'une loi produise l'effet moral qu'on en attend, il faut qu'elle corresponde à un certain état de mœurs et de l'opinion. « M. Ribot ne nous dit pas quel est ce « certain état ». « Il faut, ajoute-t-il, qu'elle soit le résultat d'une langue préparatoire (n'oublions pas qu'en 1901, cette préparation durait depuis dix-sept ans), d'une série d'efforts volontaires de la part des intéressés. Or ce n'est pas le cas puisque ni les patrons, ni les ouvriers n'acceptent le projet de loi ». Il n'y a qu'une chose à répondre, c'est que des arguments de cette sorte viendront à bout de n'importe quelle tentative législative.

Nous savons certainement que les patrons ne veulent pas de la loi, ne fût-ce que parce qu'ils la comprennent mal et nous n'estimons pas l'argumentation suffisante. Quant à l'opposition ouvrière, quant à l'opposition syndicaliste, nous regrettons que M. Ribot, qui ne peut les ignorer, ne nous en ait pas fourni les raisons. Ce n'est pas tout de dire qu'une loi ne vient pas à point, que personne n'en veut : ni patrons, ni ouvriers. Encore faut-il dire pourquoi la loi ne vient pas à point et si l'on identifie ces oppositions, si elles s'accordent absolument.

Puis M. Ribot raille ces délégués d'usine, ce « parlementarisme d'atelier » qui met en antagonisme patrons et ouvriers et qui, laissant aux seuls patrons le fardeau des responsabilités, sera bien impuissant à imposer la paix. Oh ! combien préférables les conseils d'usine, résultat d'une collaboration volontaire ! Une réforme de cette sorte ne se fait pas à coups de lois. Le progrès n'est pas le fait du législateur mais la résultante d'actes et de circonstances auxquels il ne peut rien. L'État doit laisser agir librement les initiatives individuelles, laisser faire. L'État ne doit pas intervenir entre patrons et ouvriers. Rien de bien ne peut sortir de là. M. Ribot veut bien convenir que « sans aucun doute, il est désirable que patrons et ouvriers, partout, prennent l'habitude de s'entretenir de leurs intérêts communs, qu'ils se considèrent de plus en plus comme des associés : mais cela ne peut se faire en un jour, ni à coups de décrets. Pour y arriver, les patrons ont encore à secouer quel-

ques préjugés. Les ouvriers ont aussi quelque chose à apprendre. On leur a enseigné la lutte des classes, on leur a mis dans la tête que le patronat était le seul ennemi du prolétariat, le résultat c'est l'état de guerre permanent. Les délégués se croiraient, *ipso facto*, obligés par leur mandat d'entrer en lutte contre les chefs d'établissement. D'autre part, ceux-ci sont entraînés à ne voir, dans les réglementations successives et désordonnées qu'on leur impose, que des atteintes à la propriété individuelle. Le terrain est donc mauvais, à l'heure qu'il est, pour une réforme de ce genre. » Rien de tout cela n'est péremptoire. Même, des expériences, il est vrai isolées, contredisent formellement les assertions de l'honorable M. Ribot. Le terrain est toujours mauvais, en France, quand il s'agit de changer quelque chose, du moins on l'affirme, mais les choses changent et la France dure quand même. Le droit de coalition, la loi des syndicats, la loi sur les accidents, et toutes les lois nouvelles ont entendu les mêmes formules. Ces lois ont été votées, les organismes créés fonctionnent, et rien n'est advenu qu'un peu plus de lumière, d'intelligence et de justice. M. Ribot ne croit pas au pouvoir bienfaisant de l'application à la grève de la loi des majorités. M. Ribot ne croit pas à la ruine par la loi de l'influence des politiciens et des meneurs ; toujours, croit-il, nous verrons des grèves d'irraisonnables, entachées d'esprit révolutionnaire, c'est une opinion. Et

puis M. Ribot démontre que notre réforme est en contradiction avec la loi sur les syndicats, la loi de 1884.

Et cette partie de son argumentation prend une importance exceptionnelle. Après avoir constaté que l'on a pas le droit d'empêcher le patron d'ouvrir l'usine à qui lui plaît, M. Ribot constate, avec M. Waldeck-Rousseau, qu'un seul ouvrier qui veut travailler est aussi respectable que tous les ouvriers coalisés pour faire grève et que l'avis différent de M. Millerand est contraire à la loi de 1884. Cette loi permet à tout syndiqué de se retirer, à toute époque, et, par conséquent, de se soustraire aux décisions de la majorité. M. Ribot croit l'argument décisif. Nous pas ; parce que nous pensons simplement que, si les lois ne s'accordent pas entre elles, il ne reste qu'à les accorder : ce qui semble la fonction principale des législateurs.

Puis, faisant un retour spécialement sur la difficulté des responsabilités pécuniaires, M. Ribot constate qu'elles vont toutes au patron qui ne peut se tourner ni du côté de l'Etat, ni du côté des ouvriers insaisissables, le contrat collectif de travail n'étant pour le moment qu'une subtilité métaphysique : « Qu'est-ce donc qu'une loi pareille qui met d'un côté toutes les charges, toutes les reponsabilités et de l'autre toutes les libertés, toutes les entraves ? » !!

Nous ne nous dissimulons pas les côtés très sérieux de l'argumentation de M. Ribot. Certes, il y a des difficultés à résoudre. On ne met pas sur pied, du jour

au lendemain, une législation qui changerait profondément certaines conditions de la production. Nous ne dissimulons pas la force des objections. Nous regrettons qu'elles soient simplement destructives. Il n'est pourtant pas douteux que des difficultés graves ont surgi entre le capital et le travail, difficultés dont personne ne doit se désintéresser. Pourquoi donc M. Ribot ne propose-t-il rien ? Il nous semble impossible qu'un homme aussi éminent que lui se désintéresse absolument de questions aussi graves.

*M. Jaurès.* — M. Jaurès est partisan du projet. « J'accepte, dit-il, les principes essentiels, les directions principales du projet Millerand-Waldeck. Sur le détail, ou même sur certains modes importants d'application, il aurait, à mon sens, dit-il, des amendements à proposer. Mais l'institution des délégués ouvriers, élus dans chaque usine au suffrage universel, l'organisation de la grève, selon la loi des majorités, l'arbitrage obligatoire ; voilà les idées maitresses que j'approuve. » — « J'approuve l'ensemble de ces dispositions parce qu'elles substituent à la monarchie absolue du patronat un commencement de régime constitutionnel. La prétention du patronat était jusqu'ici de traiter individuellement avec chaque ouvrier. C'est maintenant avec les délégués élus de tous les ouvriers qu'ils entreraient en pourparlers. De plus, tous les ouvriers seront considérés légalement comme des associés, puisque la décision de la majorité fera loi pour tous, soit pour la

suspension, soit pour la reprise du travail. C'est donc l'association des ouvriers qui jouera un rôle important. Enfin l'arbitrage obligatoire élimine l'absolutisme patronal en remettant la solution des conflits à une puissance mixte où les ouvriers seront représentés comme les patrons. C'est donc l'organisation d'une sorte de *statut de transition* intermédiaire entre l'absolutisme patronal et cette pleine souveraineté du travail que nous appelons la République Sociale. » Puis M. Jaurès explique pourquoi les ouvriers font grise mine au projet. Les ouvriers n'ont pas confiance. « Ils craignent que, dans le nouveau projet, l'action du syndicat ne soit atténuée. Ce sont les ouvriers de chaque établissement, disent-ils, qui choisiront les délégués. Ce n'est pas le syndicat qui les choisira ; ce n'est pas non plus le syndicat qui dirigera le mouvement, la reprise du travail ou la continuation de la grève... » Et puis les ouvriers craignent que tout cela n'aboutisse à la suppression de la grève. On le voit, ce point de vue n'a rien de commun avec celui qui mène le patronat aux mêmes manifestations hostiles.

*M. Briand.* — M. Briand est opposé au projet. Il dit : « Avec ses apparences socialistes, c'est une loi toute en faveur du patronat, car elle aurait pour effet certain de supprimer les grèves, tout au moins de faire obstacle à leur généralisation, en tout cas de les rendre stériles en leur enlevant toute force, toute influence directe sur la solution des conflits ». Selon M. Briand,

ce serait rendre un « fier service » à la cause ouvrière que de suivre l'exemple de M. Méline empressé « à conjurer le danger ». Pour M. Briand, la grève seule est bonne et d'autant meilleure que plus violente, plus soudaine. Elle seule frappe l'imagination capitaliste, elle seule amasse assez de colères et de ruines, et, par cela même, fouette les énergies, active les solidarités engourdies, prépare l'avènement inéluctable du seul élément qui souffre, mais qui vaille le travail. Or, que restera-t-il de cette grève idéale après les formalités des doléances écrites ? Avec l'obligation des déclarations de délais, etc, etc., « la loi Millerand-Waldeck est donc indiscutablement dans son principe une loi de conservation sociale.

Elle prend, à l'heure où les grèves se généralisent de plus en plus, deviennent une véritable menace contre la société capitaliste, des garanties contre la Révolution. Elle est perfide en ceci qu'elle semble imposer la grève aux patrons sous la seule volonté des ouvriers, alors, qu'en réalité, elle vise à la suppression de la grève. Qu'est-ce qu'une grève, en effet, qui ne porte plus en elle le germe du succès, de qui ne dépend plus directement la solution du conflit, à la force de laquelle se substitue d'une façon obligatoire la transaction de l'arbitrage ? Car, voyez-vous, dans cette loi, ce qu'il y a surtout d'obligatoire, c'est l'arbitrage et c'est par là que fatalement elle tournerait à l'avantage du patronat ». En effet, qui départagera les Conseils du tra-

vail? Probablement un magistrat civil. Ou, si c'est, à tour de rôle, un patron et un ouvrier qui président le Conseil, une fois ou deux, mathématiquement, l'ouvrier perdra. Il en sera de même quand il s'agira d'assurer l'exécution de la sentence arbitrale. Il faudra s'en remettre à des magistrats que leurs attaches bourgeoises inclinent à la partialité. L'exposé des motifs d'ailleurs ne prend même pas la peine de déguiser ses intentions. La loi tend ouvertement à entraver la naissance et la généralisation des grèves. M. Briand ne peut supporter cette idée et encore moins l'article 26, spécial aux sanctions pénales, dont il montre fort justement que l'ouvrier seul, inhabile aux choses de la parole, en pâtira. « Le patron, lui, ne paraîtra jamais dans les réunions. Il n'a pas besoin de cela pour influencer l'ouvrier. Il a des moyens et des agents à lui. Celui qui est menacé directement par cet article, c'est l'ouvrier syndiqué, c'est l'orateur populaire qui, les jours de grève, ira adjurer ses camarades, en termes violents, de résister et de s'unir. Celui-là, dont l'habileté verbale est souvent discutable, qui n'est pas forcément rompu aux formules académiques, tombera, à chaque instant, sous le coup de cet article. Et, comme ce seront encore des juges bourgeois qu'on appellera à le juger, son compte est bon... » M. Briand espère que la loi ne sera pas votée.

## CHAPITRE VII

### QUE FAUT-IL PENSER DE CES OBJECTIONS

Nous constatons d'abord que, de parti pris, personne ne veut entendre parler d'arbitrage. Sans essai, sans demander de plus amples explications, refusant le plus petit crédit à l'institution proposée, les partis en présence préfèrent l'état actuel, avec son cortège de querelles violentes, de haines et de misères. On refuse toute nouveauté, quitte, ensuite, à trouver des raisons plausibles. Nous venons d'exposer ces raisons inspirées par les circonstances aux tempéraments les plus divers.

La Commission, par l'organe de son rapporteur, M. Colliard, réfute ces quelques objections et critiques. Nous allons exposer son point de vue.

M. Colliard constate d'abord que la proposition qu'il vient d'examiner : « a eu cette singulière fortune d'être attaquée avec une égale violence par les patrons et par les ouvriers. Tandis que la plupart des Chambres de commerce, les grands syndicats patronaux, l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises la proclamaient « funeste à la propriété et à l'existence

même de l'industrie française, attentatoire, pour l'ouvrier autant que pour le patron aux principes les plus essentiels de justice et de liberté », le Comité de propagande de la grève générale déclarait que, « sous son apparence de bonhomie, cette loi était une des plus scélérates que jamais le législateur ait conçues ». C'est le cortège de récriminations traditionnelles qui accompagne tout essai de législation ouvrière. La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail entendirent nous ne le répéterons jamais assez, les mêmes anathèmes. Or, aujourd'hui, patrons et ouvriers ont changé d'avis en ce qui concerne ces deux lois : « Alors que les patrons de l'industrie avaient opposé à la loi de 1898 une résistance que quelques-uns poussèrent jusqu'à fermer leurs ateliers, en signe de protestation, ce sont les commerçants eux-mêmes qui, en 1904, par l'organe de deux plus puissantes de leurs unions de syndicats, ont demandé l'extension de cette loi à leurs professions ». Et cela nous rassure pour la proposition de loi actuelle. « Les condamnations dont elle a été l'objet ne sont pas heureusement définitives et nous avons même la satisfaction de constater, déjà, chez les intéressés, un certain revirement. C'est ainsi, par exemple, que l'association générale du commerce et de l'industrie des tissus et des matières textiles qui, par l'organe de son rapporteur, M. Parison, s'était prononcée, en 1901, énergiquement et sans réserves, contre toutes

les dispositions du projet, reconnaissant, en 1903, par l'organe de son même rapporteur, « le désir loyal de leurs auteurs d'amener l'apaisement entre tous les travailleurs » et reprenait, pour son compte, en la modifiant à peine, toute la partie du projet qui concerne l'arbitrage obligatoire. Puis, le rapporteur montre le caractère contradictoire des objections présentées. Selon que l'interlocuteur parle au nom du patronat ou selon qu'il se présente au nom du prolétariat, nous voyons que la loi tend à énerver, à détruire l'autorité patronale ou, tout au contraire, à détruire la résistance ouvrière, les syndicats. Il ne paraît guère possible cependant que l'on ait véritablement et en même temps, des deux côtés, de sérieuses raisons de craindre. Le terrain perdu par l'un des deux adversaires restera forcément à l'autre ; il suit logiquement que l'un des deux se plaint assurément à tort.

Arrivé à ce point de notre discussion, nous sommes bien forcés d'observer combien nos adversaires déploient de subtilité et nous ne pouvons passer sous silence cette constatation qu'ils font bien souvent dire à la loi, toutes choses peut-être utiles à leur argumentation, mais certainement introuvables dans le texte proposé. Ainsi, à propos des « délégués permanents », les patrons ont prétendu qu'ils introduiraient dans leurs établissements « l'anarchie et l'injustice », et que ce serait « créer, en face de la direction, un autre pouvoir en enlevant, à celui qui risque son honneur en même

temps que sa fortune, la libre disposition de ses affaires et de sa responsabilité ». On a dit que les délégués s'ingéreraient « dans des questions de direction ou de combinaisons commerciales où ils n'ont qu'à faire ». On a encore vu dans ces délégués une sorte de « Parlement au petit pied » (M. Ribot) qui serait inconciliable avec les nécessités de l'industrie et la jetterait dans le chaos.

Il suffit de rappeler que le rôle des délégués permanents est nettement déterminé par l'article 13 qui les charge uniquement de recevoir et de présenter les réclamations du personnel *relatives aux conditions du travail*.

Actuellement, se rapportent aux conditions du travail : « les questions de salaire, de durée du travail de discipline. Sur les 1309 grèves qui ont éclaté en 1906, 38 0/0 ont été provoquées par des questions de discipline ou d'organisation intérieure, et les patrons ont été obligés de céder ou de transiger dans 40 0/0 des cas. Les délégués permanents en fonctions au Creusot présentent les mêmes réclamations que les ouvriers en grève et, par conséquent, des réclamations portant sur la discipline ou l'organisation intérieure.

Pourquoi donc ce qui fonctionne au Creusot serait-il d'impossible application ailleurs et partout ? Non. Les délégués permanents n'auront aucune influence sur la direction technique de l'entreprise. Ils présenteront les mêmes doléances que leurs prédécesseurs grévistes aujourd'hui. Le moment seul sera mieux choisi. « Ce sera en pleine paix que le patron discutant avec des

ouvriers, qui seront encore ses ouvriers, les examinera et, s'il donne satisfaction à ses réclamations, son autorité patronale sera bien moins atteinte que s'il est amené à céder sous la menace de la grève ».

Au point de vue ouvrier ; nous ne voyons pas comment les syndicats auront à pâtir de l'application de la loi. Pourquoi les syndicats ne fourniraient-ils pas les délégués ouvriers. En fait, à Louviers, les délégués du tissage breton étaient tous des militants de syndicats. Et : « à Fougères, le syndicat ouvrier lui-même a insisté pour que la discussion des tarifs eut lieu dans chaque usine, entre le patron et le délégué des ouvriers. On ne voit pas, d'ailleurs, que les deux institutions s'excluent ou fassent double emploi : les délégués ne représentent que les ouvriers d'une seule usine, tandis que le syndicat tend à grouper tous les ouvriers de la même profession, travaillant dans les établissements d'une localité ou d'une région déterminée. Les délégués ne s'occupent que des conditions du travail dans leur établissement, le syndicat cherche à unifier, autant que possible, les conditions du travail dans tous les établissements. Loin de s'exclure et de se faire tort, nous prétendons que les deux institutions peuvent se prêter un mutuel appui. Le fonctionnement de la délégation ouvrière obligera les ouvriers d'une même usine à se grouper ; il les habituera à se réunir pour discuter, et quand ils auront pris cette habitude à l'usine, ils la garderont en dehors et ils formeront des syndicats. Nous

sommes convaincus que l'application de la proposition aura pour résultat de développer l'organisation syndicale de la classe ouvrière ». Est-ce bien sûr ? Nous n'oserions nous prononcer pour notre part aussi catégoriquement. Nous pensons qu'il faut être toujours très prudent quand on fait entrer l'avenir comme facteur d'argumentation. Il est certain qu'aujourd'hui, le syndicat se présente à l'ouvrier comme le seul organe capable de défendre ses droits et de diriger ses aspirations. Et qui sait si, en effet, l'institution, dans chaque usine, des délégués permanents, ne les rendra pas sans objet ou tout au moins ne leur enlèvera pas un peu de leur autorité actuelle. Nous n'oserions pas nous prononcer.

Mais, en ce qui concerne le droit de la majorité de décider la cessation ou la reprise du travail et l'argument tiré de la liberté individuelle du travail, aucune contestation n'est possible.

La loi est nette dans ces termes et dans ses intentions. Nous sommes d'avis que, sur ce point, elle est inattaquable, au fond. Rappelons que la grève n'est obligatoire, quand la majorité l'a décidée, *que dans les établissements où s'applique la procédure instituée par la loi* ; Or dans ces établissements les ouvriers embauchés ont été dûment avertis des conséquences qu'entraînait cette application de la loi, l'article 1<sup>er</sup> leur accorde même un délai de trois jours pour lui permettre d'examiner ces conséquences ; si, au bout de

trois jours ils sont restés, c'est qu'ils acceptent ces conséquences *et si, plus tard, un vote de la majorité de leurs camarades les oblige à faire grève, ce n'est pas en vertu de la loi qu'ils subiront cette obligation, mais en vertu d'un engagement préalablement et librement consenti.*

Le rapporteur ne pense pas non plus que l'exercice de la grève se trouve entravé par l'application de la nouvelle loi. Les inquiétudes de M. Briand, sur ce point, lui semblent vaines. Ne voit-on pas, déjà, que les syndicats délibèrent longuement, avant de déclarer la grève et semblent, d'eux-mêmes, abandonner la pratique des grèves soudaines, en faveur de mouvements préparés de longue main et soigneusement concertés.

Venant ensuite à l'étude de l'institution de l'arbitrage obligatoire, le rapporteur ne cache pas les préférences du législateur pour les procédés de conciliation. Il l'organise de façon permanente par l'institution des délégués. Mais il faut bien prévoir le cas où les délégués ne s'entendront pas et l'on ne voit pas alors de meilleur mode que l'arbitrage, si l'on veut éviter les violences et les désastres. Certes, la solution n'est pas parfaite ; mais il n'y en a pas d'autre. Dans les établissements soumis à la loi, le législateur s'imposera donc aux deux parties. Au reste, pourquoi tant redouter la légalisation d'une habitude prise et dont les bons effets se sont fait sentir en mainte occasion.

La liste des arbitrages, qui ont réussi, est déjà lon-

gue ; soit que les arbitres aient été pris parmi les membres du gouvernement ou parmi les préfets sous-préfets, maires.

Il semble d'ailleurs que nous assistions à un revirement dans l'opinion des intéressés à son égard. La Chambre de Commerce d'Amiens, dans sa séance du 9 janvier 1907, a décidé d'adopter dans son ensemble la proposition de loi déposée par M. Millerand. Elle estime que la tentative de conciliation qu'elle institue lui paraît des plus sages, qu'elle éviterait, dans bien des cas, la grève déclarée pour des motifs futiles ; qu'en cas de différend sérieux, les divers délais prévus donneraient le temps de la réflexion, laisseraient le patron et l'ouvrier en présence et éviteraient les blessures d'amour-propre qui font obstacle à la reprise des négociations après la cessation du travail.

Du côté ouvrier, le Congrès National des Mineurs a voté en mai 1905, au Congrès de Gardanne, une résolution invitant le gouvernement à déposer un projet de loi instituant des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage pour le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail.

Le Conseil National de la Fédération des Mineurs, à la suite du Congrès, a demandé, en conséquence, au gouvernement de reprendre le projet de loi Millerand et de le déposer sur le bureau de la Chambre.

Le dernier Congrès National de Denain (avril 1907), tout en renouvelant le vœu du Congrès de Gardanne, a

invité les organisations à réclamer, dès à présent, « dans chaque compagnie la constitution d'un comité permanent d'explications entre ouvriers et patrons. »

Au Creusot, à la suite de la grève de 1899 furent institués, par sentence arbitrale de M. Waldeck-Rousseau, en date du 7 octobre 1899, « des délégués nommés par ateliers, à raison d'un délégué par corporation. Sauf cas d'urgence, ils conféreront tous les deux mois avec les représentants et au besoin avec la direction ». Un règlement d'atelier élaboré par la Direction de la Société du Creusot prescrit en conséquence que « le délégué de chaque corporation et, en cas d'empêchement, le délégué suppléant doit écouter les réclamations des ouvriers de sa corporation, les examiner et les discuter avec eux. Lorsqu'il croit ces réclamations justifiées il les soumet au contremaître ou au chef d'atelier intéressé, au fur et à mesure de l'examen qu'il en a fait, sauf le cas d'urgence, le délégué, ou, à son défaut, son suppléant, peut, tous les deux mois, saisir le chef de service, s'adresser directement au chef du personnel ou à son représentant à la direction, section du personnel. Un tableau affiché dans les ateliers indique les dates auxquelles les délégués seront successivement reçus tous les mois ».

L'institution fonctionne depuis l'année 1900. Le tableau suivant donne pour chacune des années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 le nombre des réclamations reçues :

| Années | Nombre de déclarations reçues                         |                  |
|--------|-------------------------------------------------------|------------------|
|        | Par les chefs de service<br>ou leurs<br>représentants | Par la direction |
| 1900   | 212                                                   | 14               |
| 1901   | 229                                                   | »                |
| 1902   | 155                                                   | »                |
| 1903   | 117                                                   | »                |
| 1904   | 155                                                   | »                |
| 1905   | 152                                                   | »                |

Voici comment se classaient les réclamations d'après leur nature :

| Années | Réclamations concernant |            |               |                                   |                           |
|--------|-------------------------|------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------|
|        | Le matériel             | Le salaire | La discipline | La durée du travail ou le chômage | Les conditions du travail |
| 1900   | 46                      | 74         | 42            | 25                                | 39                        |
| 1901   | 71                      | 87         | 31            | 17                                | 23                        |
| 1902   | 60                      | 42         | 12            | 7                                 | 34                        |
| 1903   | 67                      | 21         | 12            | 5                                 | 12                        |
| 1904   | 71                      | 38         | 16            | 7                                 | 23                        |
| 1905   | 85                      | 38         | 1             | 1                                 | 27                        |

Voici la suite qui leur a été donnée :

| Années | Proportion o/o des réclamations reçues |          |              |          |                                      |          |
|--------|----------------------------------------|----------|--------------|----------|--------------------------------------|----------|
|        | Les chefs de service                   |          | La direction |          | Les chefs de service et la direction |          |
|        | admises                                | rejetées | admises      | rejetées | admises                              | rejetées |
|        | o/o                                    | o/o      | o/o          | o/o      | o/o                                  | o/o      |
| 1900   | 48                                     | 52       | 50           | 50       | 48                                   | 52       |
| 1901   | 44                                     | 56       | »            | »        | 44                                   | 56       |
| 1902   | 49                                     | 51       | »            | »        | 49                                   | 51       |
| 1903   | 67                                     | 33       | »            | »        | 67                                   | 33       |
| 1904   | 54                                     | 46       | »            | »        | 54                                   | 46       |
| 1905   | 45                                     | 33       | »            | »        | 45                                   | 30       |

Ces chiffres sont éloquentes par eux-mêmes. Ajoutons que, depuis la sentence arbitrale de M. Waldeck-Rousseau, depuis huit ans, il n'y a eu au Creusot aucune cessation de travail. Mais nous avons à notre disposition d'autres exemples : Dans le tissage Breton, à Louviers, qui occupe 860 ouvriers environ, l'institution des délégués ouvriers fonctionne depuis 1899 avec le plus grand succès. Bien mieux, un conseil d'usine fonctionne depuis 1885 à l'usine Harmel frères, du Val-des-Bois, à Warmériville (Marne). Et M. Léon Harmel déclare qu'« Il faut bien reconnaître que l'organisation de la démocratie dans l'usine a été un bienfait pour notre population et pour nous-mêmes. Loin de porter le trouble et la confusion dans l'usine, elle y a fortifié la paix en semant la confiance ; elle a relevé les caractères en

suscitant les initiatives ; enfin elle a affermi la hiérarchie par le respect de la justice et la pratique de la solidarité ».

Nous trouvons encore des délégués permanents à la fonderie Thévenin, de Lyon. Depuis 1905 les mouleurs de l'usine André et C<sup>ie</sup>, à Clizy (Meuse), ont obtenu la nomination par le personnel d'une commission du travail. A Venissieux, dans une fabrique de toiles cirées, à Révin les mouleurs, à Lille, dans une fabrique d'automobiles, fonctionnent des conseils de travail pour la plus grande satisfaction de tous. La preuve nous semble donc faite que l'institution est bonne en soi et que l'on ne devrait pas hésiter à la rendre rigoureusement obligatoire quand on recherchera les moyens légaux efficaces de prévenir les conflits du travail.

## CONCLUSION

En 1892, la Chambre des députés décide de discuter enfin une loi qui lui était depuis sept ans proposée. Commencée sans enthousiasme, continuée sous la pression populaire, écourtée au Sénat, tout à coup bouleversé par l'un des plus grands scandales financiers et parlementaires dont on ait jamais entendu parler, l'œuvre du législateur de 1892 ressemble à ces fruits primeurs, trop vite poussés, qui n'ont que l'apparence de la maturité. En dépit des plus vives et chaudes couleurs, ces fruits sécrètent un suc acide et décevant. Ainsi la loi de 1892 n'a que l'apparence d'une loi. Les résultats, nous l'avons vu, furent maigres. Nous avons essayé de montrer les causes de cet échec. Nous avons cru les trouver dans ce caractère facultatif d'une procédure de circonstance, basée sur la bonne volonté, ne comportant aucune sanction digne de ce nom, en quoi consiste la loi de 1892. Seize ans ont passé. Aujourd'hui, après vingt-trois ans d'études (car il ne faut pas oublier les sept années de travaux préparatoires à la loi de 1892), on semble, bien timidement, faire un

pas en avant. A vrai dire, on n'innove rien et l'on semble plutôt, en revenant à ses idées, rendre à M. Mesureur les honneurs qui sont dus à son vieux et premier projet. Plus de procédure de circonstance, ni dénuée de sanction, ni tout à fait facultative. Seule, la bonne volonté ne perdra pas ses droits : l'Etat n'intervient pas de force, ni vigoureusement. Le rapporteur de la loi précise nettement ce point : « La proposition que votre Commission soumet à vos délibérations n'a pas la prétention de supprimer, du jour au lendemain, les grèves. Nous poursuivons un but beaucoup plus modeste, puisque nous ne voulons que les rendre moins fréquentes et moins longues. Nous croyons en avoir trouvé le moyen en établissant, entre les deux parties en présence, des relations permanentes et en les obligeant à recourir à l'arbitrage pour la solution des conflits, qu'ils n'auraient pur régler à l'amiable. Et encore, ce moyen, nous ne croyons pas devoir l'imposer, si ce n'est aux entreprises travaillant pour l'Etat, le département, les communes. Nous nous bornons à les recommander aux autres établissements, sans leur faire une obligation de son adoption. »

Nous sommes obligés d'avouer que nous ne voyons pas nettement ce qui sera modifié, dans les rapports entre patrons et ouvriers, par la mise en action de ces comités permanents de conciliation. Tel patron, à l'exemple de M. Faucheur, Président de la Chambre de Commerce de Lille, déclarera péremptoirement et tex-

tuellement que « cette loi est une balançoire ! » et ne lui fera même pas les honneurs de la discussion — nous entendons d'une discussion sérieuse. Ce patron méconnaîtra les conseils permanents *a priori* selon l'habitude déjà prise, mais *a posteriori*, pour les conseils accidentels. Et ce sera, pour le plus grand nombre, tout ce qu'on aura gagné. Tel autre, plus humain ou plus intelligemment au fait des nécessités de l'industrie moderne, M. Henri Japy, par exemple, le distingué Vice-Président de la Chambre de Commerce de Bezançon... n'inaugurera pas davantage, dans ses usines, les nouvelles méthodes, pour cette raison simple que déjà, depuis longtemps, ces institutions fonctionnent admirablement chez lui. Et, puisque nous avons la bonne fortune de rencontrer, sur notre route, un homme véritablement bon, laissons-le, lui-même, nous dire ce qui fait de lui un patron peut-être unique, en France : « Ayant passé toute ma vie, dit-il, au milieu de mes ouvriers, je me suis attaché à rester en contact avec chacun d'eux en lui laissant le libre accès de mon bureau. Aussi, bien loin de vous les représenter, comme M. Rességuier comme des « madrés » cherchant à me « rouler », je vous affirme que je n'ai jamais rencontré, chez ces bonnes gens, que bons cœurs et bons sentiments. Certes, ce sont des enfants, de grands enfants, qui ne demandent que protection et qui ne songent à se révolter que lorsqu'ils sentent que cette protection leur échappe ou qu'elle cherche à se transformer en domi-

nation... Pour conserver l'influence sur l'ouvrier, il y a deux méthodes bien distinctes : l'une, toute de menaces, d'âpreté dans le service ; elle dure tant qu'elle peut, jusqu'au jour de la révolte et de la grève. L'autre, d'équité, de justice, de philanthropie, qui affirme, par des actes journaliers, l'union constante entre le capital et le travail. Cette dernière méthode, à mon avis, sera celle de l'avenir, *et c'est la mienne qui m'a toujours réussi* ; l'autre, celle du passé. C'est de cette école-là que me paraissent tenir les patrons qui se refusent même à examiner le projet de loi...

« C'est cet état d'esprit qui perdra le patronat en ruinant en même temps l'ouvrier... Le mouvement social actuel ressemble à une marmite d'eau en ébullition. Si vous ôtez le couvercle, vous voyez bouillonner à la surface des bulles qui crèvent aussitôt ; mais si vous mettez le couvercle et que vous appuyiez la main trop fort, tout saute !

« Faites des concessions, ôtez le couvercle. »

Mais sans doute M. Japy est-il l'un de ces si nombreux petits patrons plus pauvres, dit-on quelquefois, que leurs ouvriers. Non. M. Japy, qui parle ce langage abominable et révolutionnaire, est l'un des plus « gros » horlogers du monde et commande à toute une armée de 7.000 ouvriers.

Combien la besogne du législateur serait simplifiée, si tous les patrons français pensaient aussi clairement ! Point ne serait besoin d'élaborer péniblement cette légis-

lation industrielle, sans cesse promise, aux époques d'élection, et si lente à venir. Malheureusement la bonne volonté n'existe pas en France, c'est une vertu d'Allemagne ou d'ailleurs. La philosophie de Kant pénètre difficilement les cervelles françaises. Aussi, n'acceptons-nous le projet de loi que comme un pis-aller : Il ne faut jamais rien refuser. Mais nous avons une conception plus indiscrete, plus vigoureuse, plus agissante de l'État. Nous pensons que les sophismes du libéralisme intégral ont fait leur temps, et que la philosophie du docteur Pangloss doit s'effondrer définitivement sous la poussée des jeunes enthousiasmes. Nous croyons que : « l'on doit donner au législateur le droit d'intervenir toutes les fois que les initiatives privées se montrent insuffisantes à protéger les droits des individus et des familles, inaptes à sauvegarder efficacement des intérêts généraux et permanents de la société. L'ouvrier a le droit de vivre, et nous n'entendons pas par là seulement le droit de ne pas mourir de faim, mais le droit de mener *une vie humaine*.

« Il arrive que les conditions du travail que l'ouvrier est obligé d'accepter sont telles qu'il doit renoncer à mener cette vie humaine. Il arrive, par exemple, qu'un travail excessif et ininterrompu, qu'un salaire insuffisant ne permettent pas à l'ouvrier la réparation de ses forces physiques, rendent impossible l'exercice des droits, l'accomplissement des devoirs qui découlent pour lui de sa qualité d'être intelligent, doué d'une âme comme

d'un corps... N'est-il pas évident que, dans des cas pareils, la justice sociale exigera impérieusement l'intervention de la loi. (1) »

Oui, nous voudrions une réglementation législative rigoureuse capable de réfréner les appétits des uns et d'imposer aux autres le respect du devoir. Nous mettons notre foi dans l'Etat de droit qui se constitue et qui représente une force capable de tenir en respect tous les égoïsmes. Et que l'on ne vienne pas nous répéter sans cesse, à chaque réforme, même purement sentimentale : « C'est la ruine que vous décrétez ! » M. Japy est la preuve irréfutable et souriante qu'il n'en est rien. Les haines qu'engendrent fatalement les procédés individualistes intransigeants sont bien plus dangereuses et c'est encore M. de Mun qu'il faut écouter, quand il dit : « L'intérêt du produit c'est beaucoup assurément ; mais ce n'est pas sur ce terrain que la question doit être posée. Ce n'est pas celle-là qui doit passer la première, aux yeux des législateurs : *derrière les produits il y a les hommes qui les font naître*. La question est de savoir s'il faut, pour sauvegarder l'industrie française pour la mettre en état de soutenir la concurrence étrangère, étouffer les forces des enfants, épuiser celles de leurs mères, détruire le foyer, désorganiser la famille et donner pour fondement à la prospérité industrielle la ruine — et nous ajoutons : l'asservissement — des travailleurs. »

---

1. Raoul Jay. *La Protection légale des travailleurs*.

Non. Il faut que le patron prenne l'habitude de considérer l'ouvrier comme son égal, comme un collaborateur indispensable auquel il doit tous égards et non comme une bête de somme dont on tire le meilleur profit. Il faut que le patron s'habitue à discuter courtoisement les nécessités et les conditions du travail. Il faut qu'il donne à son collaborateur la paix, sans quoi l'on ne produit pas, la sécurité, la liberté et la justice. Il faut, noblesse oblige — et profits aussi — que le patron fasse les premiers pas. Il le faut sous peine de ruine. Et, puisque la bonne volonté ne se marque pas dans ces divers sens, il faut que l'État intervienne, sans s'embarasser des perfides paraphrases qu'inspire l'idée de liberté. Il y a des libertés qui n'existent plus, qui se raient elle-mêmes du monde civilisé.

Du côté des ouvriers et employés, il faut organiser cette force formidable qui s'appelle : le nombre. Il faut que les travailleurs se comptent et s'unissent en vastes fédérations et confédérations générales, bien disciplinées et pourvues d'argent. Il est permis de croire que le mouvement syndical n'a pas dit son dernier mot. Ainsi le parti ouvrier escaladera les marches qui mènent au pouvoir et discutera, d'égal à égal, les conditions de la vie. Ainsi, les pouvoirs publics transformés constitueront, à la tête de l'État, une force irréductible, capable d'imposer au capital le respect de l'humanité.

Attendons, dans cet esprit, la discussion du titre II de la loi du 27 décembre 1892.

## BIBLIOGRAPHIE

PÉRONNET (Charles). — Thèse : La conciliation et l'arbitrage en matière de conflits collectifs entre patrons et ouvriers.

WATERLOT (Georges). — Thèse : Histoire de la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers.

MUN (Comte Albert DE). — Grèves, arbitrage et syndicats.

JAY (Raoul). — La protection légale des travailleurs.

HURET (Jules). — Enquête sur la grève et l'arbitrage obligatoires.

Journal officiel. Débats à la Chambre et au Sénat, octobre-décembre 1892.

COLLIARD (M.). — Rapport pour la Commission de réforme de la loi du 7 décembre 1892.

Bulletin officiel de l'Office du Travail.

Statistique des grèves et des recours à la conciliation publiée annuellement par le Ministère du Commerce.

---

Vu : Le Président de la thèse  
JAY

Vu : le Doyen :  
LYON-CAEN

Vu : et permis d'imprimer  
L. LIARD

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                   | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| AVANT-PROPOS.....                                                                                                                                                                                 | 7     |
| CHAPITRE I. — Comment les idées de conciliation et<br>d'arbitrage s'imposèrent à l'attention du<br>législateur de 1892 et quels furent les travaux<br>préparatoires à la loi du 27 décembre 1892. | 9     |
| CHAPITRE II. — La loi sur la conciliation et l'arbitrage<br>en matière de conflits collectifs entre patrons<br>et ouvriers devant les Chambres.....                                               | 22    |
| CHAPITRE III. — Résultats donnés par la loi du 27 dé-<br>cembre 1892 étudiés depuis l'année 1893 où<br>elle fut appliquée pour la première fois jus-<br>qu'à l'année 1907 .....                   | 59    |
| CHAPITRE IV. — Pour quelles raisons la loi du 27 dé-<br>cembre 1892 n'a-t-elle pas rendu les services<br>que l'on en attendait et faut-il la réformer...                                          | 91    |
| CHAPITRE V. — Les projets de réforme.....                                                                                                                                                         | 93    |
| CHAPITRE VI. — La réforme de la loi du 27 décem-<br>bre 1892 devant l'opinion publique.....                                                                                                       | 127   |
| CHAPITRE VII. — Que faut-il penser de ces objections?                                                                                                                                             | 141   |
| CONCLUSION.....                                                                                                                                                                                   | 153   |









